



Politique de la ville

**Observatoire
des quartiers parisiens
rapport 2006**

MAIRIE DE PARIS 

DÉLÉGATION À LA POLITIQUE DE LA VILLE ET À L'INTÉGRATION



Politique de la ville

**Observatoire
des quartiers parisiens
rapport 2006**

MAIRIE DE PARIS



DÉLÉGATION À LA POLITIQUE DE LA VILLE ET À L'INTÉGRATION

Éditorial	5
------------------------	----------

Introduction	7
---------------------------	----------

1 **Comment se traduisent les inégalités sur le territoire parisien ?** **11** |

La population augmente dans les arrondissements populaires	12
Une économie performante mais peu productrice d'emplois	13
Le revenu moyen s'accroît mais les écarts entre les quartiers se maintiennent	14
La précarité s'enracine (RMI, chômage)	16
La hausse du prix des logements fragilise les familles	19
Paris reste une ville d'immigration	20

2 **La politique de la ville à Paris** **23** |

Un héritage de la rénovation urbaine des années 1960-1970	24
À Paris, la politique de la ville prend une nouvelle dimension à partir de 2001	26
Des actions concrètes	29
Le renforcement de la politique de la ville sur la couronne parisienne: le GPRU	30
Le pilotage des projets et les moyens financiers de la politique de la ville	32

3 **Comment évolue la situation dans les quartiers de la politique de la ville ?** **35** |

Démographie: une population de ménages jeunes mais un vieillissement s'amorce dans certains quartiers	36
Le nécessaire développement de l'activité économique	39
Des niveaux de revenus très modestes	40
Présence des étrangers non communautaires	43
Des outils pour améliorer l'emploi et soulager la précarité	44
Les enfants, au cœur de la politique de la ville	46
Les logements, en nombre insuffisant, mais qui s'améliorent	48
Un cadre de vie en mutation	50

Annexe 1 : fiches par quartier	53
---	-----------

Annexe 2 : les indicateurs de l'observatoire	86
---	-----------

Depuis son élection, la nouvelle municipalité de gauche, dirigée par Bertrand Delanoë, a beaucoup investi dans la politique de la ville et les quartiers difficiles.

Seize quartiers populaires de la capitale, comptant plus de 350 000 habitants, sont désormais considérés comme prioritaires, et onze d'entre eux font l'objet d'un grand projet de renouvellement urbain et social, qui vise à améliorer la qualité de vie de leurs habitants.

À Paris, nous nous efforçons de conjuguer l'humain et l'urbain en développant les centres sociaux, les clubs de prévention, les antennes-jeunes, les équipements de proximité – espaces publics numériques ou maisons de services publics.

En 2005, nous avons consacré près de 180 millions d'euros à ces quartiers, en investissement et en fonctionnement. Les besoins y étant encore immenses, nous souhaitons poursuivre et accentuer cet effort.

Avec les graves événements de ces dernières semaines, la politique de la ville a beaucoup été sur la sellette. Des voix parlent « d'échec » de cette politique pour mieux remettre en cause des acquis de deux décennies et tout concentrer sur l'urbain.

Je ne me retrouve pas dans ces jugements un peu lapidaires.

Bien sûr, la politique de la ville n'est pas parfaite et elle ne peut, à elle seule, régler les immenses problèmes de cette société inégalitaire.

Je milite aussi pour de profondes évolutions, pour gagner en simplicité, en proximité et en efficacité. Mais la politique de la ville a des atouts, des acquis qu'il faut consolider.

Aussi, il est important de savoir de quoi on parle, et d'évaluer sérieusement son bilan à un moment crucial de son avenir. C'est pourquoi j'ai plaidé pour qu'un observatoire des quartiers soit mis en place à Paris, pour caractériser la situation des quartiers inscrits dans la politique de la ville et pour suivre leur évolution à partir d'un ensemble d'indicateurs urbains, sociaux et économiques.

Il est important en effet de mesurer, de façon objective et incontestable, cette évolution, à la fois absolue, mais aussi de révéler les écarts avec les autres quartiers, et tenter ainsi de les réduire.

Le présent document constitue le premier rapport de cet observatoire. Merci à l'Atelier Parisien d'Urbanisme et à la délégation à la politique de la ville et à l'intégration pour ce travail très riche, que je souhaite utile pour nourrir la réflexion, engager des débats et définir des perspectives d'action.

Martine Durlach,
adjointe au maire de Paris
chargée de la politique de la ville

Ces dix dernières années ont vu se développer en France une large réflexion sur la nécessité d'un suivi des politiques publiques, jugé de plus en plus indispensable. Cette démarche est particulièrement adaptée à la politique de la ville, à laquelle un défaut de lisibilité est souvent reproché. La Ville de Paris s'engage dans cette voie dans un souci de transparence vis-à-vis des habitants des quartiers prioritaires et de tous les Parisiens.

En 2003, l'État a pris l'initiative de lancer un observatoire national des zones urbaines sensibles (ZUS), animé par la délégation interministérielle à la ville qui apporte un corps de méthodes et une liste d'indicateurs de référence. Mais cet observatoire national apparaît comme un outil trop limité pour décrire la situation parisienne, son champ d'action étant réduit aux seules ZUS définies en 1996.

En 2004, la Ville de Paris a confié à l'Atelier Parisien d'Urbanisme la mise en œuvre d'un observatoire des quartiers de la politique de la ville. Cet observatoire parisien est complémentaire de l'Observatoire national, avec lequel il présente une certaine compatibilité. Mais son rôle déborde largement le champ des zones urbaines sensibles pour s'étendre aux seize quartiers de la politique de la ville (QPV) et au périmètre du Grand Projet de renouvellement urbain (GPRU). Cet observatoire prend en compte plus finement les réalités parisiennes en faisant appel à des indi-

cateurs non retenus par la délégation interministérielle à la ville. Il est un vecteur d'échanges et de dialogue entre les acteurs parisiens de la ville : habitants des quartiers, associations, élus et administrations.

L'observatoire parisien s'appuie sur une base de données créée en 2004, qui comporte plus de 140 indicateurs. Chacun des quartiers y est décrit avec précision à l'échelon des Iris (regroupements d'îlots de l'Insee). Cet outil statistique sera actualisé de façon à évaluer les écarts entre les quartiers et tenter de mesurer leur réduction au fil des années. Il permettra aussi de mettre en perspective l'évolution des quartiers prioritaires avec celle des arrondissements parisiens, à titre de référence et de comparaison.

La base de données est organisée en six grands thèmes :

- la démographie ;
- les revenus, la précarité ;
- l'activité économique ;
- la petite enfance et l'éducation ;
- la santé ;
- le logement et le cadre de vie.

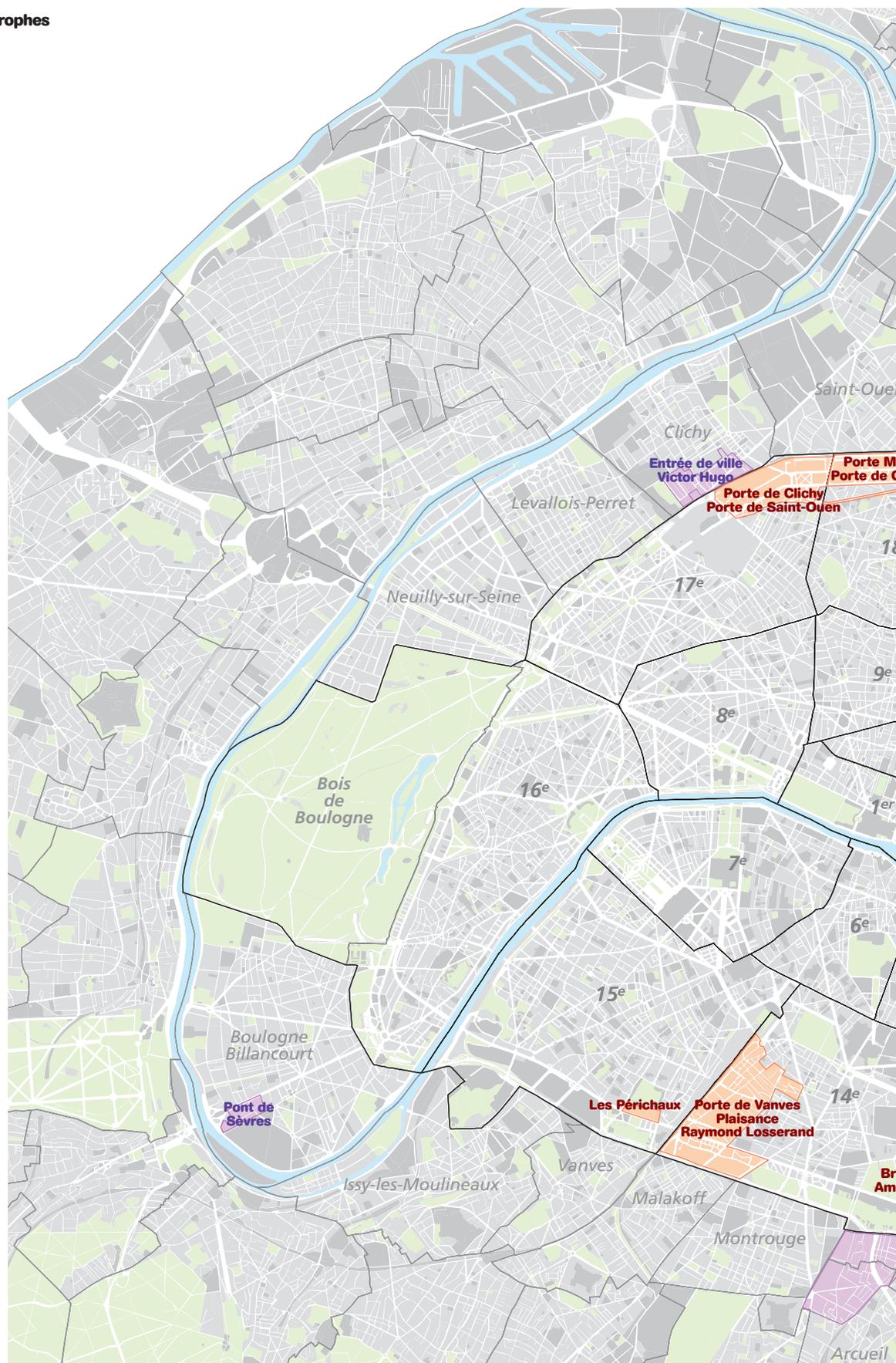
Ce premier rapport propose une photographie des quartiers et de leurs difficultés. D'année en année, l'enrichissement des données permettra de prolonger les courbes et d'affiner les analyses.

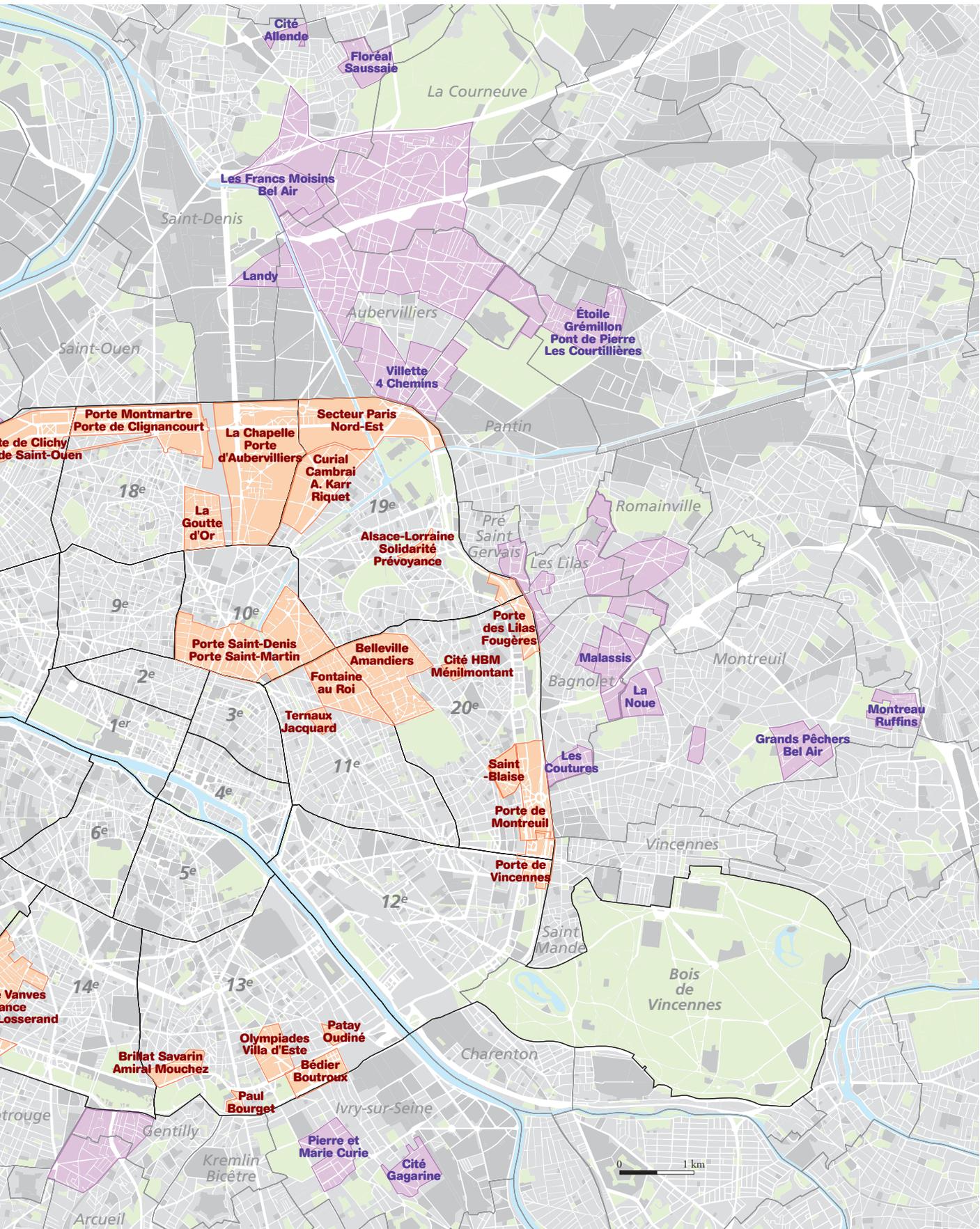
Périmètres d'intervention de la politique de la ville

Paris et communes limitrophes

QPV, GPRU et ZUS

GPV, ORU et ZUS





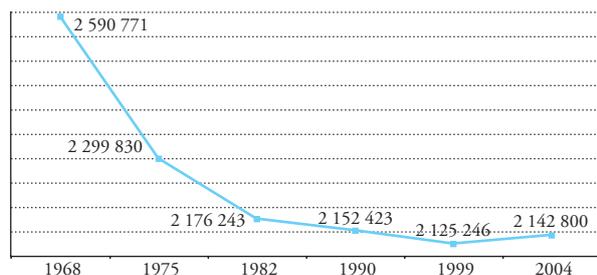


1

**Comment se traduisent les inégalités
sur le territoire parisien ?**

La population augmente dans les arrondissements populaires

Évolution de la population parisienne depuis 1968



Source: Insee, recensements de la population; estimations 2004.

Paris, Ile-de-France : évolution de la population 1999-2004

	Estimation 2004	1999	Effectifs	%
Paris	2 142 800	2 125 246	17 554	0,8 %
Ile-de-France	11 264 000	10 946 012	317 988	2,9 %
France métropolitaine	60 200 000	58 497 000	1 703 000	2,9 %

Sources: Insee, recensement de la population 1999; estimations 2004.

Villes de plus de 200 000 habitants évolution de la population 1999-2004

	Estimation 2004	1999	Effectifs	%
Paris	2 142 800	2 125 246	17 554	0,8 %
Marseille	795 600	798 430	-2 830	-0,4 %
Lyon	468 300	445 452	22 848	5,1 %
Toulouse	426 700	390 350	36 350	9,3 %
Nice	339 000	342 738	-3 738	-1,1 %
Nantes	276 200	270 251	5 949	2,2 %
Strasbourg	273 100	264 115	8 985	3,4 %
Montpellier	244 700	225 392	19 308	8,6 %
Bordeaux	229 500	215 363	14 137	6,6 %
Lille	194 657	184 657	10 000	5,4 %
Rennes	209 100	206 229	2 871	1,4 %

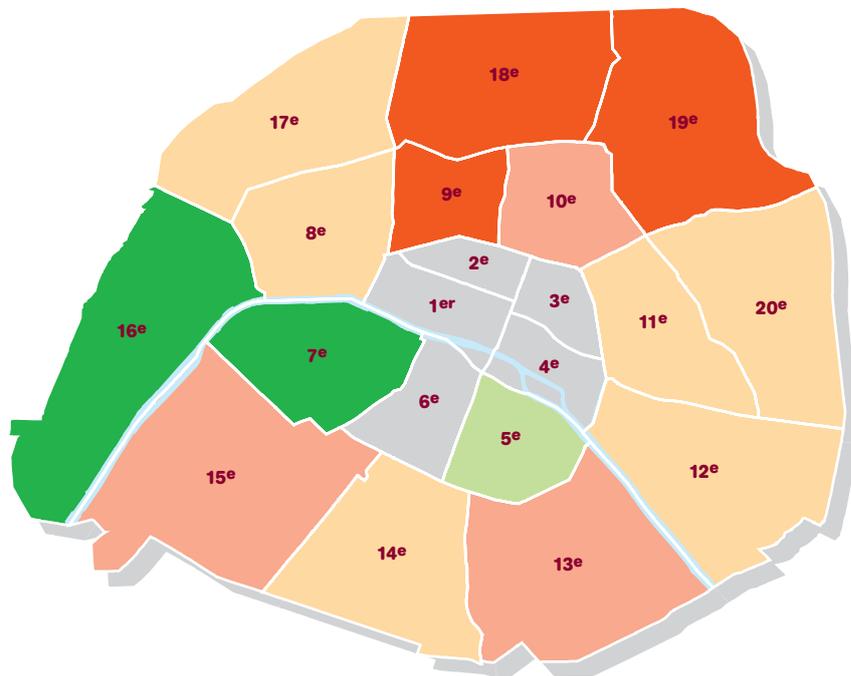
Sources: Insee, recensement de la population 1999; estimations 2004.

Paris a connu une légère hausse de population entre 1999 et 2004. Avec, en 2004, une population de 2 142 800 habitants, la capitale a en effet gagné 17 500 habitants par rapport à 1999 (+0,8 % en cinq ans). La population a surtout augmenté dans les 9^e, 18^e et 19^e arrondissements et, à un moindre degré, dans les 10^e, 13^e et 15^e arrondissements. Les autres arrondissements ont vu leur population se stabiliser. Ainsi, ce sont plutôt les arrondissements populaires du Nord-Est qui ont gagné des habitants, tandis que la population a continué de baisser à l'ouest (6^e, 8^e, 16^e).

Globalement, il s'agit d'une hausse assez modeste, mais qui marque l'arrêt d'une hémorragie entamée depuis le début du siècle, et qui avait été particulièrement vive dans les années 1960-1970.

En termes démographiques, on constate à la fois une amélioration du solde naturel – avec une baisse de la mortalité et une hausse de la natalité – et du solde migratoire, qui fait apparaître un rythme de départs plus faible que par le passé. De 1999 à 2004, la natalité se maintient à un haut niveau, aux environs de 32 000 naissances par an, en raison d'une remontée de la fécondité qui est un phénomène national. Parallèlement, la mortalité ne cesse de baisser sous l'effet de la diminution du nombre de personnes âgées et des gains d'espérance de vie.

L'augmentation de la population parisienne se produit dans un contexte démographique favorable aux grandes villes françaises et à la région Ile-de-France. Sous l'effet de la hausse de la natalité, des augmentations de population ont touché, en 2004, la majorité des grandes villes françaises et des zones urbaines.



ÉVOLUTION ANNUELLE DE LA POPULATION entre 1999 et 2004 Paris

- Hausse
 - plus de 1%
 - de 0,5 à 1%
 - Stabilité
 - de -0,5 à +0,5%
 - Baisse
 - de 0,5 à 1%
 - plus de 1%
 - non communiqué
- Moyenne = +0,16% par an
+0,80% en 5 ans

Sources : Insee, Recensement de la Population 1999, estimations 2004

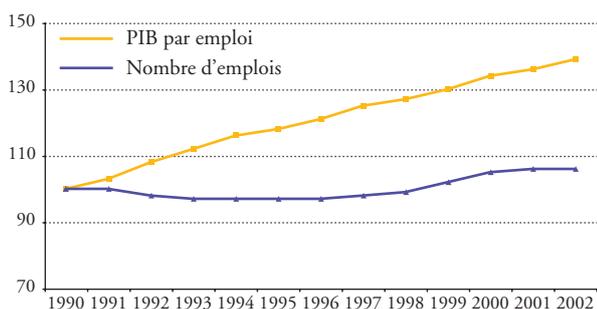
Une économie performante mais peu productrice d'emplois

À l'image des économies des pays industrialisés, celle de l'agglomération parisienne est confrontée à des pertes d'emploi chroniques et à un taux de chômage élevé, tandis que la richesse créée continue de croître.

Paris a perdu 81 000 emplois de 1990 à 2003, soit une perte de 5 %, tandis que l'Ile-de-France en gagnait plus de 230 000, soit un gain de 5 %. L'effectif des personnes qui travaillent dans la capitale a été estimé à 1 655 000 en 2003, ce qui représente 31 % de l'emploi régional, au lieu de 34 % en 1990.

Évolution du PIB par emploi et du nombre d'emplois en Ile-de-France (1990-2002)

Indice 100=1990



Source : Insee, comptes régionaux et estimations annuelles d'emplois.

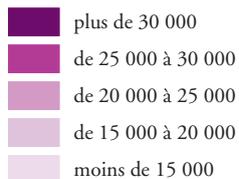
Le cœur de l'agglomération, moteur de l'économie régionale, perd donc des emplois et, pourtant, l'économie francilienne produit toujours plus de richesse. En indice, le PIB (produit intérieur brut) par emploi n'a cessé d'augmenter durant la période 1990-2002.

Le tissu économique de la région capitale se caractérise en effet par une spécialisation dans des activités à forte valeur ajoutée. Ainsi, c'est dans les secteurs les plus productifs en richesse – les services aux entreprises, par exemple – que l'Ile-de-France se spécialise.

Le revenu moyen s'accroît, mais les écarts entre les quartiers se maintiennent

REVENUS FISCAUX MÉDIANS ANNUELS Paris - 2002

Revenus médians annuels par UC en euros



Revenu médian à Paris = 20 600 euros

QPV

Les IRIS de moins de 200 habitants et/ou de moins de 30 ménages fiscaux, ainsi que les principaux équipements apparaissent en gris.

Sources : Revenus fiscaux localisés 2002 (Insee-DGI)



Une moyenne masque souvent des disparités considérables et ce particulièrement en matière de revenus. Globalement, les ménages parisiens bénéficient d'un revenu moyen supérieur à la moyenne nationale. Fiscalement, ils ont déclaré, en 2002, un revenu moyen par unité de consommation (UC) de 27 900 euros¹, le plus élevé des départements français. Les quatre départements qui suivent appartiennent à la même région. Ce sont les Hauts-de-Seine, les Yvelines, l'Essonne et le Val-de-Marne. Moins sensible aux extrêmes que le revenu moyen, le revenu « médian », qui sépare la population en deux groupes égaux, était de 20 600 euros à Paris en 2002.

Paris se détache aussi des autres grandes villes françaises car Lyon ne fait qu'approcher les 17 500 euros de revenu médian par UC. Les revenus plus élevés des Parisiens et des Franciliens reflètent la concentration en Ile-de-France des emplois métropolitains supérieurs, plus qualifiés donc plus rémunérateurs. On sait, par exemple, que la capitale, où résident 4 % des actifs français, accueille près de 14 % des cadres et chefs d'entreprise de l'ensemble du pays.

L'écart entre Paris et la province ne s'atténue pas. Depuis 1997, le revenu moyen par foyer fiscal progresse même plus rapidement à Paris qu'en Ile-de-France et qu'en France.

1. Sources : Insee ; DGI ; Revenus fiscaux des ménages 2002.

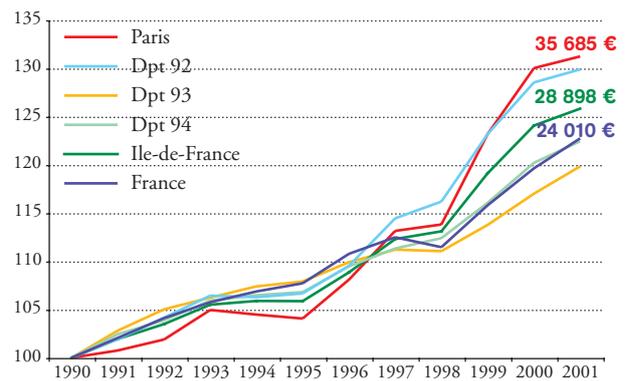
De fortes disparités

Une fois ce constat effectué, il faut souligner que la dispersion des revenus déclarés est large dans la capitale. Quatre arrondissements (6^e, 7^e, 8^e et 16^e) font partie des dix communes d'Ile-de-France aux revenus médians les plus élevés. Inversement, les 10^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements affichent les revenus médians les plus bas. Avec plus d'un million de ménages, Paris regroupe toutes les catégories socio-professionnelles et tous les niveaux de revenu. Les 10 % les plus aisés déclarent dix fois plus que les 10 % les plus modestes. Il est vrai qu'une telle disparité se retrouve dans d'autres villes de France, à des niveaux même supérieurs : l'éventail des revenus est ainsi plus important à Marseille, Montpellier et Lille ; à Nice, Toulouse et Toulon, il est proche de celui de Paris.

Les disparités observées pour les revenus épousent et confirment un clivage social déjà bien identifié, qui oppose un Ouest aisé (revenus médians supérieurs à 30 000 euros) à un Nord-Est plus populaire (moins de 15 000 euros). Le sud de la capitale (du 12^e au 15^e arrondissement) apparaît comme une zone intermédiaire sur le plan des revenus. Les disparités les plus fortes se concentrent sur la rive droite de la Seine, alors que les quartiers les moins disparates sont localisés essentiellement au sud de la capitale.

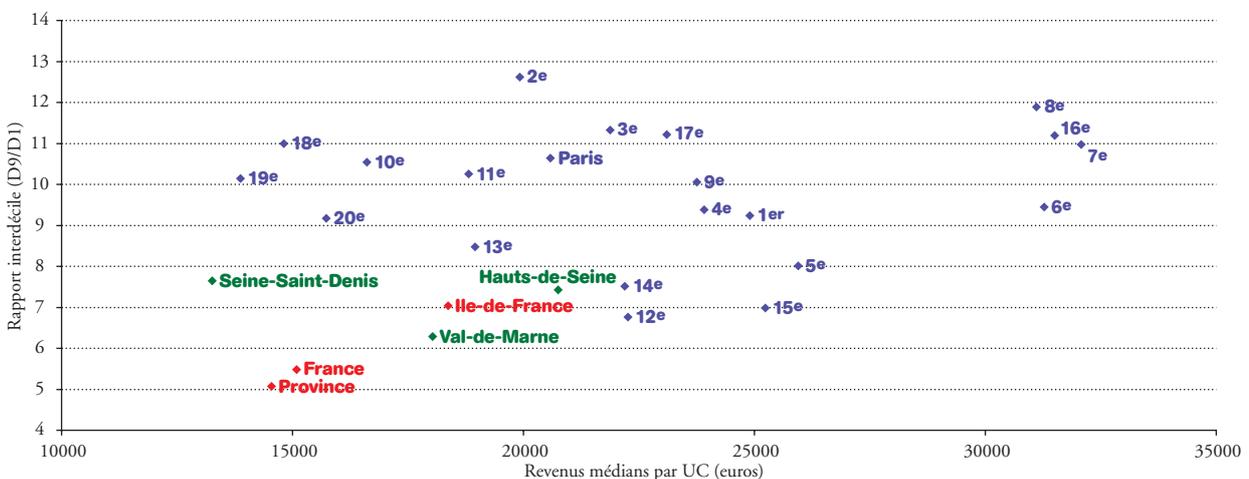
Évolution des revenus moyens des foyers parisiens imposables

(Base 100 en 1990)



Source : Direction générale des impôts.

Revenus et dispersion des revenus - 2002



Sources : Insee ; Direction générale des impôts ; Revenus fiscaux des ménages 2002.

La précarité s'enracine (RMI, chômage)

LA PAUVRETÉ

Paris - 2004

Part des personnes vivant dans un foyer à bas revenu, dans la population totale



□ QPV

Les IRIS de moins de 5 personnes vivant dans un foyer à bas revenu, ainsi que les principaux équipements apparaissent en gris.

Sources : CAF 2004, recensement de la population 1999 (Insee)

Malgré le poids croissant des cadres et des professions intellectuelles supérieures dans sa population active, Paris accueille une population pauvre nombreuse. La société parisienne tend ainsi à se polariser aux extrémités de l'éventail social. La présence des pauvres fait pièce à la montée des cadres, tandis que les couches intermédiaires sont sous-représentées.

12 % des foyers sous le seuil de pauvreté

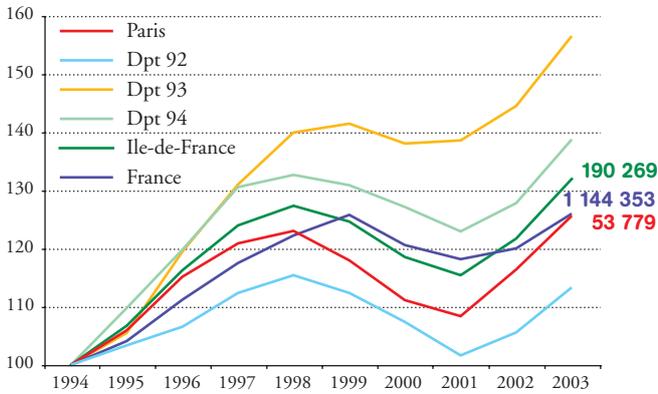
En 2004, selon la Caisse d'allocations familiales de Paris, 229 000 personnes vivent en dessous du seuil de bas revenu calculé par l'Insee (735 euros par unité de consommation). La proportion de foyers parisiens qualifiés de pauvres s'établit à 12 % ².

Comparativement la proportion de foyers pauvres à Paris est proche de celle observée dans l'ensemble de la région Ile-de-France (11,3 %), mais moins élevée qu'au niveau national (13,7 %). Cependant, la comparaison est faite sur la base d'un seuil de pauvreté défini au niveau national et qui ne prend pas en compte le coût du logement élevé, auquel sont confrontés les Parisiens.

Sur le plan géographique, la population la plus démunie

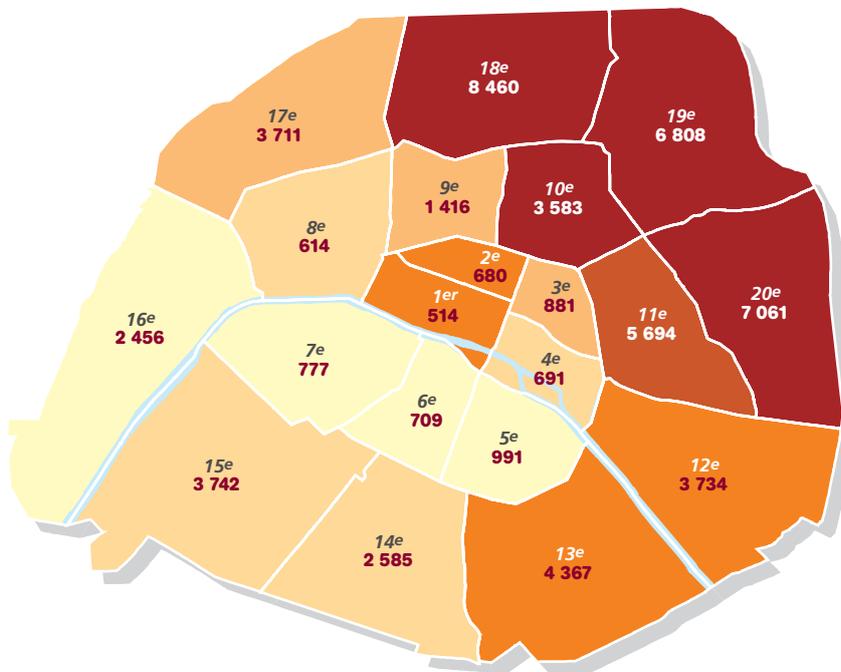


Évolution du nombre d'allocataires du RMI



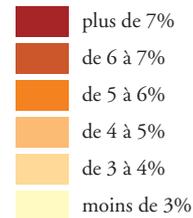
Source : Caisse d'allocations familiales.

2. Note de quatre pages :
La Pauvreté à Paris,
Atelier Parisien
d'Urbanisme,
janvier 2004.



ALLOCATAIRES DU RMI Paris - 2004

Part des allocataires du RMI
dans le nombre de ménages



Moyenne = 5,4%

680 nombre d'allocataires

Sources :

Nombre d'allocataires du RMI
= CAF 2004

Nombre de ménages = RGP 1999

est concentrée dans les arrondissements du Nord-Est : 42 % des foyers concernés résident dans les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements, contre 2 % dans les 4^e et 6^e.

Si Paris attire une population pauvre nombreuse, parfois sans domicile fixe, c'est parce que des opportunités existent dans la capitale qui ne se retrouvent pas au même degré en banlieue ou dans les villes moins importantes : un marché de l'emploi vaste et diversifié, des structures d'aide et de secours multiples et bien organisées. C'est aussi la taille, la densité et le cosmopolitisme de Paris qui permettent aux plus démunis de se constituer plus aisément un réseau de connaissances.

Une montée du RMI

En 2004, Paris comptait 60 000 allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) : ils représentaient 5,4 % des foyers parisiens, contre 4,5 % au niveau national. Le profil des allocataires parisiens du RMI est marqué par une faible proportion de familles.

Le nombre d'allocataires du RMI a connu une forte progression ces dernières années dans la capitale, comme au niveau national. À Paris, il a augmenté de 7 % en 2002, de 8 % en 2003 et de 11 % en 2004. L'évolution du nombre d'allocataires est pour une large part liée à celles du marché du travail et de l'indemnisation du chômage. La hausse

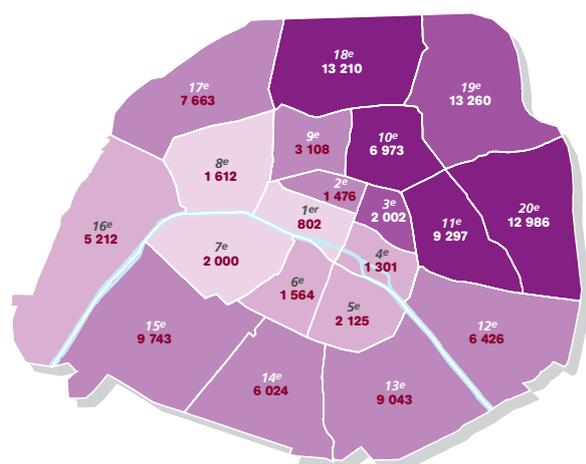
La précarité s'enracine (RMI, chômage)

Le nombre national de demandeurs d'emploi a notamment été nourri par l'impact de la réforme de l'assurance-chômage, décidée fin 2002. La conjoncture du marché du travail exerce quant à elle des effets décalés sur l'évolution du nombre d'allocataires du RMI, les évolutions du chômage tendant à se répercuter avec un certain retard sur le nombre de personnes couvertes par ce minimum social.

Le chômage baisse lentement

Le taux de chômage à Paris a reculé d'un demi-point de 2004 à 2005 (chiffres du 2^e trimestre 2005), passant de 11,5 % à 11,0 %. C'est une amélioration deux fois plus

rapide que celle observée au niveau de l'Ile-de-France. Mais cette tendance, encore fragile, ne se traduit pas par une reprise significative de l'emploi. Paris reste touché par un chômage particulièrement important. La capitale compte en effet 11,0 % de demandeurs d'emploi, contre 9,8 % en Ile-de-France et 10,1 % en France. Au sein de l'Ile-de-France, un décalage se maintient entre Paris, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise, qui comptent plus de 10 % de chômeurs, et les autres départements franciliens. Dans la capitale, le chômage est inégalement réparti. Il atteint son niveau le plus élevé dans les arrondissements nord et est de Paris, où les niveaux de formation sont les plus faibles.



DEMANDEURS D'EMPLOI Paris - 2005

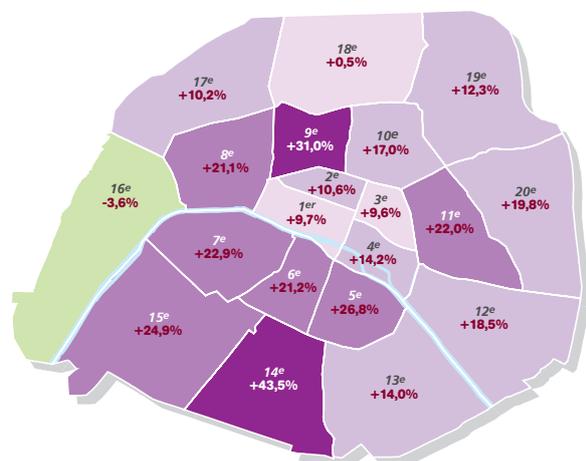
Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) à l'hectare



Moyenne = 13,4

1 476 nombre de demandeurs d'emploi

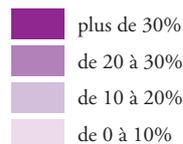
Source : Ministère de l'Emploi, Ddtefp - Juin 2005



DEMANDEURS D'EMPLOI Paris - Évolution 2000-2005

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (cat. 1) entre 2000 et 2005

Hausse :



Baisse :



Moyenne = + 15,8%

+10,6% Évolution 2000-2005

Source : Ministère de l'Emploi, Ddtefp - Juin 2005

La hausse du prix des logements fragilise les familles

Les familles qui cherchent à se loger à Paris, que ce soit pour acheter ou pour louer, se retrouvent exposées à des prix en hausse de plus en plus déconnectés du revenu moyen.

Une envolée des prix et des loyers depuis 1998

La tendance à la baisse des prix, qui avait marqué les années 1991 à 1997, est bien révolue. Depuis 1998, une hausse continue des prix des logements s'est manifestée à Paris, comme d'ailleurs dans toutes les régions françaises, et plus largement en Europe, mais à des niveaux nettement plus élevés dans la capitale. Les sommets de l'année 1990 ont été rejoints puis dépassés, avec un prix de vente moyen des logements parisiens de 4 700 euros/m² début 2005. Par voie de conséquence, les acquéreurs se recrutent parmi les ménages plus favorisés : 82 % des nouveaux propriétaires sont des cadres, des retraités, ou exercent une profession intermédiaire. Il s'ensuit un déplacement géographique de la demande vers la petite et la grande couronne, où les tensions sur les prix se renforcent aussi.

L'évolution des prix des logements de 1990 à 2005 n'a pas affecté l'ensemble des arrondissements de manière égale. Au travers de cette période instable, ce sont les secteurs centraux et faubouriens qui ont accru le plus nettement leur valorisation relative.

L'évolution des loyers suit celle des prix de vente de façon amortie et avec un léger décalage dans le temps. Les tensions sur le marché locatif se sont ainsi accentuées à partir de 2000.

Dans ce contexte particulièrement difficile, la Ville de Paris a mis en place un prêt sans intérêt aux jeunes ménages qui font l'acquisition de leur résidence principale et elle poursuit une politique très active de création de logements sociaux. Le nombre de nouveaux logements sociaux financés par la Ville de Paris est passé de 1 500 par an, sous l'ancienne mandature, à 4 000. Le nombre de demandeurs de logement continue néanmoins de s'accroître.

Loyers du parc privé, emménagés dans l'année

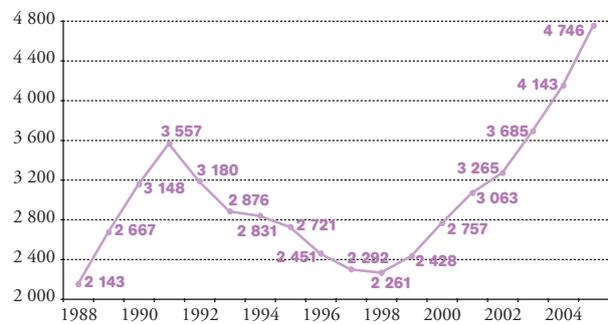
(euros/m²)



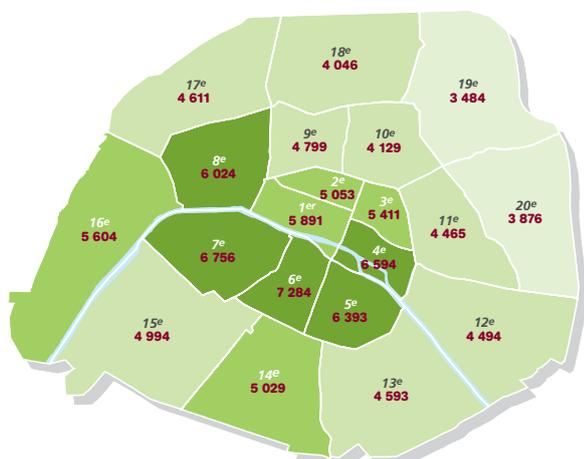
Source : Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne.

Prix des appartements anciens

(euros courants/m²)

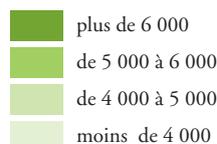


Sources : CD Bien, bureau Van Dijk.



PRIX DES APPARTEMENTS ANCIENS (au m²) Paris - 2005

Prix au m² des appartements anciens vendus libres à usage d'habitation en euros



Moyenne = 4 746

5 053 prix au m²

Source : Chambre des notaires
1^{er} trimestre

Paris reste une ville d'immigration

La population étrangère représente à Paris 15 % de la population totale (308 000 personnes), près de trois fois la moyenne nationale (5,5 %), deux fois le pourcentage enregistré à Lyon (8 %) ou à Marseille (7 %). Il est vrai que le nombre d'étrangers a légèrement baissé à Paris de 1990 à 1999, mais, parallèlement, celui de personnes qui ont obtenu la nationalité française a augmenté.

Une tradition d'immigration et une fonction de plaque tournante

Paris reçoit des immigrés depuis toujours. Au siècle dernier, les migrants venaient des provinces françaises comme la Bretagne ou l'Auvergne. Aujourd'hui, Paris joue le rôle d'une plaque tournante de l'immigration étrangère au niveau de la France. L'aéroport de Roissy est devenu le principal poste frontière, avec Paris comme point de chute principal, où les nouveaux arrivants peuvent espérer retrouver un proche, un membre de leur famille ou de leur village...

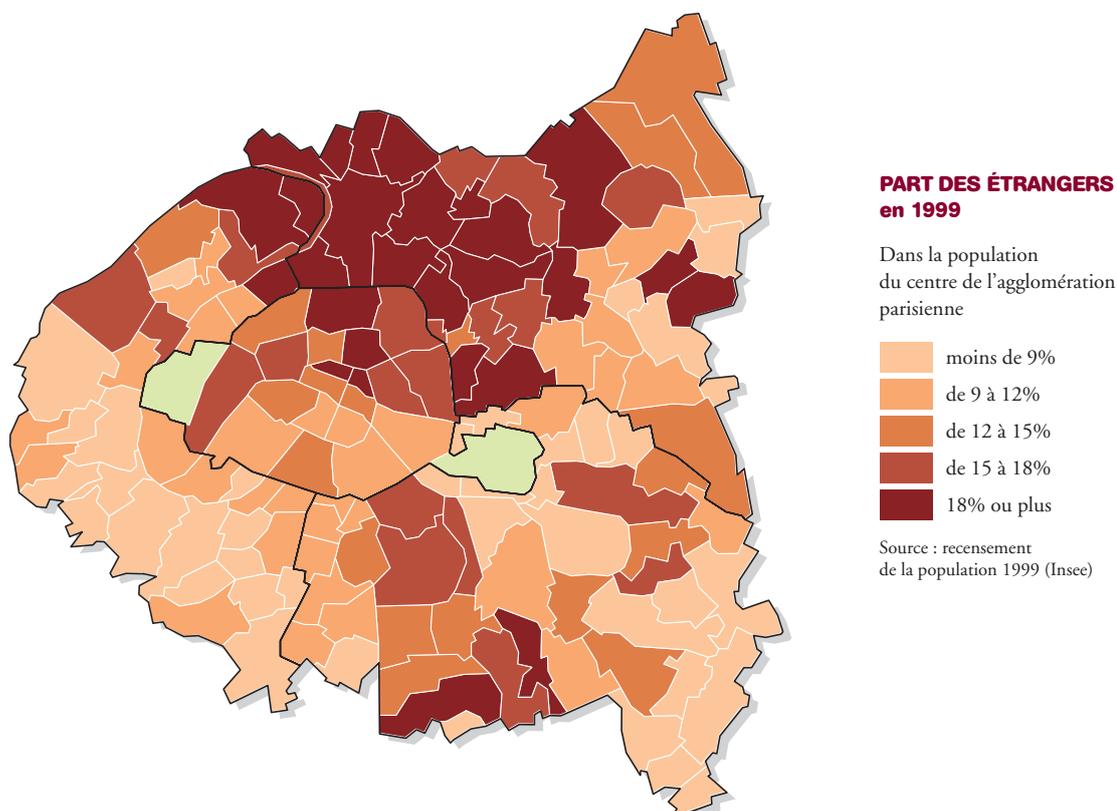
La diversité des nationalités est une caractéristique marquante de la population étrangère de Paris. Si, en région PACA, les étrangers proviennent en majorité du Maghreb, ceux de Paris et d'Ile-de-France viennent des mêmes

régions, mais aussi d'Asie, d'Afrique noire, des Amériques et, finalement, de toutes les régions du monde. Géographiquement, les étrangers issus des pays de l'Union européenne – Espagnols, Portugais, Italiens, etc. – sont massés dans les arrondissements de l'Ouest. Ceux qui viennent de l'extérieur de l'Union européenne – au nombre de 215 000 (70 % de l'ensemble) – se concentrent dans le quart Nord-Est, où les logements sont moins chers.

Une situation face à l'emploi et des conditions de logement moins favorables

Les difficultés socio-économiques (chômage, précarité de l'emploi) qui touchent généralement les étrangers, particulièrement les non-communautaires, sont moins marquées pour ceux d'entre eux installés dans la capitale.

Cela dit, l'importance de l'emploi non qualifié pour les étrangers apparaît clairement dans les statistiques parisiennes. Plus de quatre ouvriers et deux employés parisiens sur dix sont étrangers, alors que leur part dans l'ensemble des actifs n'est que de 15 %. Quatre Parisiens non communautaires sur dix n'ont pas de diplômes, soit quatre fois plus que de concitoyens français de naissance. Et, à niveau de formation équivalent, les étrangers, particulièrement ceux issus de pays n'appartenant pas à l'Union



européenne, accèdent moins souvent à des emplois aussi qualifiés que leurs homologues français. Ainsi, à Paris, les ressortissants de pays non communautaires âgés de moins de 25 ans et ayant terminé leurs études sont deux fois plus nombreux à rechercher un emploi que leurs concitoyens français de naissance (soit 30 % contre 14 %).

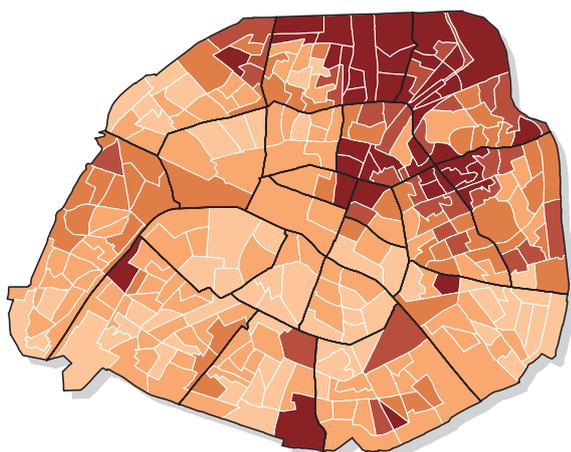
En termes de conditions de logement, les familles étrangères sont souvent confrontées à un surpeuplement critique et à une absence de confort sanitaire (soit un ménage sur cinq, contre un sur dix pour les Français de naissance).

PART DES ÉTRANGERS dans la population parisienne

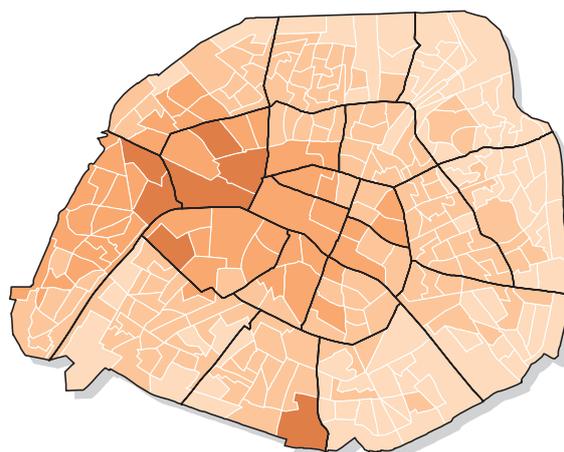


Source : recensement de la population 1999 (Insee)

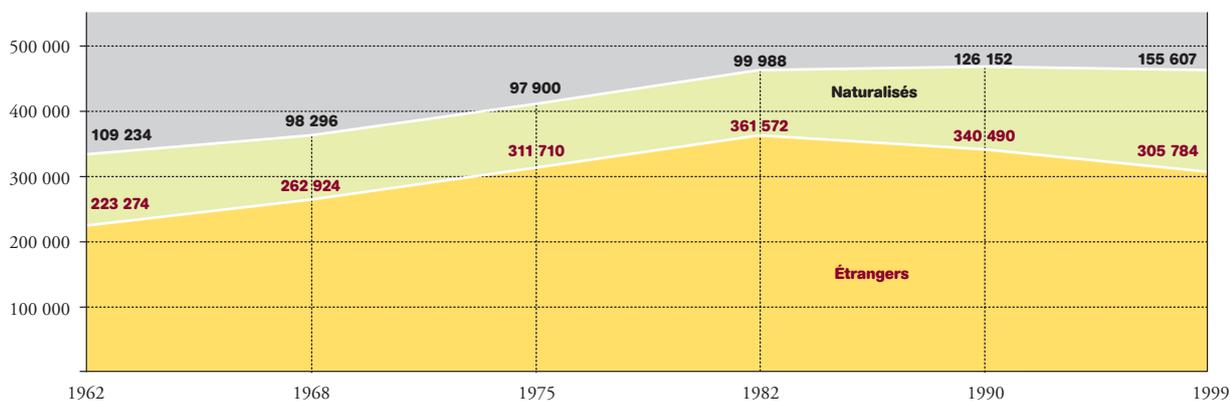
Non communautaires



Communautaires



Effectifs d'étrangers et de naturalisés à Paris depuis 1962



Source : Insee, recensement de la population 1999.



2

La politique de la ville à Paris

Un héritage de la rénovation urbaine des années 1960-1970

L'origine de la politique de la ville est à rechercher au début des années 1970, au sortir de la période de rénovation urbaine.

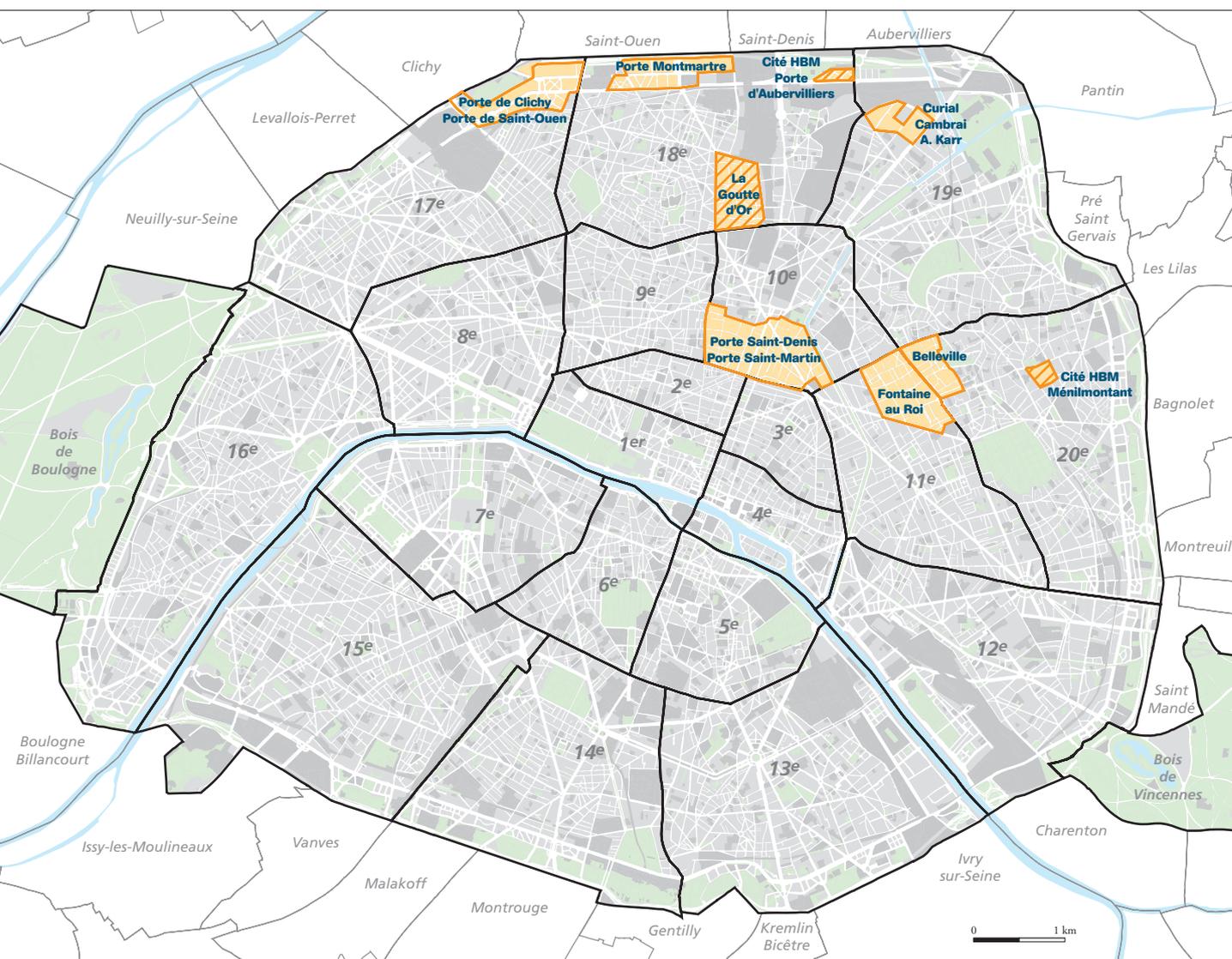
Les banlieues des grandes villes mais aussi une partie des arrondissements parisiens périphériques venaient d'être remodelés, par un effort de construction sans précédent, à travers un urbanisme de tours et de barres. Cette production de masse avait cependant pâti d'erreurs de conception et de réalisation, créant des quartiers enclavés.

Ces nouveaux quartiers ont rapidement concentré les difficultés, sociales et urbaines. De nombreux territoires urbains, de plus en plus marginalisés, se sont trouvés abandonnés au sein même des villes les plus prospères de notre pays. De là, la nécessité de développer une politique forte

GÉOGRAPHIE DES QUARTIERS PRIORITAIRES Du développement social des quartiers aux zones urbaines sensibles

 Développement social
des quartiers (3)

 Zones urbaines sensibles (9)



de rattrapage et de soutien locaux. C'est « la politique de la ville », qui se met en place de façon progressive à partir du début des années 1980.

La marginalisation de ces territoires est devenue patente au moment où s'affirmait la montée du chômage. Les premières réponses aux dysfonctionnements ont été recherchées dès 1976, avec les opérations « Habitat et vie sociale » qui ont concerné une quarantaine de grands ensembles HLM, dont aucun n'était situé à Paris.

C'est plus tard, au titre du X^e plan établi pour la période 1989-1993, que trois premiers quartiers parisiens ont été retenus au titre de la procédure de « développement social des quartiers » (DSQ). Si les opérations conduites en banlieue concernaient massivement des ensembles des années 1960, ces premiers sites parisiens étaient des cités d'habitation bon marché (HBM) des années 1920 – la cité **Charles-Hermitte**, enclavée dans le quartier des Gazomètres – et celle du 140, rue de **Ménilmontant**, où de forts enjeux de sécurité étaient posés (incendies de voitures). Enfin, un quartier ancien au bâti très dégradé était concerné, **la Goutte-d'Or**, touché par de lourds problèmes sociaux, de délinquance et de toxicomanie.

Constatant la poursuite de la dégradation des quartiers, l'État a voulu donner, dans les années 1990, une nouvelle dimension à la politique de la ville. Le « développement social urbain » (DSU) se substitue donc, en 1989, au DSQ (développement social des quartiers) avec l'ambition d'arrimer les quartiers défavorisés à leur agglomération. Un ministre de la Ville est nommé en 1990 ; une administration est mise en place qui va promouvoir la généralisation de démarches innovantes et déconcentrées : les contrats de ville.

À Paris, neuf quartiers sont retenus au titre du XI^e plan établi pour la période 1994-1998. Il s'agit des trois anciens sites DSQ, auxquels s'ajoutent six nouveaux sites qui sont, pour les uns, des quartiers d'habitat ancien et, pour les autres, des ensembles HLM des années 1960.

Lorsqu'en 1996, le « pacte de relance pour la ville » crée les zones urbaines sensibles (ZUS), les zones de redynamisation urbaine (ZRU) et les zones franches urbaines (ZFU), Paris bénéficie uniquement du premier de ces dispositifs : **neuf ZUS sont instituées en 1996, en remplacement des anciens quartiers DSU³.**

Les actions alors menées sur ces territoires consistent essentiellement en un soutien au tissu associatif et en des réhabilitations de logements.

3. Les neuf zones urbaines sensibles sont :

- *les portes Saint-Denis et Saint-Martin, 10^e arrondissement (quartier d'habitat ancien) ;*
- *la Fontaine-au-Roi, 11^e arrondissement (quartier d'habitat ancien) ;*
- *les portes de Saint-Ouen et de Clichy, 17^e arrondissement (à dominante de logements sociaux) ;*
- *la Goutte-d'Or, 18^e arrondissement (quartier ancien très dégradé) ;*
- *les portes Montmartre et de Clignancourt, 18^e arrondissement (à dominante de logements sociaux) ;*
- *la cité Charles-Hermitte, porte d'Aubervilliers, 18^e arrondissement (ensemble HBM) ;*
- *la cité du 140, rue de Ménilmontant, 20^e arrondissement (ensemble HBM) ;*
- *Curial-Cambrai, Alphonse-Karr, 19^e arrondissement (grande cité HLM des années 1960) ;*
- *Belleville, 20^e arrondissement (quartier composite et cosmopolite).*

LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE – QPV

10 ^e	Le quartier de la porte Saint-Denis et de la porte Saint-Martin, les quartiers Buisson-Saint-Louis, Sainte-Marthe et de la Grange-aux-Belles
11 ^e	Le quartier de la Fontaine-au-Roi
11 ^e	Le quartier Ternaux-Jacquard
13 ^e	Les quartiers des Olympiades, Villa d'Este, place de Vénétie et Baudricourt
13 ^e	Le quartier dit des Portes du Sud, comprenant les quartiers Brillat-Savarin, Patay-Oudiné, Paul-Bourget et Bédier-Boutroux
14 ^e	Le quartier porte de Vanves, Plaisance et Raymond-Losserand
15 ^e	Le quartier des Périchaux
17 ^e	Le quartier de la porte de Clichy et de la porte de Saint-Ouen comprenant la porte Pouchet
18 ^e	Le quartier de la Goutte-d'Or
18 ^e	Le secteur de la porte Montmartre et de la porte de Clignancourt
18 ^e	Le quartier de la Chapelle
19 ^e	Le quartier Curial-Cambrai, Alphonse-Karr
19 ^e	Le quartier Alsace-Lorraine, Solidarité, Prévoyance
20 ^e	Le quartier Belleville-Amandiers
20 ^e	Le quartier Saint-Blaise, celui de la porte de Montreuil et le groupe Patrice-de-la-Tour-du-Pin
20 ^e	Le quartier Fougères

À Paris, si les phénomènes d'exclusion existent sur la quasi-totalité du territoire, les difficultés se concentrent principalement dans les quartiers inscrits dans la politique de la ville, où vivent 350 000 Parisiens (17 % de la population totale et 17 % du territoire parisien).

Dans ces quartiers, le chômage atteint 17 %, contre 12 % sur l'ensemble de la capitale (données du recensement de 1999). Ils accueillent près du tiers des ménages à bas revenus de la ville; 19 % des habitants y vivent avec moins de 735 euros par mois, contre 11 % à Paris, et 19 % des habitants sont sans diplômes, contre 11,4 % à Paris. Un élève sur cinq a un an de retard en fin de primaire, contre 13 % pour l'ensemble des écoles de Paris.

La diversité des quartiers révèle des histoires urbaines très spécifiques et des situations très différentes.

- La première situation est celle des quartiers situés le long du boulevard des Maréchaux, la ceinture rouge des habitations bon marché (HBM) produites dans les années 1920 à la suite de la loi Loucheur. Ces quartiers, principalement constitués d'habitats locatifs sociaux, sont très structurés et dotés d'un urbanisme de qualité.



© Apur

HBM – Cité Charles-Hermite

À Paris, la politique de la ville prend une nouvelle dimension à partir de 2001

- La deuxième situation résulte de la forme urbaine moderne de la rénovation urbaine de l'immédiat après-guerre. Un certain nombre de ces opérations issues des conceptions de « l'architecture moderne » forment aujourd'hui des quartiers très homogènes au plan urbain, mais en parfaite rupture avec le tissu dans lequel ils s'insèrent comme autant de villes dans la ville. Ils forment, le long du périphérique, cette alternance régulière de barres et de tours, singulièrement dans sa partie nord, de la porte Pouchet à la porte de la Chapelle. D'autres sont construits sur des dalles piétonnes, comme par exemple le quartier des Olympiades ou Saint-Blaise. D'autres, enfin, constituent des aplats urbains enclavés, comme la cité Michelet dans le 19^e arrondissement.

- La dernière situation rencontrée est celle de quartiers plus « traditionnels » de Paris, les faubourgs des arrondissements périphériques de la capitale, du 10^e au 20^e arrondissement. L'habitat y est plus ancien, plus hétérogène et moins marqué par le logement locatif social.

On peut rencontrer plusieurs de ces situations dans un même quartier, où il faut à la fois intervenir sur le bâti populaire des faubourgs, réparer en profondeur la ville de l'après-guerre et aménager le cadre de vie des cités des années 1920. C'est le cas en particulier des quartiers de la couronne de Paris, qui font l'objet du Grand Projet de renouvellement urbain.



Architecture Moderne – Cité Michelet



Quartiers traditionnels – Rue du Faubourg-Saint-Denis

- La quasi-totalité des quartiers sont engagés dans des démarches de gestion urbaine de proximité associant en particulier les directions concernées de la ville et les bailleurs sociaux. Il s'agit de mieux répondre aux attentes des habitants en matière de cadre de vie, d'entretien quotidien, de tranquillité publique. Une convention de partenariat a été formalisée pour le quartier Saint-Blaise.
- De nombreux travaux concernant l'habitat et le logement ont été engagés sur différents quartiers. Ils concernent l'habitat social, en particulier la « résidentialisation » comme à la cité Michelet, ou l'habitat ancien avec le lancement, par exemple, de l'Opah de Sainte-Marthe.
- La transformation des pieds d'immeubles s'est poursuivie et amplifiée en 2005, en lien avec les bailleurs sociaux, au bénéfice des associations, des acteurs économiques, de l'installation d'antennes-jeunes, d'espaces publics numériques. Au total, plus de soixante locaux ont été ouverts.
- Un groupement des bailleurs pour la sécurité a été mis en place : le Groupement parisien interbailleur de surveillance (Gpis). Il est en charge de la sécurité et de la protection des immeubles d'habitat social. Les équipes de correspondants assurent dans deux quartiers la médiation et la continuité du service public en soirée et la nuit.
- Le premier « point d'information médiation multiservice » (Pimms) a été installé dans le quartier de la porte de Clignancourt ; d'autres projets sont en cours pour 2005 et 2006 (boulevard Macdonald dans le 19^e, rue de Dantzig dans le 15^e). De même, le deuxième « point d'accès au droit » (PAD) a été ouvert dans le 19^e arrondissement (quartier Danube).
- Le soutien aux associations qui œuvrent au renforcement du lien social s'est poursuivi avec celui de plus de 400 acteurs locaux de terrain en 2005. Il est en progression constante depuis 2001. Par ailleurs, la préparation de la création de nouveaux centres sociaux débouche sur la création de cinq centres ; quatre autres sont en phase de préfiguration. Deux projets innovants d'Atelier santé ville (ASV) se mettent en place dans les 14^e et 20^e arrondissements.
- Depuis 2001, cinq régies de quartier ont ouvert. De même, dans le domaine de l'emploi et de l'insertion, la Ville a mis en place un « programme local pluriannuel pour l'insertion et l'emploi » (PLIE) dans les 18^e et 19^e arrondissements.
- Douze centres « sport découverte » ont été mis en place en 2004 dans les quartiers prioritaires, offrant aux jeunes des animations sportives gratuites.
- La Ville a mis en place, avec l'État, un dispositif de veille éducative comprenant deux cellules, une dans le 13^e arrondissement et la seconde dans le 18^e.
- Le centre de ressources de la politique de la ville a été créé afin d'offrir aux acteurs cette dernière, sur Paris, un lieu de débat, d'échanges et de capitalisation d'expériences (par exemple, santé et quartiers ou gestion urbaine de proximité).

Le renforcement de la politique de la ville sur la couronne parisienne : le GPRU

Parallèlement, une politique de renouvellement urbain structurante est décidée avec le Grand Projet de renouvellement urbain de la couronne de Paris (GPRU) qui s'engage sur onze des quartiers inscrits dans la politique de la ville et situés principalement entre les boulevards des Maréchaux et le boulevard périphérique. Il concerne 200 000 habitants, à l'intérieur des sites et aux abords immédiats.

La couronne est un territoire cohérent, urbanisé au XX^e siècle sur l'emplacement des fortifications de Thiers. Son urbanisation s'est essentiellement réalisée en deux temps. Entre les deux guerres, des ensembles à vocation sociale, les HBM (habitations bon marché), ont été construits sur l'ensemble de l'anneau parisien, en même temps qu'étaient aménagés les boulevards des Maréchaux.

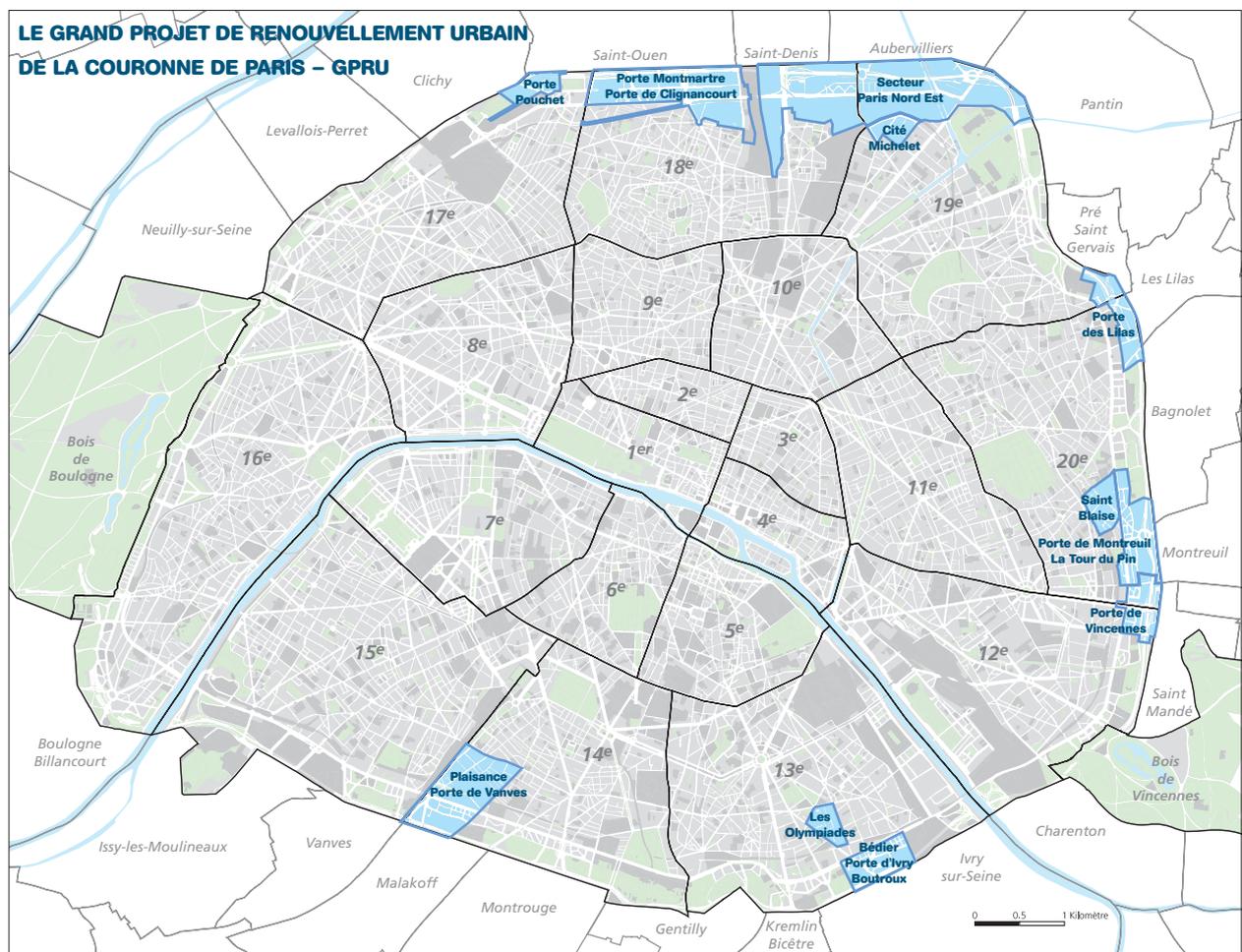
À partir des années 1960, des immeubles de logements sociaux, inspirés du mouvement moderne, sont édifiés ponctuellement dans la ceinture verte, le long du boulevard périphérique alors en construction. Les quartiers qui en résultent sont majoritairement composés d'ensembles d'ha-

bitats sociaux et souffrent d'un manque de mixité des fonctions et de mixité sociale.

En ce qui concerne les infrastructures routières, le boulevard périphérique supporte les déplacements des voyageurs et des marchandises de la région parisienne, voire de toute la France ; les boulevards des Maréchaux et les voies radiales assurent les déplacements intercommunaux et entre les arrondissements parisiens. Il en résulte des débits moyens aux heures de pointe extrêmement élevés, des effets de coupure dus aux infrastructures et de fortes nuisances sonores.

Certains de ces territoires enclavés ont « décroché » par rapport aux quartiers avoisinants, tant parisiens que de banlieue, notamment dans les secteurs classés en GPRU. Ils présentent des indicateurs de précarité nécessitant une action de la puissance publique pour assurer un rattrapage par rapport aux quartiers avoisinants.

Ces territoires ont cependant des atouts pour favoriser leur développement. La présence du boulevard périphérique et



de bonnes dessertes en transports collectifs les placent dans des dynamiques de développement économique dont ont déjà profité les communes riveraines de Paris. Ils devraient, en outre, bénéficier du développement des grands sites, sous-utilisés ou majoritairement occupés par des emprises ferroviaires, tels que Paris Rive Gauche, Paris Nord-Est ou Clichy-Batignolles. Enfin, la requalification de ces secteurs peut s'appuyer sur des opérations structurantes de grande ampleur déjà décidées : création du tramway sud, qui concerne les secteurs de Plaisance, porte de Vanves, Bédier et porte d'Ivry, et couverture du périphérique à la porte des Lilas et à la porte de Vanves.

Les objectifs du Grand Projet de renouvellement urbain

L'objectif majeur du GPRU est de remettre les quartiers dans la normalité de la ville, avec une qualité urbaine et de l'espace public identique à celle du centre. Cette préoccupation de qualité urbaine se double de celle d'une prise en compte de la qualité environnementale par la mise en œuvre d'une démarche « Haute Qualité Environnementale »

(HQE), pour les équipements publics, ou de démarches analogues dans le cas des projets urbains.

La volonté de la Ville de Paris, à travers le GPRU, est de :

- favoriser l'insertion sociale et économique des habitants les plus précarisés, et développer une offre qualitative en équipements publics ;
- améliorer les conditions de vie des habitants, le cadre urbain et la qualité de l'habitat, et réduire les nuisances liées notamment à la proximité du boulevard périphérique ;
- assurer le développement économique des secteurs considérés, en particulier en optimisant l'occupation de terrains mal exploités ;
- construire des projets en coopération avec les communes riveraines, pour tisser des continuités urbaines et créer des dynamiques de développement.

Des actions concrètes du Grand Projet de renouvellement urbain

L'amélioration de l'habitat	<ul style="list-style-type: none"> • Opérations de construction-démolition pour des raisons de nuisances phoniques sur les tours les plus exposées au bruit du périphérique ou pour des raisons de restructuration urbaine et de désenclavement (par exemple, démolition de trois tours dans les quartiers Bédier, porte d'Ivry, porte Montmartre, porte Pouchet). • Opérations de réhabilitation de logements et de « résidentialisation ».
L'aménagement	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des espaces publics. • Création ou amélioration des espaces verts.
La création ou la requalification d'équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la qualité des équipements existants. • Création de nouveaux équipements et de nouveaux services aux habitants (centre Binet, Olympiades).
La création d'activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Restructuration commerciale (galerie commerciale de Saint-Blaise) et développement du commerce et des services de proximité. • Hôtel d'activité (porte de Vanves). • Activités plus spécifiques (par exemple les Puces, à la porte de Clignancourt).
Le désenclavement et l'amélioration des déplacements	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la desserte en transports collectifs (porte Pouchet). • Sécurisation et confort des circulations douces. • Requalification des coupures urbaines (boulevard Ney, porte de Clignancourt). • Désenclavement des quartiers (Saint-Blaise).
La réduction des nuisances liées à la pression automobile et la lutte contre le bruit	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution de la vitesse des véhicules à l'intérieur des quartiers. • Création de protections phoniques, parfois sous forme de bâtiments écran le long du boulevard périphérique. • Couverture du boulevard périphérique (porte de Vanves ou porte des Lilas).
Les actions d'insertion sociale et économique et d'accompagnement des habitants	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des équipements et des services publics. • Création de nouveaux services sociaux pour les familles et les jeunes (centres de PMI, centres sociaux, espaces jeunes...) et soutien éducatif renforcé. • Amélioration de l'accès aux soins. • Aide à l'installation des associations au sein des quartiers. • Création de régies de quartier dans tous les quartiers de la politique de la ville, chantiers d'insertion – accès à l'emploi (forums, parrainages, partenariats avec les entreprises locales).

Le pilotage des projets et les moyens financiers de la politique de la ville

La reconnaissance de la place des habitants

La politique de la ville, à Paris, et le Grand Projet de renouvellement urbain placent également les habitants au cœur des projets. À côté de l'implication des mairies d'arrondissement, qui animent la démarche sur chacun des sites au sein de comités exécutifs locaux, une concertation est organisée avec les habitants qui peut prendre des formes diverses, allant jusqu'à des ateliers participatifs d'urbanisme, comme sur le secteur porte de Vanves, voire des référendums, comme à la cité Michelet.

De même se généralisent des démarches de gestion urbaine de proximité sur l'ensemble des sites. En effet, il est essentiel de conjuguer les actions de court, moyen et long terme afin de tenir compte des attentes des habitants et d'améliorer concrètement leurs conditions de vie, tout en continuant d'élaborer des projets plus structurants pour changer durablement la réalité des quartiers.

Le partenariat, indispensable à la mise en œuvre des actions dans les quartiers prioritaires, a également été largement développé, notamment en direction des bailleurs sociaux, dans le cadre d'une convention spécifique (gestion urbaine de proximité, locaux associatifs et commerciaux en pied d'immeuble, insertion par l'économique).

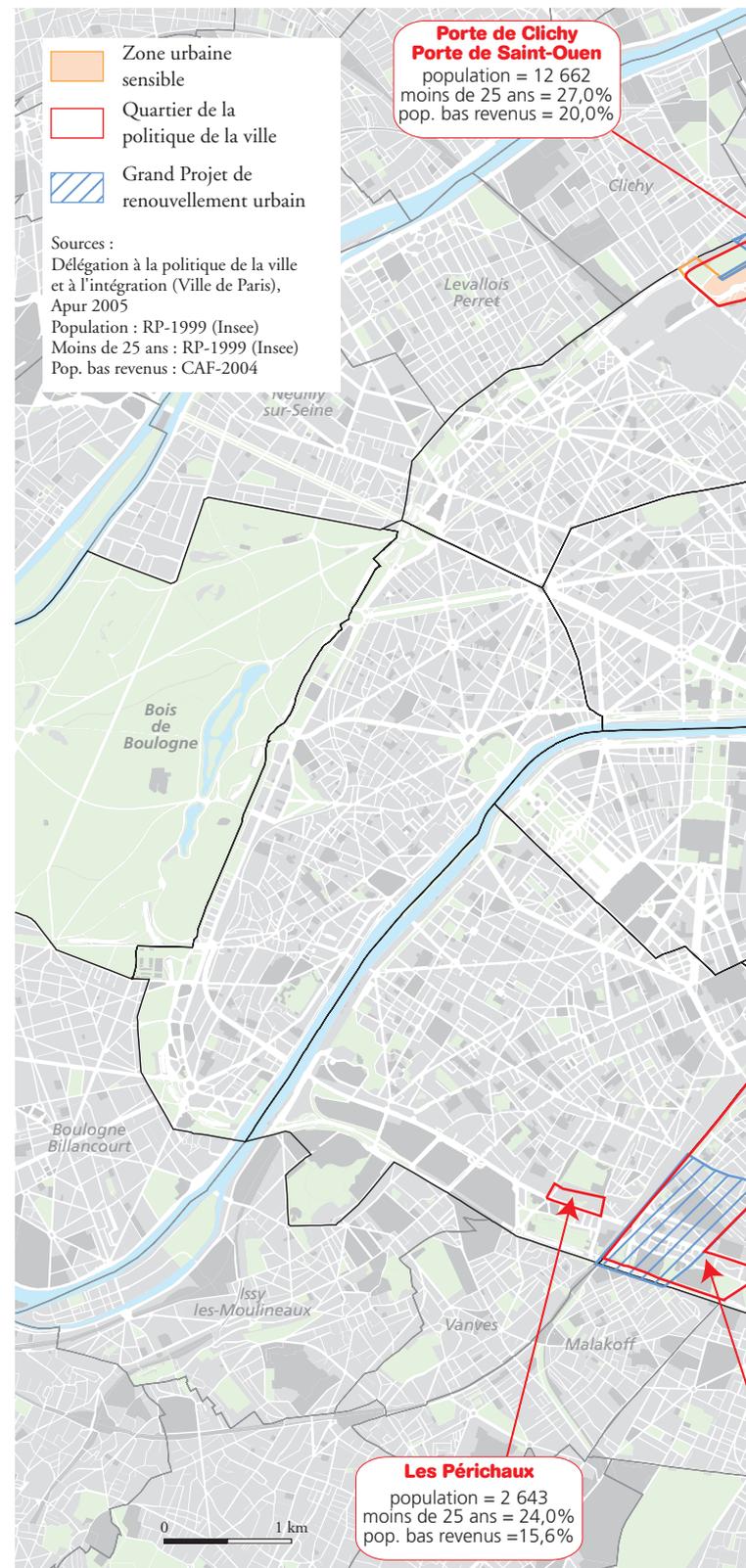
L'effort financier de la politique de la Ville à Paris

Un document annexé au budget, appelé « **bleu budgétaire** », récapitule l'effort financier de la Ville et du Département de Paris.

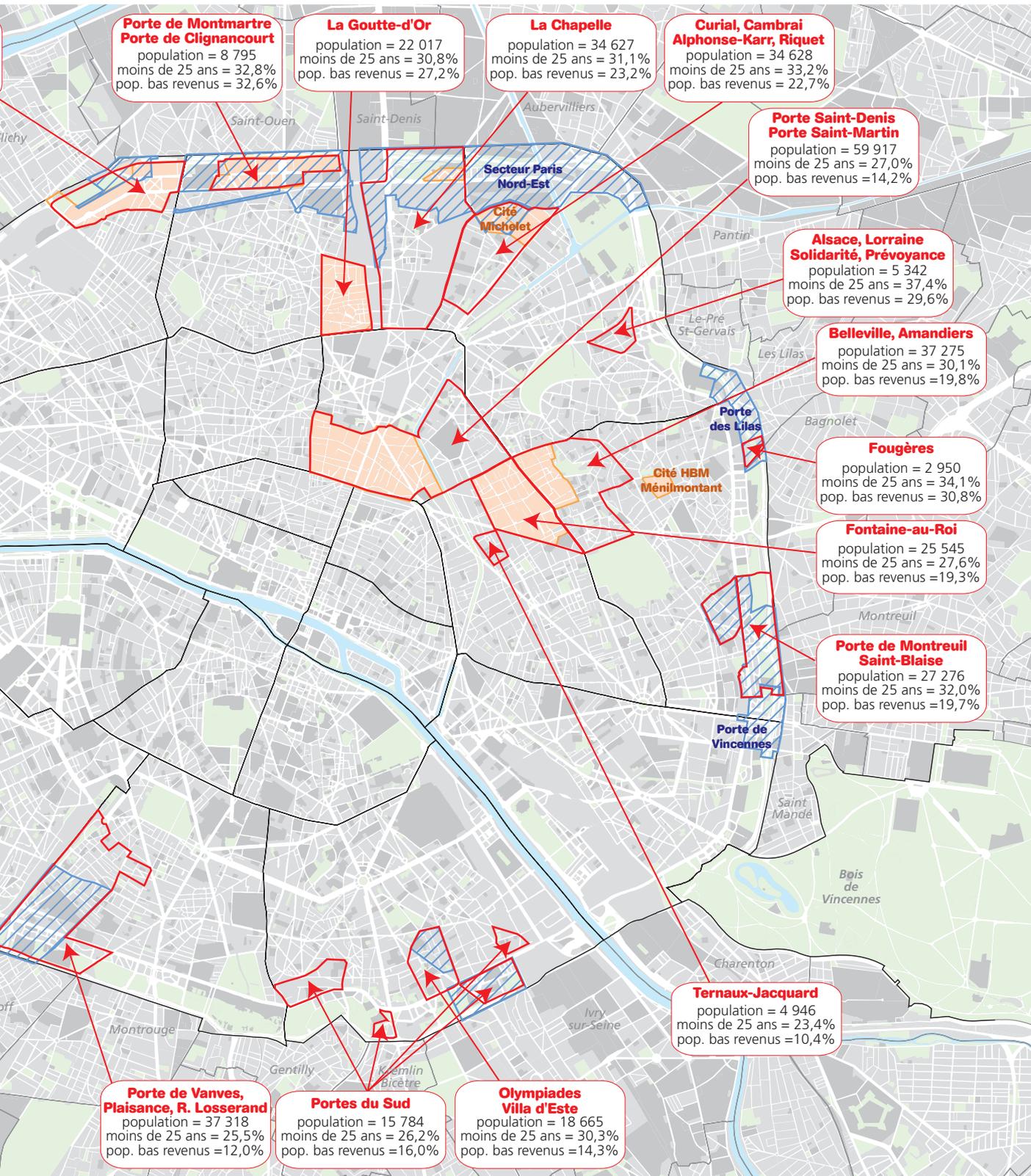
En 2004, le montant total de l'effort de la Ville de Paris pour ces quartiers populaires s'est élevé à **147 millions d'euros**, dont 88 millions en fonctionnement et 59 millions en investissement.

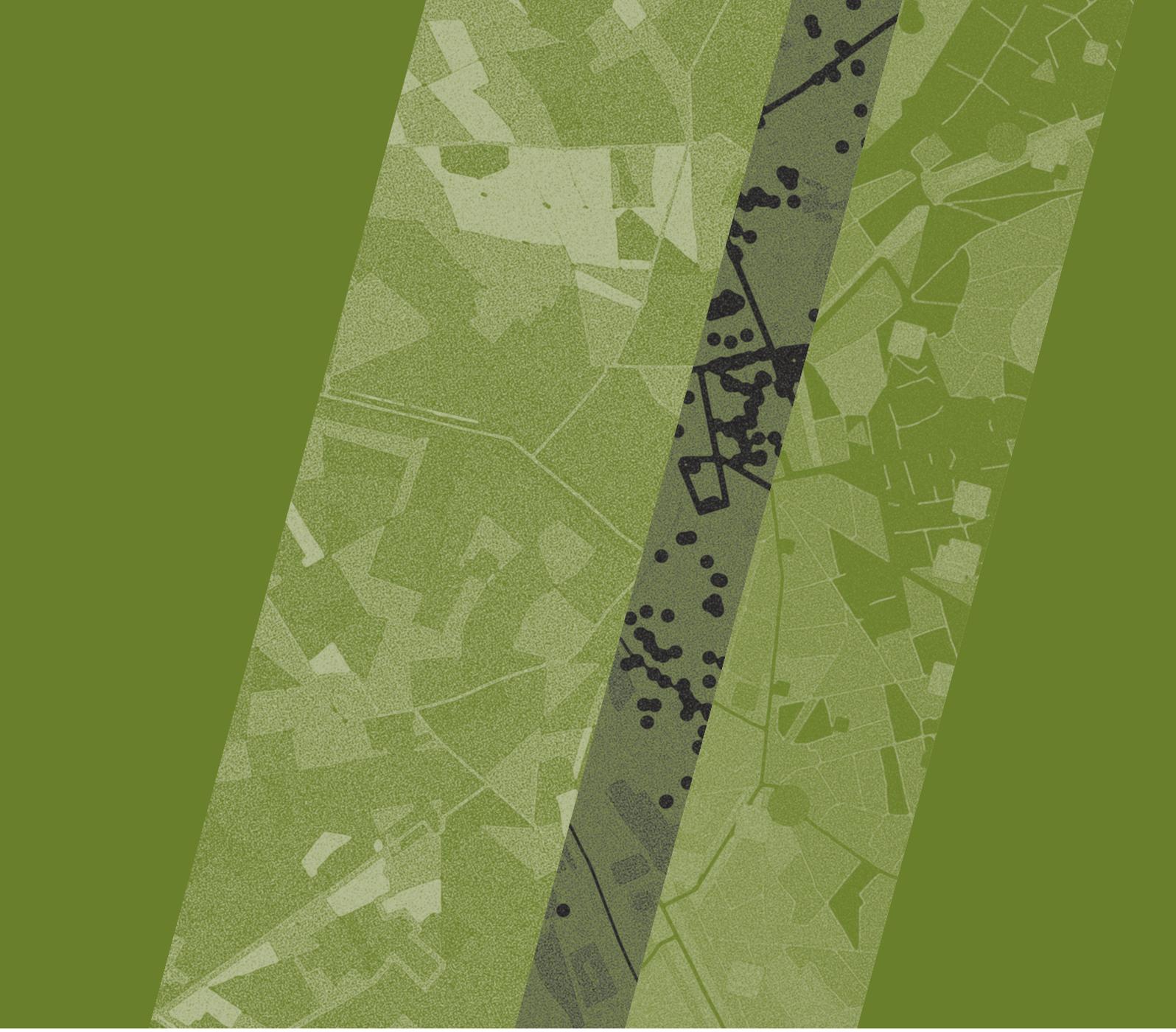
- Cet effort a été porté à près de **180 millions d'euros en 2005** et atteindra plus de 210 millions d'euros en 2006.
- Dans le budget propre à la politique de la ville, **820 000 euros** sont consacrés à l'équipement ou à l'aménagement de **nouveaux locaux associatifs**, dans des locaux de l'Opac ou d'autres bailleurs.
- **1 315 000 euros** ont été consacrés au **financement des projets associatifs**.
- **160 millions d'euros** sont consacrés sur la durée de la mandature au **GPRU (Grand Projet de renouvellement**

urbain), dans le plan pluriannuel d'investissement, pour les grands chantiers de logements, de voirie, d'équipements collectifs.



Périmètres d'intervention de la politique de la ville





3

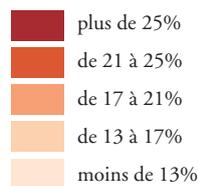
Comment évolue la situation dans les quartiers de la politique de la ville ?

Les résultats rassemblés par l'observatoire permettent d'analyser la situation des quartiers prioritaires sous différents angles – démographique, social, économique – et ainsi, d'en restituer une image relativement précise. On présente ici les principaux constats, en privilégiant ceux qui permettent d'alimenter la réflexion stratégique.

Démographie : une population de ménages jeunes mais un vieillissement s'amorce dans certains quartiers

MOINS DE 20 ANS Paris - 1999

Part des personnes âgées de 0 à 19 ans dans la population totale



Moyenne = 18,3%

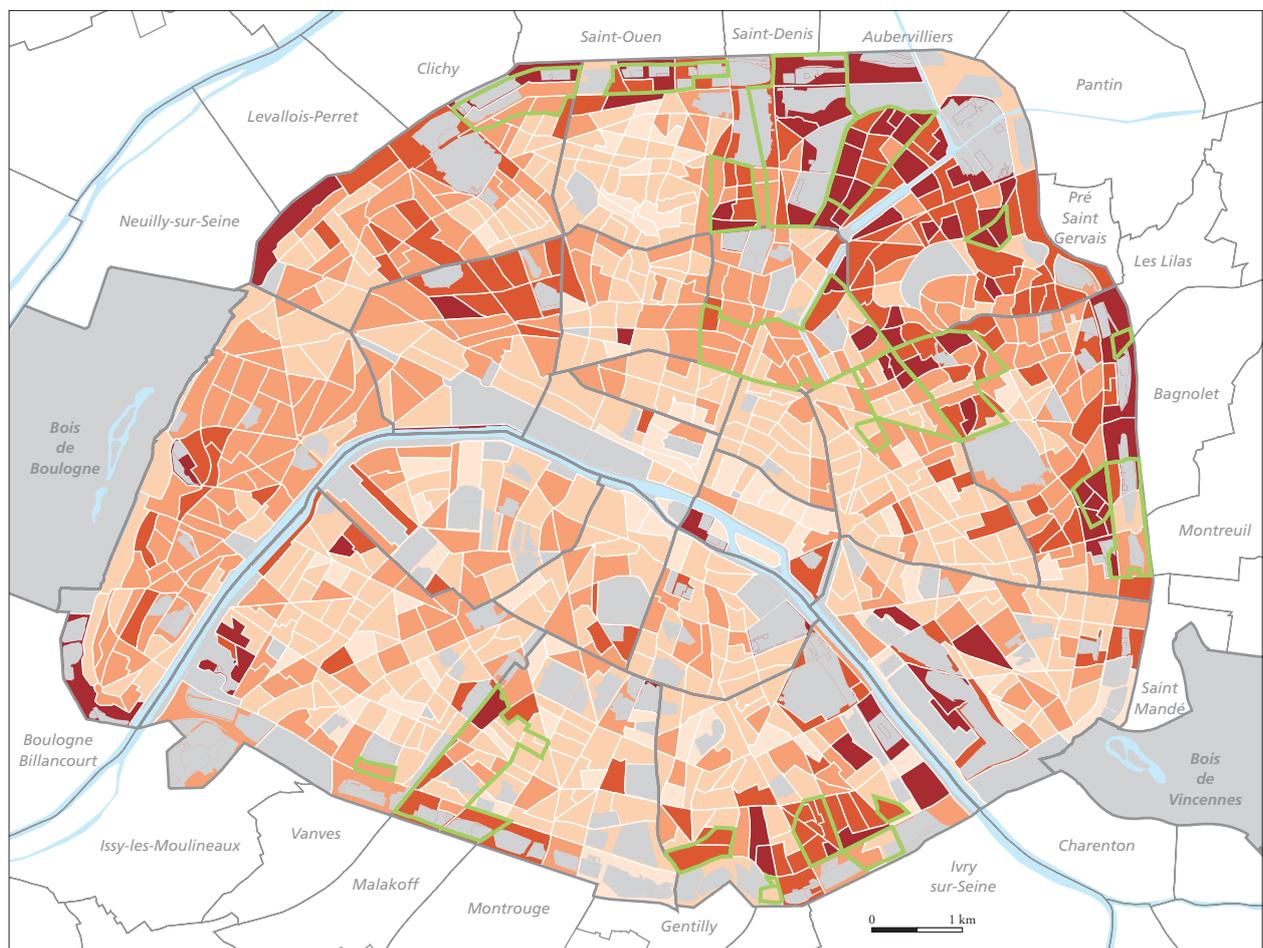
QPV

Les IRIS de moins de 20 habitants, ainsi que les principaux équipements apparaissent en gris.

Source : recensement de la population -1999 (Insee)

La **vitalité de la jeunesse et des familles** est l'une des grandes caractéristiques des quartiers prioritaires. Cette vitalité s'exprime par le nombre de familles (27 % des ménages sont des familles avec enfants de moins de 25 ans, contre 22 % à Paris), mais aussi par leur taille, car celles qui ont plus de deux enfants sont fortement représentées dans les quartiers (21 % contre 17 % à Paris). Le poids des familles monoparentales est lui aussi supérieur à la moyenne parisienne (30 % contre 26 %), bien que la moyenne parisienne soit elle aussi élevée. Cette place faite aux familles monoparentales et aux familles nombreuses n'est pas très surprenante; elle est reliée à l'importance du parc de logements sociaux et à leur fonction d'accueil des familles qui ont le plus de mal à se loger. Géographiquement, c'est dans les quartiers Olympiades, Villa d'Este (13^e arrondissement), porte Montmartre, porte de Clignancourt (18^e) et Curial-Cambrai (19^e) que la présence des enfants est la plus forte, avec 35 % de ménages familiaux.

Le deuxième constat est celui d'un **vieillissement qui s'amorce**, de façon encore timide, dans la population de certains ensembles HLM des quartiers périphériques.



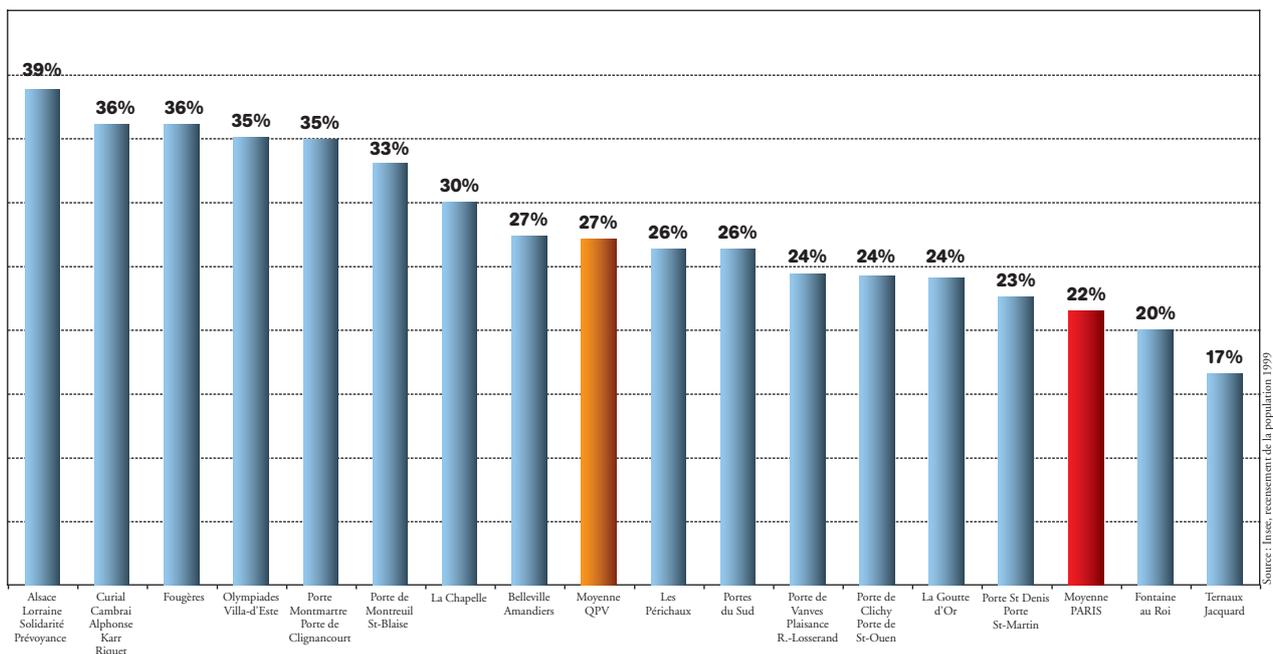
Globalement, la part des personnes âgées de plus de 60 ans est faible dans les quartiers prioritaires : elles ne représentent que 16 % de la population, contre 20 % à Paris. Mais les différences s'affirment d'un quartier à l'autre, avec des concentrations de personnes âgées qui se font jour, par exemple dans le quartier de la porte de Clichy (17^e arrondissement) et dans la cité des Périchaux (15^e arrondissement).

Sur le plan de la composition sociale et professionnelle, les quartiers prioritaires se signalent par **une concentration des classes les plus modestes** et une faible présence des professions à hauts revenus. D'après le recensement de 1999, les ouvriers et employés forment ainsi 40 % de la population active, au lieu de 29 % sur l'ensemble du territoire parisien. À l'autre extrémité, 19 % seulement des actifs appartiennent à la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures, contre 33 % à Paris. La situation est exacerbée sur certains sites, comme celui de la porte Montmartre (18^e arrondissement), où l'on trouve plus de 50 % d'ouvriers et d'employés et moins de 10 % de cadres. Dans ce type d'ensembles immobiliers qui concentrent une part importante de ménages à bas revenus, une plus grande diversité d'occupation est à rechercher au profit des étudiants et des couches moyennes de la société.

Les études montrent⁴ que de nouvelles populations plus aisées s'installent dans certains quartiers centraux comme Saint-Martin, Ternaux-Jacquard ou Brillat-Savarin. Cette

dynamique de « **gentrification** » se traduit par une augmentation de la part des catégories socioprofessionnelles supérieures et une baisse de la part des classes populaires. Entre 1990 et 1999, dans le quartier Ternaux-Jacquard, la part des cadres et des professions intellectuelles supérieures est ainsi passée de 24 % à 33 %, alors que celle des ouvriers reculait de 25 % à 19 %. À l'inverse, il existe des pôles de résistance à cette dynamique de transformation sociale. Les quartiers s'étendant de Barbès à Stalingrad jusqu'au boulevard périphérique, et certains quartiers périphériques, connaissent un maintien des classes les plus modestes. Cette résistance est reliée à la structure de leurs parcs de logements, à la forte présence de populations étrangères ou à leur caractère enclavé ou excentré.

Part des familles dans les ménages - 1999

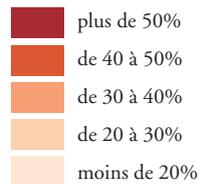


Démographie : une population de ménages jeunes mais un vieillissement s'amorce dans certains quartiers

EMPLOYÉS OUVRIERS

Paris - 1999

Part des employés et ouvriers dans la population active



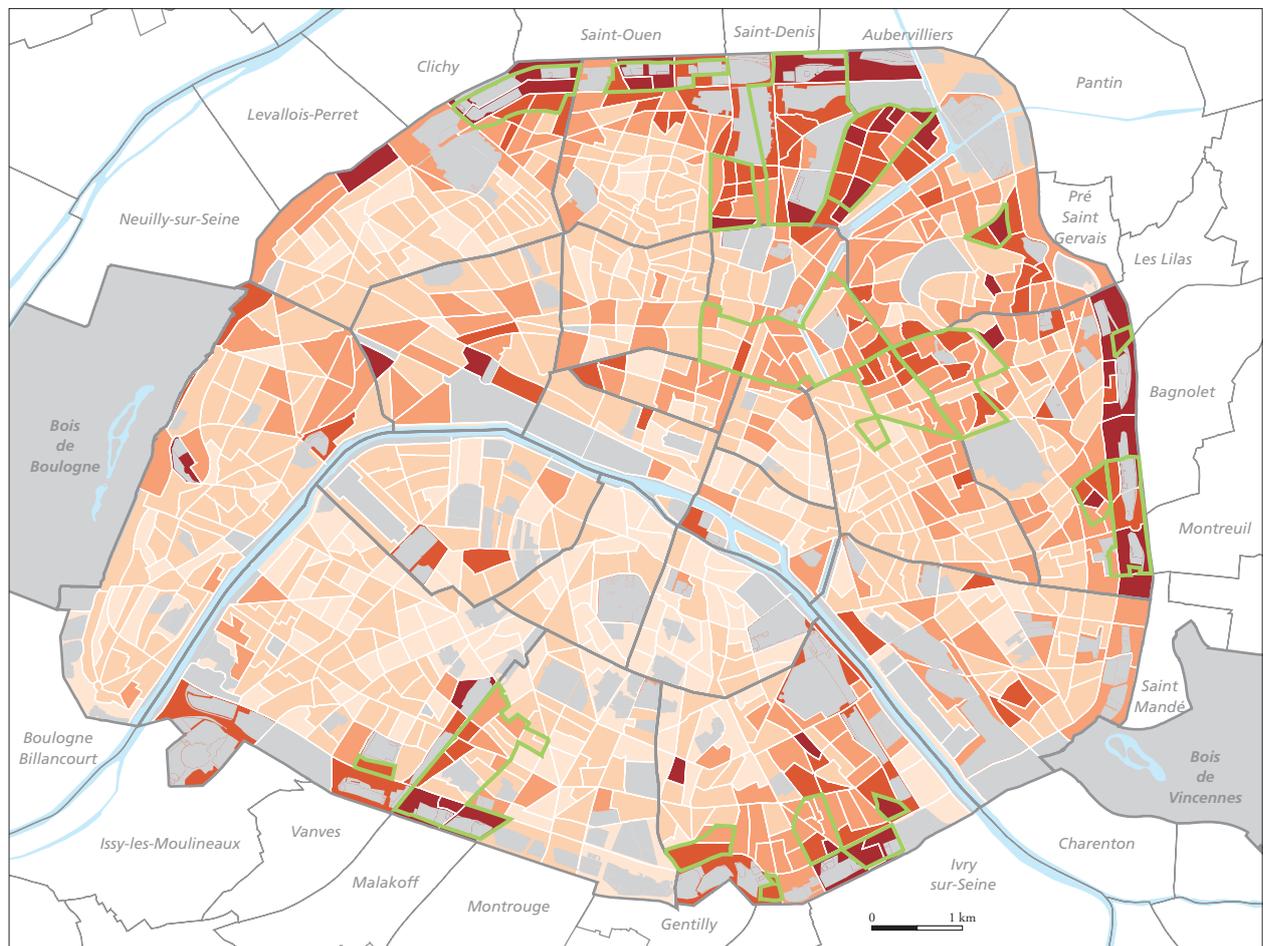
Moyenne Paris = 28,9%

QPV

Les IRIS de moins de 20 habitants, ainsi que les principaux équipements apparaissent en gris.

Source : recensement de la population, sondage au 1/4 -1999 (Insee)

L'absence de diplômes, général ou professionnel, et, plus généralement, la faiblesse du niveau de formation sont des corollaires des difficultés sociales. Dans les quartiers prioritaires, **19 % de la population n'a pas de diplômes**, au lieu de 11 % à Paris, ce qui conduit à des difficultés plus grandes d'insertion sur le marché du travail et à un taux de chômage plus élevé. C'est particulièrement vrai dans les secteurs périphériques du Nord et de l'Est, où l'on trouve jusqu'à 27 % de personnes sans diplômes (porte Montmartre, porte de Clignancourt). L'action des partenaires institutionnels et associatifs doit donc se poursuivre en direction des moins diplômés, y compris adultes, en vue d'améliorer et d'adapter l'offre de formations.



Le nécessaire développement de l'activité économique

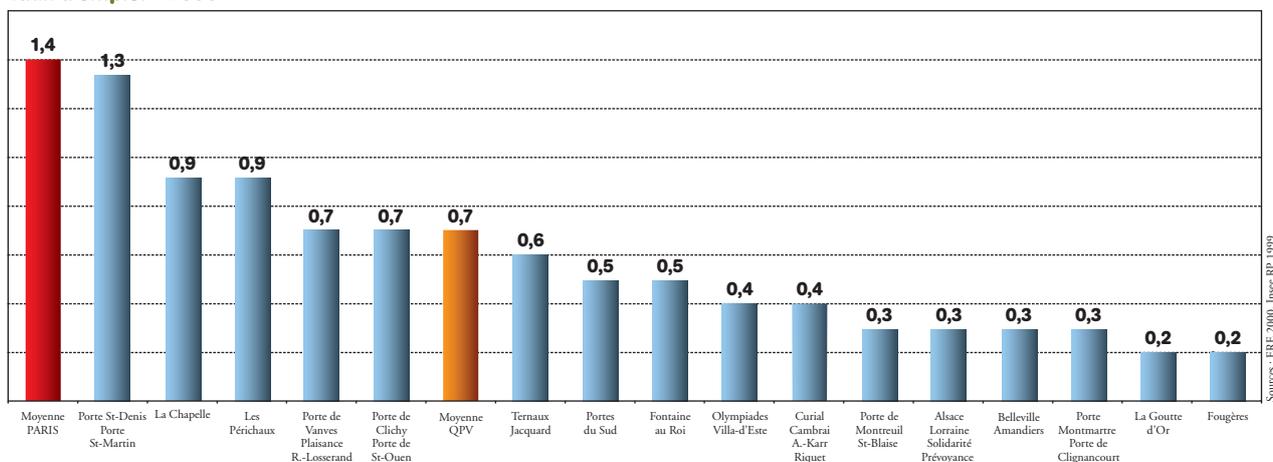
Source d'emplois, les activités économiques et commerciales sont aussi un enjeu de mixité urbaine. Or, la plupart des quartiers prioritaires ont un tissu économique peu développé, avec peu d'emplois exercés sur place. Globalement, ces quartiers n'accueillent que 10 % des établissements et 9 % des emplois parisiens. La densité d'emplois est seulement de 102 emplois salariés à l'hectare, contre 185 à Paris, ce qui va de pair avec un taux d'emploi inférieur à la moyenne parisienne : 0,7 emploi par actif résidant, au lieu de 1,4 à Paris. La densité commerciale est faible également, surtout dans les quartiers périphériques.

On relève **une évolution favorable** : la part des établissements nouvellement implantés est un peu plus élevée dans les quartiers prioritaires qu'à Paris (3 % de nouveaux établissements en 2002, contre 11 % à Paris). Toutefois, à un

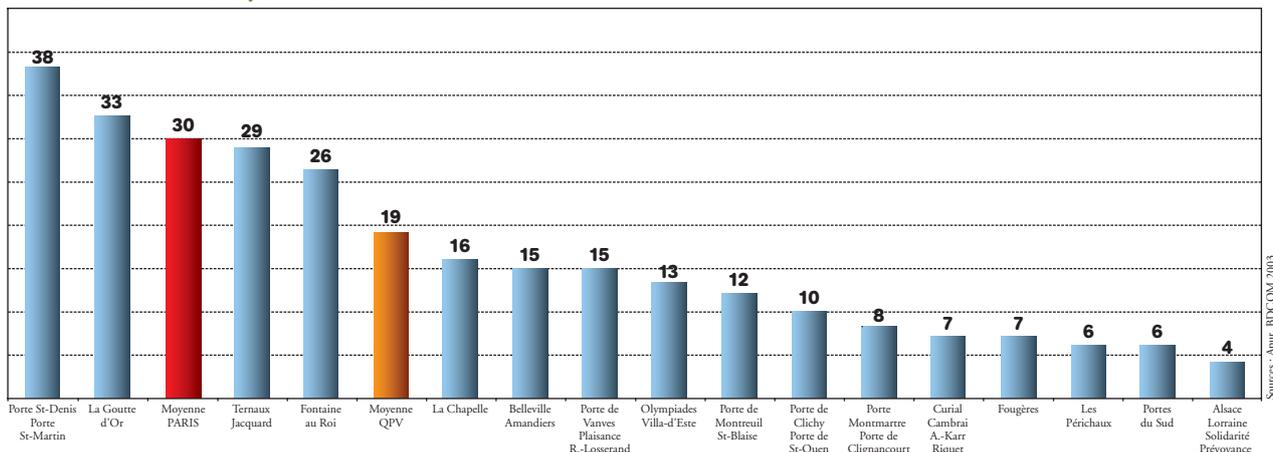
fort taux de création correspond aussi un fort taux de cessation d'activité ou de rotation des commerces.

Le tissu commercial est lui aussi fragile. D'une part, bon nombre de locaux commerciaux sont vacants, avec près d'un local sur cinq inoccupé ou en travaux. Ce phénomène touche davantage les quartiers centraux et les ZUS, que les sites périphériques GPRU où la vacance est moindre. D'autre part, la densité commerciale est inégale, faible dans les quartiers de la périphérie avec environ 100 commerces pour 10 000 habitants (la moyenne parisienne étant de 300), forte dans ceux à proximité du centre, avec des valeurs proches de la moyenne parisienne. La Goutte-d'Or bénéficie de la plus forte animation commerciale avec plus de 300 commerces pour 10 000 habitants.

Taux d'emploi - 2000



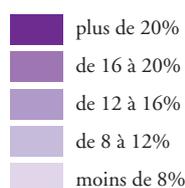
Nombre de commerces pour 1000 habitants - 2003



Des niveaux de revenus très modestes

CHÔMAGE Paris - 1999

Part des chômeurs
dans la population active



Moyenne Paris = 12,0%



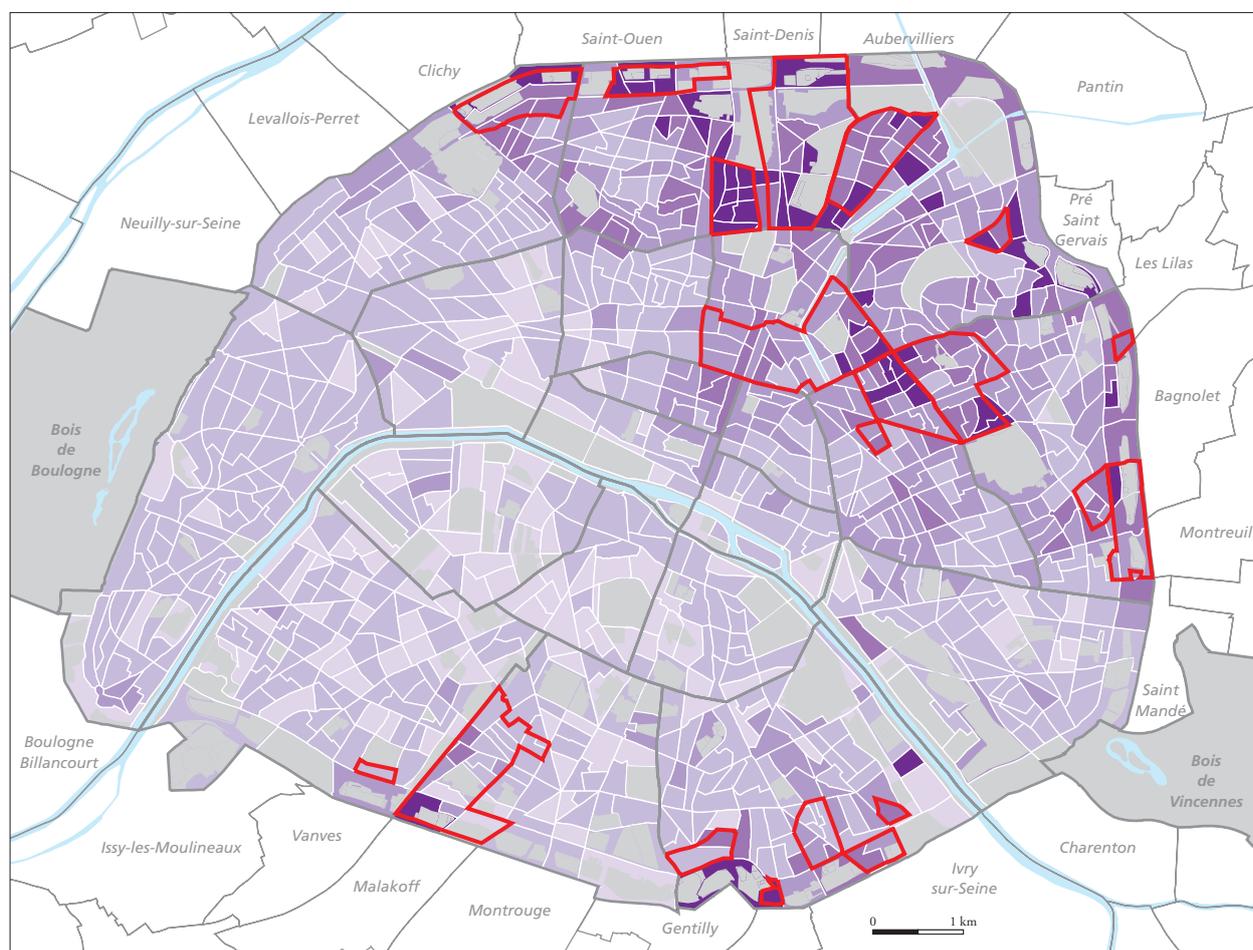
Les principaux équipements
apparaissent en gris.

Source : recensement
de la population - 1999 (Insee)

Chômage, bas revenus, concentration de bénéficiaires des minima sociaux... les indicateurs de précarité confirment la présence dans les quartiers d'une population très modeste, signe que les périmètres de la politique de la ville sont pertinents à cet égard.

C'est en premier lieu le haut **niveau du chômage** qui est au cœur des dysfonctionnements. Selon les quartiers, le taux de chômage varie de 12 % à 23 % (en moyenne 17 %), alors que la moyenne parisienne est de 12 % (selon le recensement de 1999). Les contrastes sont importants entre les quartiers nord, où le taux de chômage peut atteindre 23 %, et ceux du Sud-Ouest, où il n'est pas plus répandu qu'à Paris. Dans les plus mauvaises situations, le taux de chômage est proche du double de la moyenne parisienne (la Goutte-d'Or, porte Montmartre, porte de Clignancourt, Alsace-Lorraine, Solidarité, Prévoynance).

Les chiffres récents, au niveau local, font défaut pour apprécier l'évolution du chômage. Les derniers disponibles sont ceux de 2003, édités par l'Observatoire national des



Allocataires du RMI et population à bas revenus dans les quartiers prioritaires

	Allocataires du RMI en 2001	Allocataires du RMI en 2004	Évolution 2001-2004	Population à bas revenus en 2001	Population à bas revenus en 2004	Évolution 2001-2004
Porte Saint-Denis, porte Saint-Martin	1 904	2 476	30,0 %	7 688	8 538	11,1 %
La Fontaine-au-Roi	1 311	1 542	17,6 %	4 919	4 939	0,4 %
Portes du Sud	480	587	22,3 %	2 406	2 518	4,7 %
Olympiades, Villa d'Este	339	509	50,1 %	2 468	2 674	8,3 %
Porte de Vanves, Plaisance, Raymond-Losserand	727	976	34,3 %	3 875	4 483	15,7 %
Porte de Clichy, porte de Saint-Ouen	420	503	19,8 %	2 217	2 527	14,0 %
Porte Montmartre, porte de Clignancourt	372	691	85,8 %	2 411	2 864	18,8 %
La Goutte-d'Or	1 068	1 348	26,2 %	5 686	5 993	5,4 %
La Chapelle	1 250	1 597	27,8 %	7 213	8 040	11,5 %
Curial-Cambrai, Alphonse-Karr, Riquet	1 002	1 320	31,7 %	6 773	7 853	15,9 %
Belleville-Amandiers	1 185	1 542	30,1 %	6 601	7 386	11,9 %
Porte de Montreuil, Saint-Blaise	708	973	37,4 %	4 831	5 386	11,5 %
Temaux-Jacquard	139	143	2,9 %	470	512	8,9 %
Les Périchaux	48	69	43,8 %	385	411	6,8 %
Alsace-Lorraine, Solidarité, Prévoyance	331	328	-0,9 %	1 585	1 583	-0,1 %
Fougères	60	154	156,7 %	552	910	64,9 %
Total QPV	11 344	14 758	30,1 %	60 080	66 617	10,9 %
Paris	46 872	59 970	27,9 %	211 629	228 731	8,1 %

Source : CAF 2004.

Bas revenus : moins de 735 euros par mois.

ZUS, qui montraient une évolution nettement défavorable. Selon ces données, le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 18 % de 2000 à 2002 et de près de 4 % de 2002 à 2003 dans les zones urbaines sensibles de Paris. La hausse est plus rapide pour les jeunes (33 % de 2000 à 2002 et près de 8 % de 2002 à 2003) et nettement supérieure pour les chômeurs bac + 2, en progression de 57 %. De 1998 à 2000, une baisse importante du nombre de chômeurs s'est manifestée dans les ZUS (- 21 %), mais cette baisse était en retrait par rapport au recul général du chômage dans l'ensemble de la région Ile-de-France (- 25 %).

Sur le plan des revenus, la **faiblesse des ressources** des habitants est mise en évidence par de nombreux indicateurs fiscaux et sociaux. D'après les données fiscales Insee-DGI, le revenu moyen des ménages est de 33 % inférieur dans les sites prioritaires à celui de l'ensemble des contribuables parisiens. De même, les ménages dispensés du paiement de l'impôt en raison de la modestie de leurs ressources sont surreprésentés. Ils sont 38 % dans les quartiers prioritaires,

Évolution du chômage

	recul du nombre de chômeurs de 1998 à 2000	progression du nombre de chômeurs de 2000 à 2002	progression du nombre de chômeurs de 2002 à 2003
ZUS de Paris	- 21 %	+ 18%	+ 4%
ZUS de la région	- 23 %	+ 15%	+ 6%
Paris	- 24 %	+ 27%	+ 7%
Région Ile-de-France	- 25 %	+ 21%	+ 9%

Source : Observatoire national des ZUS, 2005.

Des niveaux de revenus très modestes

contre 27 % à Paris. Les foyers non imposables vont jusqu'à former 50 à 60 % des foyers dans les quartiers de la Goutte-d'Or, d'Alsace-Lorraine et de la porte Montmartre. Une autre statistique pointe la pauvreté dans les quartiers prioritaires : ce sont les chiffres de la Caisse d'allocations familiales (2004). Ils montrent que 19 % des habitants de ces quartiers sont à « bas revenus », selon la définition de l'Insee (735 euros par unité de consommation). Parmi les catégories les plus fragiles, on atteint 33 % de familles nombreuses « à bas revenus » et 47 % de familles monoparentales. Ce sont au total 32 % des enfants de moins de 20 ans qui vivent au sein d'un foyer à bas revenus dans les quartiers prioritaires, contre 19 % à Paris.

La **concentration de ménages tributaires de transferts sociaux** va de pair avec les observations précédentes. En 2004, les quartiers prioritaires accueillent 25 % des allocataires parisiens du revenu minimum d'insertion, 26 % des allocataires de l'allocation adulte handicapé et 27 % des allocataires de l'allocation parent isolé, ce qui confirme la

surreprésentation des populations les plus fragiles. On relève aussi que 27 % des allocataires de l'allocation d'éducation spécialisée résident dans les quartiers prioritaires, allocation non soumise à des conditions de revenus.

Les évolutions 2001-2004 montrent que la pauvreté continue de progresser dans les quartiers prioritaires avec une augmentation du nombre d'allocataires du RMI (+ 30 % en quatre ans, contre + 28 % à Paris) et de la population à bas revenus (+ 11 % en quatre ans, contre + 8 % à Paris). Les augmentations les plus fortes concernent les quartiers Fougères, porte Montmartre, porte de Vanves et Curial-Cambrai.

Données sociales sur les quartiers prioritaires

	Sans diplômes en 1999	Taux de chômage en 1999	Familles monoparentales en 1999
Porte Saint-Denis, porte Saint-Martin	16,9 %	15,9 %	23,0 %
La Fontaine-au-Roi	20,2 %	18,7 %	27,6 %
Portes du Sud	18,3 %	16,6 %	31,8 %
Olympiades, Villa d'Este	19,4 %	13,5 %	26,0 %
Porte de Vanves, Plaisance, Raymond-Losserand	13,6 %	12,0 %	34,8 %
Porte de Clichy, porte de Saint-Ouen	20,5 %	18,6 %	34,9 %
Porte Montmartre, porte de Clignancourt	27,1 %	22,4 %	43,2 %
La Goutte-d'Or	25,5 %	23,1 %	27,8 %
La Chapelle	21,5 %	19,1 %	30,3 %
Curial-Cambrai, Alphonse-Karr, Riquet	19,2 %	17,7 %	28,4 %
Belleville-Amandiers	20,2 %	17,3 %	27,2 %
Porte de Montreuil, Saint-Blaise	18,3 %	16,7 %	34,4 %
Temaux-Jacquard	13,2 %	14,3 %	28,3 %
Les Périchaux	15,0 %	11,6 %	34,8 %
Alsace-Lorraine, Solidarité, Prévoyance	23,4 %	21,9 %	40,1 %
Fougères	20,5 %	16,4 %	31,4 %
Total QPV	19,1 %	17,0 %	29,7 %
Paris	11,4 %	12,0 %	25,8 %

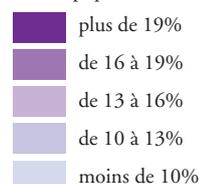
Source : Insee, recensement de la population 1999.

Paris accueille traditionnellement **une population immigrée importante**, formée de jeunes travailleurs, d'étudiants et de familles, venue pour des raisons économiques ou bien politiques.

POPULATION ÉTRANGÈRE

Paris - 1999

Part des personnes de nationalité étrangère dans la population totale



Moyenne Paris = 14,5%

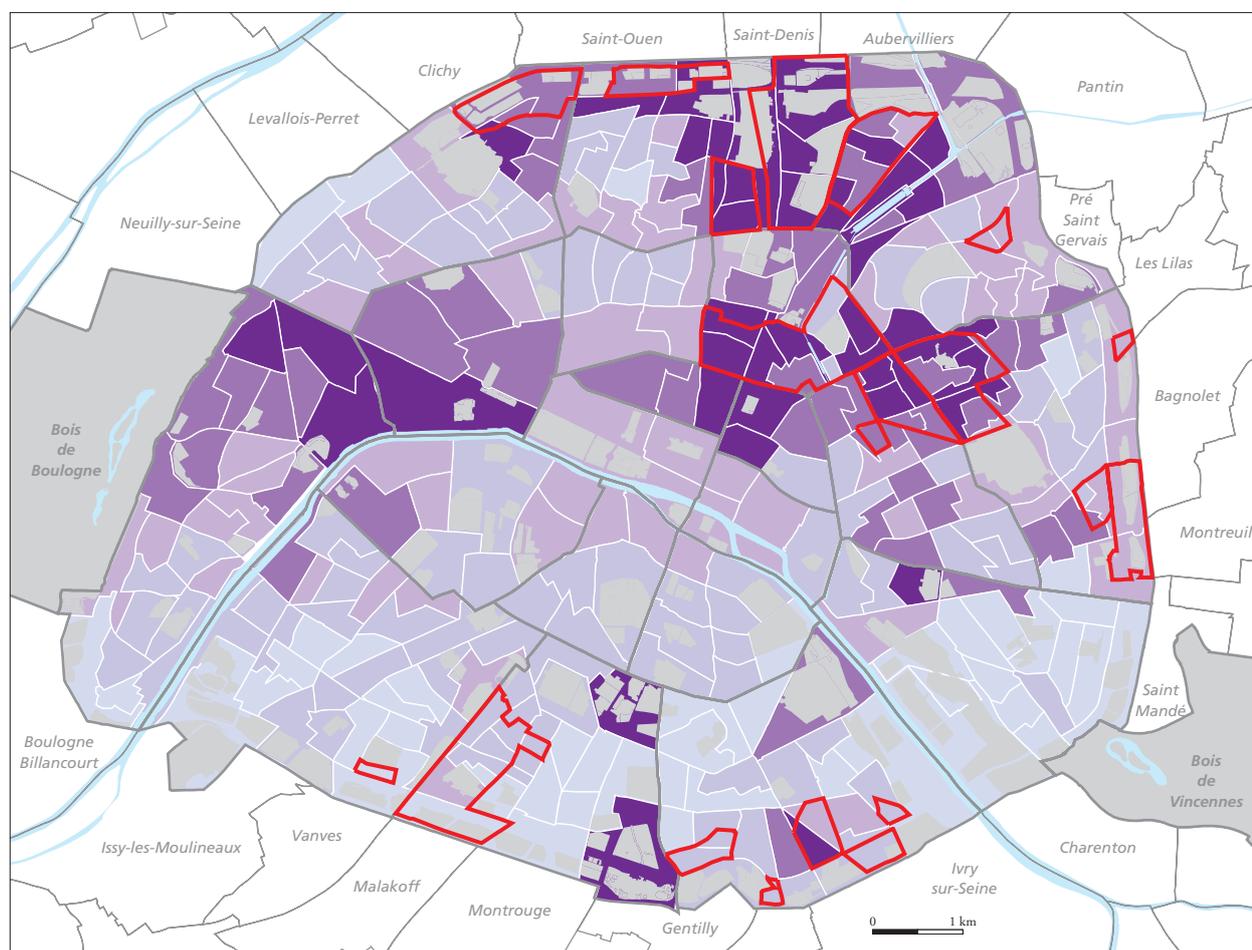


Les principaux équipements apparaissent en gris.

Source : recensement de la population - 1999 (Insee)

Rappelons que la population immigrée englobe toutes les personnes nées à l'étranger qui vivent aujourd'hui en France, qu'elles soient de nationalité française ou étrangère, ou qu'elles aient acquis la nationalité française. Le recensement de 1999 a ainsi dénombré 18 % de Parisiens « immigrés », avec pas moins de 110 nationalités. Quant à la « population étrangère », elle se compose des personnes qui n'ont pas la nationalité française (nées en France ou à l'étranger), et représente 14,5 % de la population parisienne.

Les quartiers prioritaires jouent un rôle certain dans l'accueil et le séjour des populations immigrées, avec en même temps une fonction de plaque tournante vers d'autres destinations. Ils comptent dans leur population 25 % de personnes immigrées, contre une proportion moyenne de 18 % à Paris. Certains quartiers comme ceux de la Fontaine-au-Roi (11^e arrondissement), des Olympiades, Villa d'Este (13^e arrondissement) et de la Goutte-d'Or (18^e arrondissement) comptent 30 à 35 % d'immigrés.



Des outils pour améliorer l'emploi et soulager la précarité

ÉQUIPEMENTS EN FAVEUR DE L'EMPLOI Paris - 2003

Type d'équipement

- Agence Nationale Pour l'Emploi
- Maison du Développement Économique et de l'Emploi
- Mission Locale pour la formation et l'emploi des jeunes
- Régie de quartier
- Régie de quartier en projet
- Espace Commerce Artisanat
- Plate-forme Formation et Suivi
- Espace Cyber-Emploi
- Plan Paris Internet Emploi
- Espace Public Numérique
- Espace Insertion
- Cellule d'Appui Pour l'Insertion
- Équipe Emploi Insertion
- Structure d'insertion par l'activité économique

Nombre de chômeurs (*) à l'hectare

- plus de 30
- de 15 à 30
- de 1 à 15
- aucun chômeur, équipement

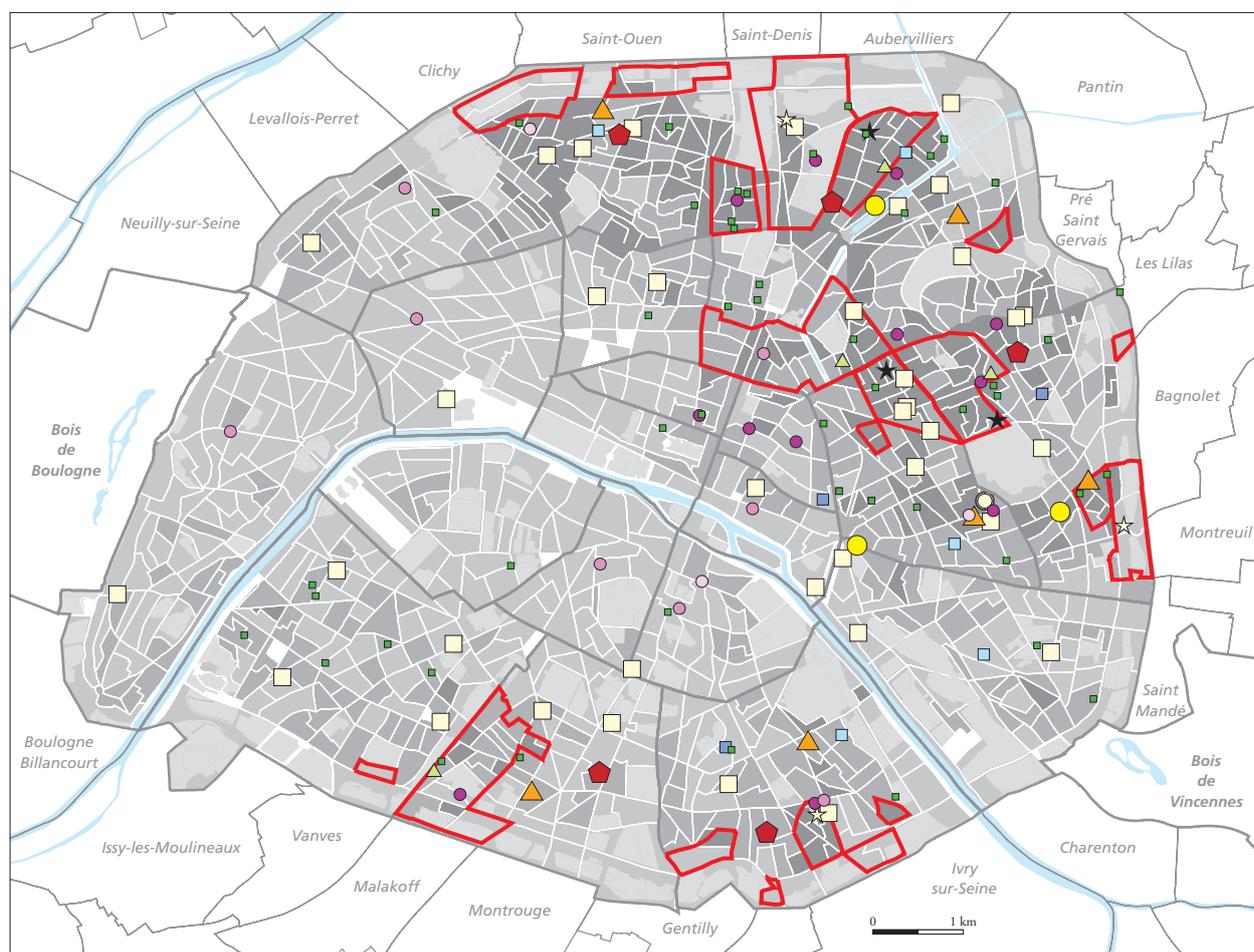
(*) Somme des chômeurs de longue durée (plus de 1 an), des chômeurs de 16-24 ans, des chômeurs de 50 ans et plus, des non-actifs non-diplômés de 25-49 ans.

QPV

Source : Ville de Paris, DDEE, DASES, 2003 recensement de la population 1999 (Insee)

Les quartiers prioritaires justifient la mise en œuvre d'actions ambitieuses, tant en matière de soutien social que d'initiatives en faveur de l'activité et de l'emploi. Il existe déjà une panoplie d'interventions qui s'est enrichie ces dernières années.

La traduction de cette action sociale au quotidien est la présence sur le territoire des quartiers de quarante et un centres et services sociaux de toute nature, qui relèvent de la Ville de Paris, du Département, de la CAF de Paris, de la Sécurité sociale, etc. Ces équipements représentent 30 % de l'offre parisienne. Les forts besoins de ces quartiers sont donc déjà en grande partie pris en compte.



	ALE	Maison du développement économique et de l'emploi	Mission locale	Espace cyber emploi	EPN	Espace insertion	CAPI	Structure insertion	Régie de quartier
Paris	38	5	6	3	13	8	3	54	5
Quartiers prioritaires	8	0 (proches)	1	0	5	0	0	14	5

En ce qui concerne l'aide pour le retour à l'emploi, trente-huit équipements spécifiques sont localisés dans les quartiers prioritaires, soit 26 % de l'offre parisienne. Ces 26 % viennent répondre aux besoins de 24 % de chômeurs présents dans ces quartiers. Les services de soutien à l'emploi, mis en place pour la plupart ces dernières années, sont donc apparemment répartis de manière adaptée. La variété des services offerts est à souligner :

- **Huit « agences locales pour l'emploi » (ALE)** sont implantées dans l'un des quartiers de la politique de la ville ; elles représentent 21 % des agences créées à Paris.
- **Cinq « maisons du Développement économique et de l'Emploi »** ont été créées par la Mairie de Paris depuis 2001. Ce sont avant tout des lieux de proximité et d'échanges, où les demandeurs d'emploi, entre autres, peuvent trouver conseils et orientation vers les bons interlocuteurs. Ces maisons de l'Emploi ont accueilli 31 000 Parisiens en 2002 et 60 000 en 2003.
- **Les « missions locales »** accueillent les jeunes Parisiens de 16 à 25 ans pour les conseiller et les orienter dans leur recherche d'emploi ou de formation. Une antenne de la mission locale Paris-Est a ouvert fin 2002, dans le quartier Saint-Blaise. Elle s'ajoute aux six missions locales créées à Paris. Celles-ci ont permis l'accueil, en 2004, de 9 800 jeunes, dont 2 000 issus des quartiers de la politique de la ville.
- **Les « espaces cyberemploi »**, créés par la Mairie de Paris, initient les jeunes de 16 à 25 ans aux techniques informatiques et offrent aux chômeurs parisiens de plus de 25 ans un accès simplifié à 4 500 sites « emploi et formation professionnelle ». Géographiquement, ils sont implantés à proximité des quartiers prioritaires.
- **Cinq « espaces publics numériques »**, créés depuis 2001, sont situés dans les quartiers. Ce sont des équipements publics non dédiés spécifiquement à l'emploi et qui permettent différents usages de l'informatique.
- **Les « espaces insertion »** ont été créés depuis 2001 sous la responsabilité de la DASES, en collaboration avec la CAF, la DASS, l'ANPE et des associations. Ils offrent aux allocataires du RMI un accueil personnalisé et une simpli-

fication de leur parcours d'insertion. La plupart d'entre eux sont cependant situés en dehors des quartiers prioritaires.

- **Les structures d'« insertion par l'activité économique »** ont pour objectif le retour au travail, pour des durées variables, de personnes qui s'en sont éloignées. Parmi elles, cinq régies de quartier créées depuis 2001 (11^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements) proposent des prestations d'entretien, de dépannage ou de manutention. Elles embauchent des chômeurs de longue durée ou des jeunes à qui elles offrent des formations.
- **Trois « espaces commerce-artisanat »** ont été ouverts. Ce sont des lieux d'accueil, d'information et de services dédiés aux commerçants, aux artisans et aux petites entreprises. Ils ont comme objectif, entre autres, de favoriser le développement local des entreprises.

À partir du réseau d'équipements ainsi mis en place ces dernières années, de nouvelles actions vont être développées pour renforcer l'efficacité des dispositifs, compléter le maillage des équipements et soutenir la création d'entreprises dans les quartiers.

Il faut ajouter à ces dispositifs ou équipements deux nouvelles initiatives prises par la Ville de Paris en 2005.

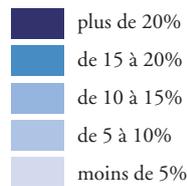
Ainsi, le premier **plan local pour l'insertion et l'emploi** vient d'être mis en place. Il concerne les 18^e et 19^e arrondissements, particulièrement concernés par les questions d'emploi et d'insertion. Son objectif est de conduire 1 500 personnes à l'emploi, notamment les habitants des quartiers inscrits dans la politique de la ville.

Par ailleurs, la Ville de Paris vient de s'engager dans la création d'une **maison de l'Emploi** avec l'ensemble des partenaires du service public de l'emploi. Elle sera composée d'un pôle central (veille, coordination, diagnostic) et de pôles opérationnels de proximité. La maison de l'Emploi s'est fixé des priorités d'intervention, en particulier en matière de lutte contre les discriminations, de création d'entreprises, de services aux particuliers, d'économie solidaire, et en direction des cadres et des seniors...

Les enfants au cœur de la politique de la ville

RETARD SCOLAIRE (ECOLE PRIMAIRE) Paris - 2002

Part des élèves en retard
dans le total des élèves
(en primaire)



Moyenne Paris = 12,7%

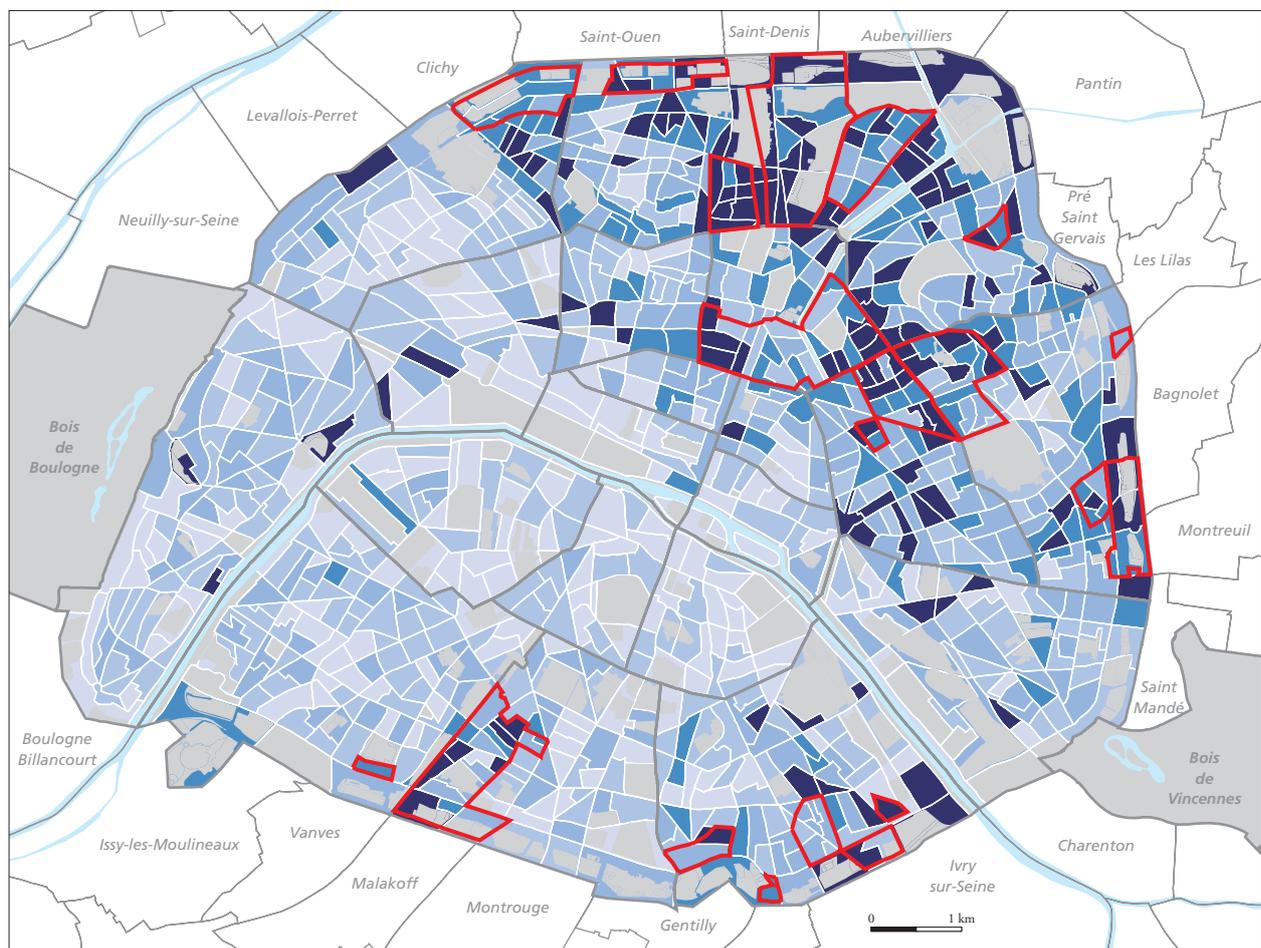


Les IRIS de moins de 20 habitants,
ainsi que les principaux
équipements apparaissent en gris.

Source : Ville de Paris, Sagesse 2002 (DASCO)

Les difficultés scolaires touchent particulièrement les enfants des quartiers de la politique de la ville. Alors qu'à Paris 13 % des élèves ont une année de retard en fin de primaire, ils sont 19 % dans les quartiers prioritaires, soit près d'un élève sur cinq. Dans les quartiers de la périphérie nord et dans celui de la Goutte-d'Or, le taux de redoublement est deux fois supérieur à la moyenne parisienne. L'échec aux examens est un autre symptôme. Les résultats 2004 au Brevet des collèges montrent que 58 % seulement des collégiens des quartiers prioritaires obtiennent leur diplôme, contre 70 % à Paris.

Ces difficultés sont à relier au problème de **l'évitement scolaire**. Les populations les plus aisées des quartiers ont tendance à contourner la carte scolaire en scolarisant leurs enfants, surtout au niveau du collège, dans des secteurs plus favorisés⁵. À Paris, un millier de dérogations (8 %) s'apparentent ainsi à de l'évitement, auquel s'ajoute l'évitement vers le privé qui concerne aussi des centaines d'élèves. Deux zones géographiques sont à l'origine des principales demandes de dérogation : le Nord-Est parisien et les environs du 14^e arrondissement.

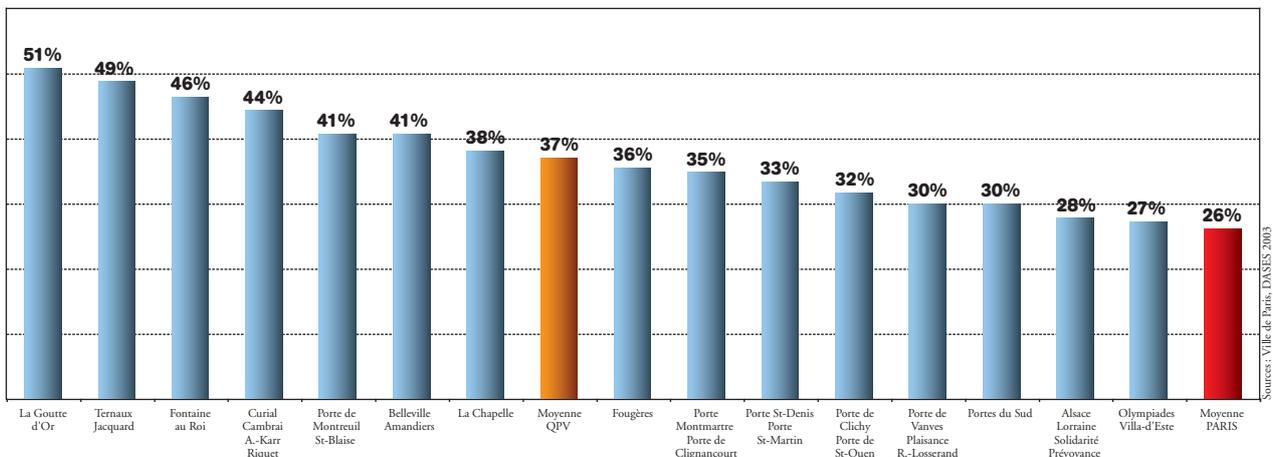


L'état de santé des enfants est un autre symptôme social. Les bilans de santé scolaire et en particulier bucco-dentaires effectués en 2003 mettent en évidence une prévalence supérieure à la moyenne de certaines affections dans les quartiers prioritaires. En dernière année de maternelle, 10 % des élèves souffrent d'obésité précoce, contre 8 % pour la moyenne parisienne. En CP, les bilans bucco-dentaires permettent de diagnostiquer **37 % d'élèves atteints d'au moins une carie dentaire non diagnostiquée**, la moyenne étant de 26 % à Paris. Ainsi, dans les groupes scolaires des quartiers de la Fontaine-au-Roi, de Ternaux-Jacquard (11^e arrondissement) et de la Goutte-d'Or (18^e arrondissement), un enfant sur deux a une carie non soignée et un sur quatre en a au moins quatre. Ces chiffres vont de pair avec **une répartition des professions de santé qui est au**

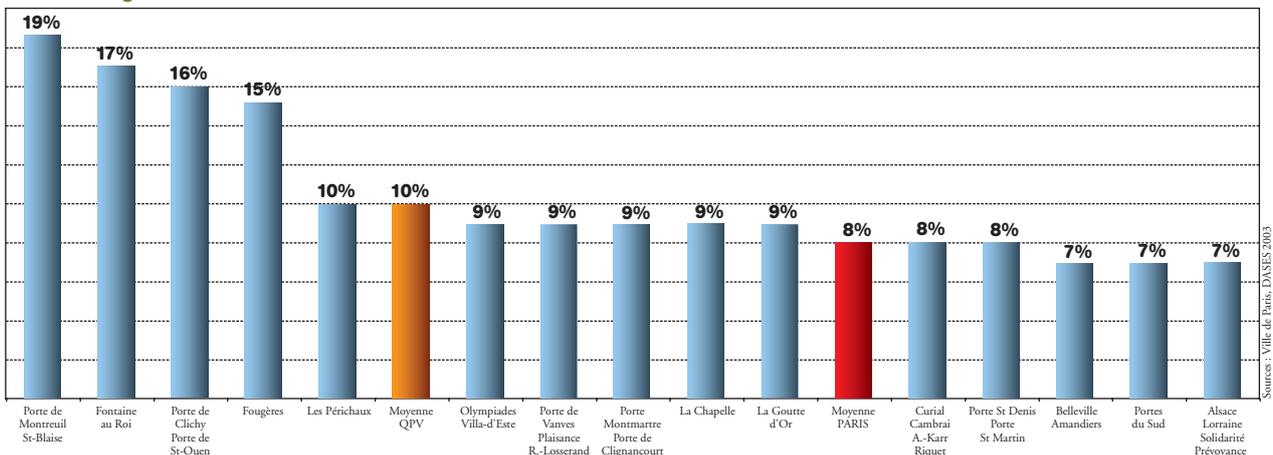
5. « *La sectorisation, l'affectation et l'évitement scolaire dans les classes de sixième à Paris en 2003* », Éducatifs et formations, n° 71, juin 2005.

désavantage des quartiers prioritaires. En 2005, le nombre de médecins généralistes pour 1 000 habitants est deux fois plus faible dans ces quartiers qu'en moyenne parisienne, et celui des médecins spécialistes, trois fois plus faible.

Caries dentaires en classe de CP - 2003



Obésité en grande section de maternelle - 2003



Les logements, en nombre insuffisant, mais qui s'améliorent

Pour les habitants des quartiers prioritaires, le logement est le plus souvent locatif et relève fréquemment du parc social HLM. En effet, 37 % des ménages sont logés dans le parc social, 37 % sont locataires dans le secteur privé et 21 % sont propriétaires. Les différences sont grandes d'un quartier à l'autre, certains quartiers étant totalement composés de logements sociaux et d'autres dominés par l'habitat privé.

Le parc HLM, d'une façon générale, fait l'objet d'un entretien suivi, avec de nombreuses opérations de réhabilitation ou de requalification. Alors que les quartiers prioritaires rassemblent 36 % des logements sociaux parisiens, ils ont bénéficié en 2003 de 54 % des programmes d'amélioration. Les programmes d'amélioration financés par la Palulos, en forte hausse entre 1999 et 2003, profitent largement aux quartiers prioritaires. Les procédures d'amélioration de la qualité de service (AQS) ont également permis la restructuration des espaces en pied d'immeuble dans les quartiers du GPRU.

Les créations de logements sociaux s'accroissent à Paris, mais elles se ralentissent dans les quartiers qui en comptent déjà beaucoup. Le financement de logements sociaux a

ainsi connu un ralentissement à partir de 2001 dans les quartiers prioritaires, alors même que le rythme de création de logements sociaux a plus que doublé⁶ dans la capitale. Il faut y voir le souci de la municipalité de ne pas concentrer à l'excès ce type de logements et de favoriser au contraire la mixité sociale.

Dans le parc privé, l'un des grands enjeux est celui de la résorption de l'insalubrité, qui concerne directement certains quartiers prioritaires. Parmi les 1 018 immeubles parisiens recensés comme particulièrement dégradés, 448 (45 %) sont situés dans les quartiers prioritaires, principalement ceux de Belleville et de la Goutte-d'Or. L'avancement du plan de résorption de l'insalubrité, engagé en 2002 par la Ville de Paris avec le soutien de l'État, profite en bonne partie à ces quartiers. Sur les 448 immeubles dégradés que comptent ces quartiers, 402 sont en voie de résorption sous l'égide d'un opérateur comme la Siemp, la Semavip, le Pacte de Paris, Urbanis ou les opérateurs d'Opah. De plus, 120 font l'objet d'une ou de plusieurs procédures : soixante-et-onze arrêtés d'insalubrité remédiable, vingt-cinq d'insalubrité irrémédiable, quatorze de péril et vingt-sept signalements au titre du saturnisme.



Un autre enjeu concerne **la hausse des prix de l'immobilier** qui n'épargne pas les quartiers prioritaires. Certes, les prix des appartements y sont en deçà des prix parisiens, puisqu'ils atteignent à peine trois quarts du prix moyen parisien. Mais la tendance observée en 2004-2005 est au rattrapage, avec une croissance des prix plus rapide que dans les arrondissements centraux.

Les actions à poursuivre concernent à la fois la réhabilitation de l'habitat social et la résorption de l'insalubrité. Dans un contexte de montée des prix, les dispositifs d'aide à l'accession à la propriété peuvent aussi bénéficier aux jeunes ménages qui font le choix de s'installer dans les quartiers prioritaires.

6. La Ville de Paris avait annoncé en 2004 son ambition de passer à 4 000 créations de logements sociaux par an. Ce chiffre a été atteint en 2004, tandis que l'objectif précédent de 3 500 logements avait été rempli en 2001, 2002, 2003.

LOGEMENTS INSALUBRES Paris - 2005

- logement insalubre (1 018 adresses)
- espace vert
- équipement
- QPV

Source : OEHI
Octobre 2005



ESPACES VERTS, ÉQUIPEMENTS SPORTIFS Paris - 2004

Type d'espaces vert

- espace vert public
- cimetière
- loisir en plein air

Type d'espaces sportif découvert

- terrain de sport
- stade
- terrain d'éducation physique

Type d'espaces sportif couvert

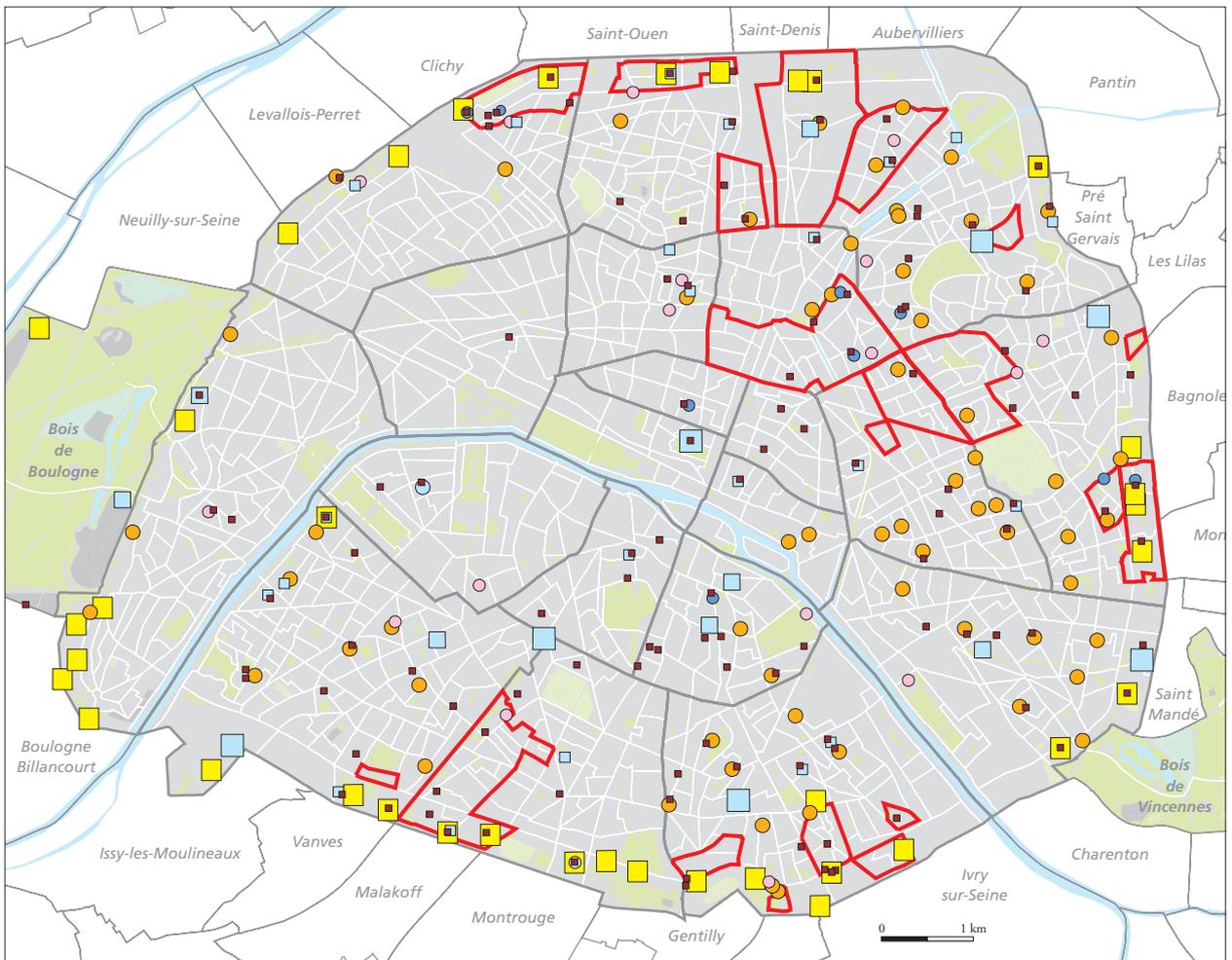
- salle de sport
- gymnase

Piscine

- plus de 800 m²
- de 400 à 800 m²
- moins de 400 m²
- bassin-école

QPV

Source : Apur 2004



Le cadre de vie est une notion qualitative, difficile à appréhender à travers les statistiques. Mais la desserte en espaces verts, la présence de services sociaux et la densité du tissu associatif sont des éléments qui peuvent être mesurés.

Un premier constat concerne les espaces verts, dont les quartiers prioritaires sont dans l'ensemble faiblement dotés. Certains sites périphériques jouissent d'importants espaces verts et surtout de grands équipements sportifs, mais d'autres, en particulier ceux situés dans les secteurs les plus centraux, en sont peu pourvus. C'est le cas de la Fontaine-au-Roi (11^e) et de Belleville-Amandiers (20^e), qui disposent chacun d'à peine deux équipements sportifs, soit moins d'un équipement pour 10 000 habitants.

Un effort important a été engagé par la Ville concernant les espaces verts dans les quartiers, en particulier ceux qui sont inscrits dans le Grand Projet de renouvellement urbain : embellissement de la dalle des Olympiades, espaces publics de la dalle d'Ivry et de Villa d'Este, jardins partagés au

Type d'équipements ou de services

	QPV Nombre pour 10 000 habitants	Paris Nombre pour 10 000 habitants
Équipements en faveur de la petite enfance et de la jeunesse	14,6	10,3
Équipements sportifs	2,4	1,4
Équipements culturels	1,9	2,9
Équipements en faveur de l'emploi	1,1	0,7
Services administratifs, sociaux, de police	2,3	2,2
Équipements de santé	2,3	2,5
Lieux d'hébergement pour les personnes âgées	0,8	1,0
Lieux d'hébergement pour les personnes en difficulté	0,7	0,6
Associations présentes sur le secteur	7,0	4,0

Source : Apur, 2003.

square Boutroux et à la porte de Vanves, réalisation du square Ginette-Neveu, jardin pédagogique d'Ornano, etc. De nombreux projets en cours d'étude vont être mis en œuvre dans les prochaines années.

Concernant l'offre de services sociaux, de crèches et d'équipements sportifs, elle est au contraire importante dans le quartier des Portes du Sud (13^e), de la porte Montmartre et de celle de Clignancourt (18^e), qui jouissent de plus de vingt équipements en faveur de la petite enfance et de la jeunesse et de plus de sept équipements sportifs pour 10 000 habitants.

Globalement, les quartiers sont mieux équipés que les autres parties du territoire parisien. Les équipements sportifs, ceux en faveur de la petite enfance et de l'emploi y sont proportionnellement plus nombreux qu'à l'échelle de Paris. En revanche, les quartiers prioritaires sont moins bien dotés en équipements culturels : on y compte deux équipements pour 10 000 habitants, contre trois pour 10 000 habitants à Paris. Le désenclavement en matière de transports et de déplacements fait aussi l'objet de premières réalisations telles que l'amélioration de la circulation piétonne sur les boulevards des Maréchaux ou la création de lignes de bus de quartier comme la traverse de Charonne.

Quant au tissu associatif, dont la vitalité participe du cadre de vie, il est inégalement présent. On compte dix associations pour 10 000 habitants dans les quartiers prioritaires du centre, au lieu de quatre à cinq associations pour 10 000 habitants sur les sites GPRU. Par rapport à l'ensemble de Paris, les associations culturelles sont surreprésentées dans les quartiers, mais, à l'inverse, peu d'associations ont pour objet les questions de santé et d'accès aux soins.

Glossaire	55
Quartiers de la politique de la ville - QPV	57
Porte Saint-Denis, porte Saint-Martin (10 ^e)	57
La Fontaine-au-Roi (11 ^e)	58
Ternaux-Jacquard (11 ^e)	59
Portes du Sud (13 ^e)	60
Olympiades, Villa d'Este (13 ^e)	61
Porte de Vanves, Plaisance, Raymond-Losserand (14 ^e)	62
Les Périciaux (15 ^e)	63
Porte de Clichy, porte de Saint-Ouen (17 ^e)	64
La Chapelle (18 ^e)	65
Porte Montmartre, porte de Clignancourt (18 ^e)	66
La Goutte-d'Or (18 ^e)	67
Curial-Cambrai, Alphonse-Karr, Riquet (19 ^e)	68
Alsace-Lorraine, Solidarité, Prévoyance (19 ^e)	69
Belleville-Amandiers (20 ^e)	70
Porte de Montreuil, Saint-Blaise (20 ^e)	71
Fougères (20 ^e)	72
Sites du Grand Projet de renouvellement urbain - GPRU	75
Les Olympiades (13 ^e)	75
Bédier, porte d'Ivry, Boutroux (13 ^e)	76
Plaisance, porte de Vanves (14 ^e)	77
Porte Pouchet (17 ^e)	78
Porte Montmartre, porte de Clignancourt (18 ^e)	79
Secteur Paris Nord-Est (18 ^e et 19 ^e)	80
Cité Michelet (19 ^e)	81
Porte de Vincennes (12 ^e et 20 ^e)	82
Porte des Lilas (19 ^e et 20 ^e)	83
Saint-Blaise (20 ^e)	84
Porte de Montreuil, Patrice-de-la-Tour-du-Pin (20 ^e)	85
Liste des indicateurs de l'observatoire des quartiers	86

Étrangers (recensement de la population 1999)

La population étrangère regroupe toutes les personnes de nationalité étrangère, qu'elles soient nées à l'étranger ou pas. Un étranger est donc défini en fonction du seul critère de sa nationalité actuelle.

Immigrés (recensement de la population 1999)

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangères et immigrées ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et, réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Nombre de familles avec enfants de moins de 25 ans (recensement de la population 1999)

Une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfants).

Familles monoparentales

(recensement de la population 1999)

Une famille monoparentale comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (et n'ayant pas d'enfants).

Nombre total d'actifs (recensement de la population 1999)

La population active au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent :

- exercer une profession (salariée ou non), même à temps partiel ;
- aider un membre de la famille dans son travail (même sans rémunération) ;
- être apprenti, stagiaire rémunéré... ;
- être militaire du contingent (tant que cette situation existait) ;
- être chômeur à la recherche d'un emploi.

Chômeurs (recensement de la population 1999)

Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeuses (inscrites ou non à l'ANPE), sauf si elles ont déclaré explicitement ne pas rechercher de travail.

Nombre de ménages (recensement de la population 1999)

On appelle ménage l'ensemble des occupants d'un même logement (occupé comme résidence principale), quels que soient les liens qui les unissent. Il peut se réduire à une seule personne.

Allocataires du RMI

(Caisse d'allocations familiales de Paris 2004)

Le revenu minimum d'insertion est versé à titre différentiel, sous condition de ressources. Il peut être cumulé totalement puis partiellement avec un revenu d'activité pendant un an maximum.

Seuil de bas revenus

(Caisse d'allocations familiales de Paris 2004)

Le seuil de bas revenu correspond à la moitié du revenu médian par unité de consommation. En 2004, le seuil de bas revenu s'établissait à 735 euros par unité de consommation.

Nombre total d'élèves en primaire (Ville de Paris 2002)

Nombre d'élèves scolarisés en école élémentaire publique (en cycle classique, du CP au CM2) au lieu de résidence.

Élèves en retard à l'école primaire (Ville de Paris 2002)

Nombre d'élèves ayant au moins une année de retard scolaire en école élémentaire publique (en cycle classique, du CP au CM2) au lieu de résidence.

Nombre de résidences principales

(recensement de la population 1999)

Une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par le ménage. Il y a ainsi égalité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages.

Logements SRU (Ville de Paris 2003)

Les logements sociaux, au sens de la loi sur la solidarité et le renouvellement urbain (SRU), sont :

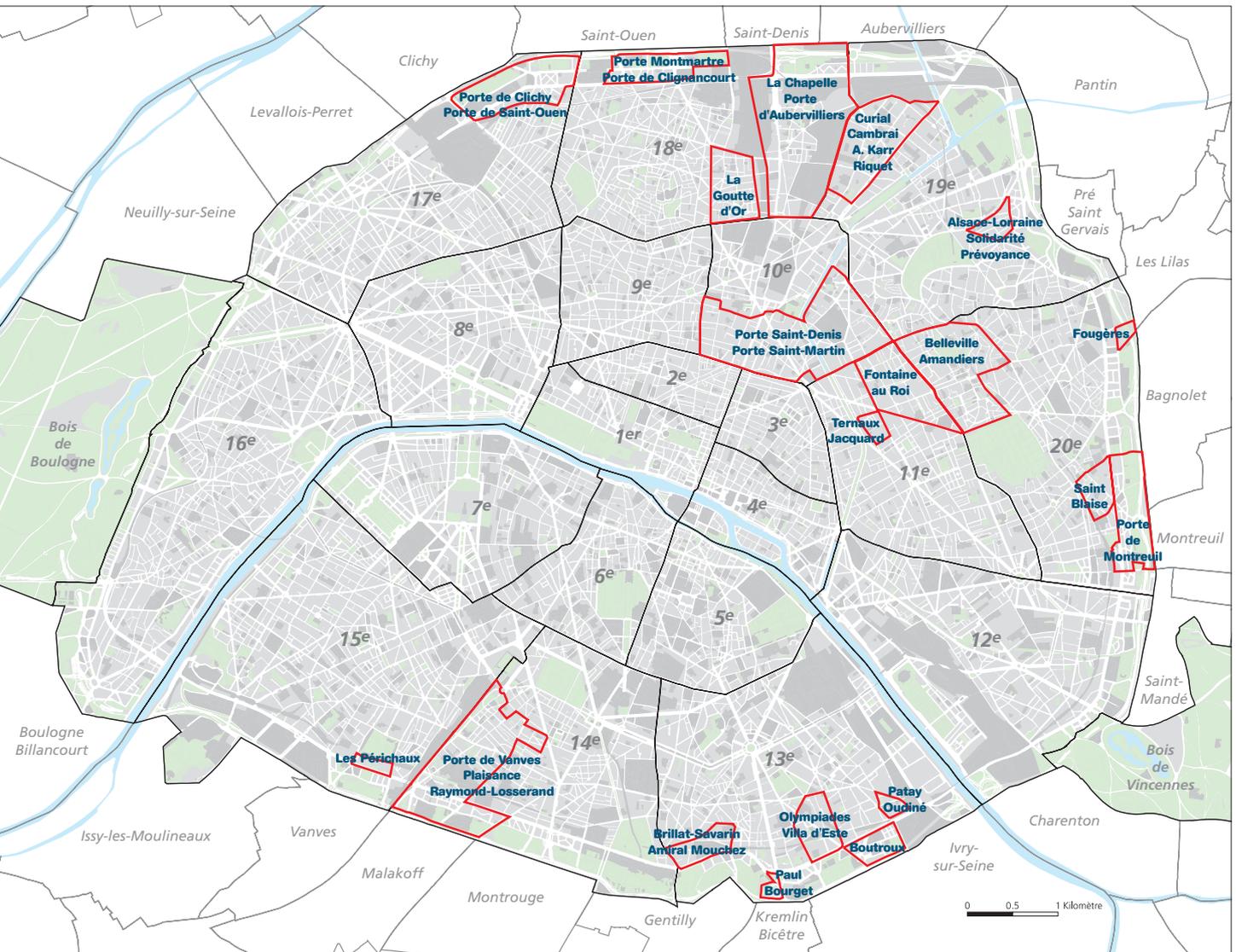
- les logements locatifs appartenant aux organismes d'habitations à loyers modérés, à l'exception, en métropole, de ceux construits ou acquis et améliorés depuis le 5 janvier 1977 et ne faisant pas l'objet d'une convention définie à l'article L. 351-2 (du code de la construction et de l'habitation) ;
- les autres logements conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 et dont l'accès est soumis à des conditions de ressources ;
- les logements appartenant aux sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer, les logements appartenant à l'Entreprise minière et chimique et aux sociétés à participation majoritaire des Houillères de bassin, aux sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France et à l'Établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais ;
- les logements ou les lits des logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs, de travailleurs migrants et des logements-foyers dénommés résidences sociales, conventionnés dans les conditions définies au paragraphe 5 de l'article L. 351-2, ainsi que les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale visées à l'article 185 du code de la famille et de l'aide sociale. Les lits des logements-foyers et les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont pris en compte dans des conditions fixées par décret.

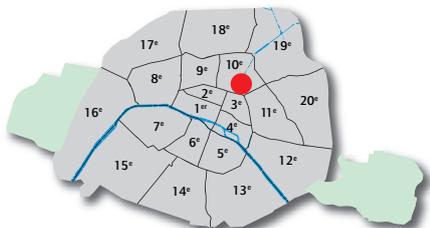
Logements sans confort

(recensement de la population 1999)

Les logements sans confort sont les logements dépourvus de W.-C., et de douche ou de baignoire.

QPV LES QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE

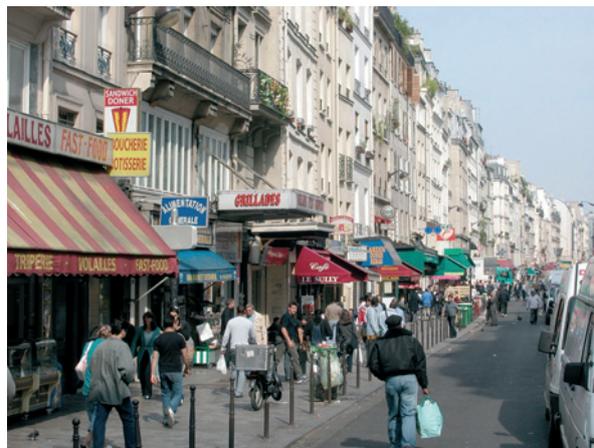




Ce quartier couvre toute la partie méridionale du 10^e arrondissement. Il est l'un des quartiers les plus vastes de ceux de la politique de la ville (145 ha) et le plus peuplé avec 60 000 habitants. C'est un quartier d'habitat ancien puisque 80 % des logements y ont été construits avant 1948. Il comporte 8,5 % de logements sociaux, soit beaucoup moins que la majorité des quartiers de la politique de la ville. Le parc de logements du quartier est par ailleurs, pour une forte part, concerné par l'inconfort (15 %, contre 10 % dans les quartiers prioritaires).

La situation socio-économique de ce secteur est très proche de celle observée sur l'ensemble du 10^e arrondissement et globalement plus favorable que celle de la totalité des quartiers prioritaires. La part des personnes vivant avec moins de 735 euros par mois est inférieure à celle des quartiers de la politique de la ville (14 % contre 19 %) ; les allocataires du RMI sont également moins nombreux que dans les quartiers prioritaires, mais de façon moins marquée (8 % contre 9 %).

Au niveau démographique, la part des jeunes de moins de 25 ans y est moins importante que dans les quartiers de la politique



Piétons rue du Faubourg-Saint-Denis.

de la ville (27 % contre 29 %). Le poids des familles monoparentales, nettement inférieur à celui des quartiers prioritaires (23 % contre près de 30 %) est à relier à la faible part de logements sociaux, habituellement destinés aux familles ayant des difficultés à se loger.

	Porte Saint-Denis Porte Saint-Martin		TOTAL QPV		10 ^e arr.		PARIS	
--	---	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	59 917	100,0%	350 390	100,0%	89 685	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	16 149	27,0%	102 602	29,3%	24 073	26,8%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	14 141	23,6%	71 571	20,4%	19 040	21,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	15 396	25,7%	86 035	24,6%	21 388	23,8%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	7 430	100,0%	44 651	100,0%	11 103	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	492	6,6%	3 068	6,9%	641	5,8%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	7 072	100,0%	45 446	100,0%	10 464	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	1 628	23,0%	13 486	29,7%	2 480	23,7%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	34 161	100,0%	185 102	100,0%	50 839	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	5 421	15,9%	31 468	17,0%	7 717	15,2%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	31 352	100,0%	167 693	100,0%	46 711	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	2 476	7,9%	14 758	8,8%	3 583	7,7%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	59 917	100,0%	350 390	100,0%	89 685	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	8 538	14,2%	66 617	19,0%	12 204	13,6%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

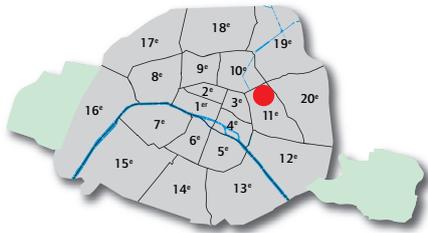
Nombre total d'élèves en primaire	2 295	100,0%	16 167	100,0%	3 405	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	412	18,0%	3 067	19,0%	583	17,1%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	31 352	100,0%	167 693	100,0%	46 711	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	2 666	8,5%	60 380	36,0%	4 263	9,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	4 746	15,1%	17 190	10,3%	6 744	14,4%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du nord-est du 11^e arrondissement jouxte les 10^e, 19^e et 20^e arrondissements. Sa superficie est de 53 ha et sa population est de 25 500 habitants.

De la même façon que les autres quartiers du centre de la capitale, le secteur de la Fontaine-au-Roi est formé d'une majorité d'immeubles anciens (70 % des logements y ont été construits avant 1948) et possède une faible part de logements sociaux (15 %, contre 36 % pour l'ensemble des quartiers prioritaires). Les logements du secteur présentent un taux d'inconfort particulièrement élevé (15 %, contre 10 % pour l'ensemble des quartiers).

Au niveau démographique, le quartier de la Fontaine-au-Roi se caractérise par une forte présence de population étrangère (26 %) et une part importante d'immigrés (30 %). Les allocataires du RMI y représentent près de 11 % du nombre de ménages, taux près de deux fois supérieur à celui observé à Paris (5,5 %). La part des jeunes de moins de 25 ans (28 %) y est plus élevée que la moyenne observée à Paris (26 %).



Rue de la Fontaine-au-Roi.

© Apur

	Fontaine-au-Roi		TOTAL QPV		11 ^e arr.		PARIS	
--	-----------------	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	25 545	100,0%	350 390	100,0%	149 166	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	7 062	27,6%	102 602	29,3%	36 875	24,7%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	6 807	26,6%	71 571	20,4%	24 612	16,5%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	7 752	30,3%	86 035	24,6%	29 794	20,0%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	3 327	100,0%	44 651	100,0%	18 021	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	219	6,6%	3 068	6,9%	829	4,6%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	2 772	100,0%	45 446	100,0%	15 612	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	764	27,6%	13 486	29,7%	4 185	26,8%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	14 303	100,0%	185 102	100,0%	84 677	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	2 674	18,7%	31 468	17,0%	11 668	13,8%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	13 658	100,0%	167 693	100,0%	82 579	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	1 542	11,3%	14 758	8,8%	5 694	6,9%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	25 545	100,0%	350 390	100,0%	149 166	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	4 939	19,3%	66 617	19,0%	18 370	12,3%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

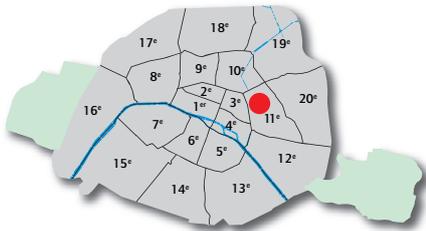
Nombre total d'élèves en primaire	939	100,0%	16 167	100,0%	4 822	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	188	20,0%	3 067	19,0%	787	16,3%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	13 658	100,0%	167 693	100,0%	82 579	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	2 022	14,8%	60 380	36,0%	7 530	9,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	2 039	14,9%	17 190	10,3%	9 813	11,9%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du 11^e arrondissement jouxte le boulevard Richard-Lenoir, entre les stations de métro Saint-Ambroise et Parmentier. Petit quartier de 7,1 ha, il regroupe 5 000 habitants. C'est un quartier d'habitat ancien (81 % des logements ont été construits avant 1948). Il compte seulement 3 % de logements sociaux HLM (36 % en moyenne dans les quartiers de la politique de la ville). Les caractéristiques socio-économiques du quartier Ternaux-Jacquard sont proches de celles du 11^e ou de Paris en général, et relativement éloignées de celles de l'ensemble des quartiers prioritaires. La part des chômeurs (14 % contre 17 %), celle des allocataires du RMI (5 % contre 9 %) et plus encore la proportion de foyers à bas revenus (10 % contre 19 %) sont autant de signes d'une évolution positive du secteur. Deux indicateurs sont à surveiller cependant : le retard scolaire d'un côté et le taux d'inconfort des logements de l'autre, avec des parts respectives de 21 % et 14 %, contre 19 % et 10 % en moyenne pour les quartiers prioritaires.



Rue Ternaux.

© Apur

	Ternaux - Jacquard		TOTAL QPV		11 ^e arr.		PARIS	
--	--------------------	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	4 946	100,0%	350 390	100,0%	149 166	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	1 159	23,4%	102 602	29,3%	36 875	24,7%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	865	17,5%	71 571	20,4%	24 612	16,5%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	992	20,1%	86 035	24,6%	29 794	20,0%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	554	100,0%	44 651	100,0%	18 021	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	19	3,4%	3 068	6,9%	829	4,6%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	480	100,0%	45 446	100,0%	15 612	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	136	28,3%	13 486	29,7%	4 185	26,8%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	2 808	100,0%	185 102	100,0%	84 677	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	401	14,3%	31 468	17,0%	11 668	13,8%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	2 906	100,0%	167 693	100,0%	82 579	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	143	4,9%	14 758	8,8%	5 694	6,9%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	4 946	100,0%	350 390	100,0%	149 166	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	512	10,4%	66 617	19,0%	18 370	12,3%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

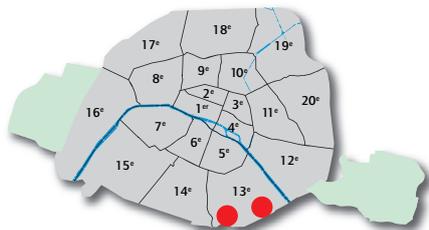
Nombre total d'élèves en primaire	130	100,0%	16 167	100,0%	4 822	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	27	20,8%	3 067	19,0%	787	16,3%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	2 906	100,0%	167 693	100,0%	82 579	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	97	3,3%	60 380	36,0%	7 530	9,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	421	14,5%	17 190	10,3%	9 813	11,9%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier se situe au sud du 13^e arrondissement et regroupe quatre secteurs. Sa superficie totale est de 47 ha, pour une population de 16 000 habitants. Il est composé d'une forte part de logements sociaux (53 %, contre une moyenne de 36 % pour l'ensemble des quartiers de la politique de la ville).

Les logements du secteur présentent un taux d'inconfort inférieur à la moyenne parisienne (9 % contre 10 %), même s'il reste plus élevé que celui du 13^e arrondissement (6 %).

La précarité de la population résidente semble moins marquée que dans l'ensemble des quartiers prioritaires ; la proportion d'allocataires du RMI est légèrement plus faible (8 % contre 9 %) et la part de la population vivant sous le seuil de bas revenu est inférieure, de 3 points, à celle de la moyenne des quartiers (16 % contre 19 %). Cependant, cette part reste importante si on la compare aux moyennes parisiennes et de l'arrondissement (autour de 10 %).

La population des Portes du Sud se caractérise enfin par une faible part d'étrangers et d'immigrés (12 % et 16 %, contre 20 % et 25 % pour celle de l'ensemble des quartiers prioritaires), ainsi que



Rue de l'Amiral-Mouchez.

par une faible proportion de jeunes de moins de 25 ans (seulement 26 %).

	Portes du Sud		TOTAL QPV		13 ^e arr.		PARIS	
--	---------------	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	15 784	100,0%	350 390	100,0%	171 577	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	4 130	26,2%	102 602	29,3%	45 985	26,8%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	1 937	12,3%	71 571	20,4%	20 363	11,9%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	2 512	15,9%	86 035	24,6%	29 186	17,0%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	1 853	100,0%	44 651	100,0%	22 081	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	118	6,4%	3 068	6,9%	764	3,5%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	1 964	100,0%	45 446	100,0%	21 032	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	624	31,8%	13 486	29,7%	6 054	28,8%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	8 027	100,0%	185 102	100,0%	90 777	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	1 331	16,6%	31 468	17,0%	10 302	11,3%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	7 463	100,0%	167 693	100,0%	84 564	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	587	7,9%	14 758	8,8%	4 367	5,2%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	15 784	100,0%	350 390	100,0%	171 577	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	2 518	16,0%	66 617	19,0%	18 724	10,9%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

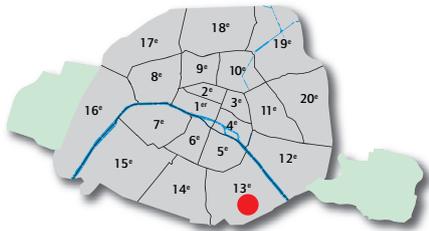
Nombre total d'élèves en primaire	589	100,0%	16 167	100,0%	7 077	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	115	19,5%	3 067	19,0%	842	11,9%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	7 463	100,0%	167 693	100,0%	84 564	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	3 940	52,8%	60 380	36,0%	26 369	31,2%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	653	8,7%	17 190	10,3%	5 315	6,3%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Vue aérienne des Olympiades.

© DU, Apur

Ce quartier se situe au sud du 13^e arrondissement, à proximité de la porte d'Ivry. Sa superficie est de 27 ha et il regroupe 18 500 habitants. C'est un quartier d'habitat récent (79 % des logements y ont été construits entre 1949 et 1981), avec 45 % de logements sociaux (36 % en moyenne pour les quartiers de la politique de la ville).

Le quartier des Olympiades se signale par sa part très importante de logements sociaux, comparativement à l'ensemble des secteurs de la politique de la ville. Les résidences principales du quartier sont d'ailleurs très peu concernées par l'inconfort, avec une part inférieure à 3 % contre 10 % en moyenne parisienne.

La situation socio-économique du quartier est plus favorable que celle observée dans les autres quartiers de la politique de la ville: le taux de chômage y est moins élevé (13 % contre 17 %), la part d'allocataires du RMI plus basse (6,5 % contre 9 %) et la proportion de population à bas revenus bien inférieure (14 % contre 19 %).

Les jeunes de 15 à 24 ans non diplômés y sont moins nombreux, leur taux étant équivalent à celui de Paris. Enfin, la proportion d'élèves en retard en primaire est la même qu'à l'échelle de la capitale (12 %), alors qu'elle est de 19 % dans les quartiers prioritaires.

	Olympiades Villa d'Este		TOTAL QPV		13 ^e arr.		PARIS	
--	-------------------------	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	18 665	100,0%	350 390	100,0%	171 577	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	5 649	30,3%	102 602	29,3%	45 985	26,8%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	3 715	19,9%	71 571	20,4%	20 363	11,9%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	5 844	31,3%	86 035	24,6%	29 186	17,0%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	2 507	100,0%	44 651	100,0%	22 081	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	109	4,3%	3 068	6,9%	764	3,5%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	2 768	100,0%	45 446	100,0%	21 032	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	720	26,0%	13 486	29,7%	6 054	28,8%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	9 785	100,0%	185 102	100,0%	90 777	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	1 321	13,5%	31 468	17,0%	10 302	11,3%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	7 829	100,0%	167 693	100,0%	84 564	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	509	6,5%	14 758	8,8%	4 367	5,2%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	18 665	100,0%	350 390	100,0%	171 577	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	2 674	14,3%	66 617	19,0%	18 724	10,9%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

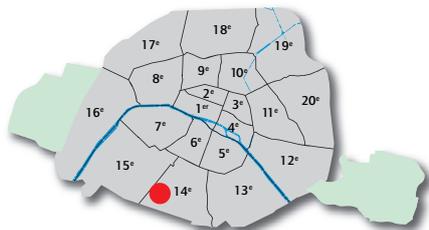
Nombre total d'élèves en primaire	1 079	100,0%	16 167	100,0%	7 077	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	130	12,0%	3 067	19,0%	842	11,9%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	7 829	100,0%	167 693	100,0%	84 564	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	3 551	45,4%	60 380	36,0%	26 369	31,2%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	208	2,7%	17 190	10,3%	5 315	6,3%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du sud-ouest du 14^e arrondissement jouxte la gare Montparnasse et les voies de chemin de fer jusqu'au périphérique, à la hauteur de la porte de Vanves. Sa superficie est de 115,5 ha et il regroupe 37 000 habitants.

C'est un quartier formé de plusieurs strates d'habitat (un quart des logements y ont été construits avant 1915, un quart dans l'entre-deux-guerres, un quart dans les années 1960-1970 et un quart dans les années 1980), avec 48 % de logements sociaux.

Le taux de chômage (12 %) de ce secteur est identique à celui observé à l'échelle de la capitale. La population percevant des aides (en particulier le RMI) est presque moitié moins nombreuse que celle des quartiers prioritaires (5 % contre 9 %) et même inférieure à la moyenne parisienne (5,4 %). Même constat pour la part de la population vivant sous le seuil de bas revenu (12 % contre 19 %) et pour la part de jeunes non diplômés (seulement 5 %). Le quartier se caractérise néanmoins par une part importante de familles monoparentales (35 % des familles avec enfants de moins de 25 ans, contre 30 % pour l'ensemble des quartiers). On notera enfin la faible part d'étrangers et d'immigrés dans le



HBM de la Porte de Vanves.

quartier, respectivement 12 % et 16 %, contre 20 % et 25 % pour la totalité des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

	Porte de Vanves Plaisance Raymond-Losserand		TOTAL QPV		14 ^e arr.		PARIS	
--	---	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	37 318	100,0%	350 390	100,0%	132 822	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	9 533	25,5%	102 602	29,3%	33 480	25,2%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	4 356	11,7%	71 571	20,4%	16 581	12,5%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	5 884	15,8%	86 035	24,6%	21 260	16,0%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	4 565	100,0%	44 651	100,0%	18 021	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	247	5,4%	3 068	6,9%	560	3,1%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	4 720	100,0%	45 446	100,0%	14 428	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	1 644	34,8%	13 486	29,7%	4 256	29,5%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	20 129	100,0%	185 102	100,0%	68 213	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	2 421	12,0%	31 468	17,0%	6 436	9,4%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	19 351	100,0%	167 693	100,0%	67 941	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	976	5,0%	14 758	8,8%	2 585	3,8%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	37 318	100,0%	350 390	100,0%	132 822	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	4 483	12,0%	66 617	19,0%	10 086	7,6%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

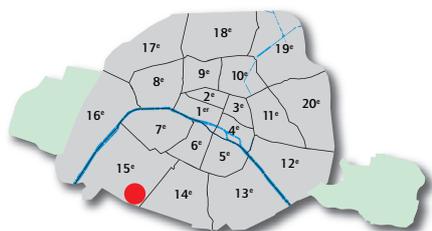
Nombre total d'élèves en primaire	1 313	100,0%	16 167	100,0%	4 351	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	234	17,8%	3 067	19,0%	458	10,5%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	19 351	100,0%	167 693	100,0%	67 941	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	9 276	47,9%	60 380	36,0%	14 345	21,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	1 089	5,6%	17 190	10,3%	5 000	7,4%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du sud-est du 15^e arrondissement se situe entre le parc Georges-Brassens et le boulevard Lefebvre. Petit quartier de 5,7 ha, il regroupe 2 600 habitants. C'est un quartier d'habitat récent (80 % des logements y ont été construits entre 1949 et 1981), avec 77 % de logements sociaux (36 % en moyenne pour les quartiers de la politique de la ville).

Composé pour plus des trois quarts (77 %) de logements sociaux, le quartier des Périchaux abrite une forte proportion de familles monoparentales (35 %, contre 24 % pour le 15^e arrondissement) et la part des jeunes de moins de 25 ans y est plus élevée que dans l'ensemble des quartiers prioritaires (24 % contre 29 %).

La situation sociale sur le périmètre est relativement plus favorable que dans les autres quartiers prioritaires : le poids des chômeurs (12 % contre 17 %), des allocataires du RMI (5 % contre 9 %) et la population de foyers à bas revenus (16 % contre 19 %) sont très en deçà de ceux des quartiers prioritaires. Ces chiffres se rapprochent d'ailleurs des moyennes parisiennes. On notera enfin que la population du quartier se compose d'une part d'étrangers et d'immigrés (9 % et 12 %), en proportion



Rue des Périchaux.

moins importante que celles observées à Paris et dans les quartiers prioritaires.

	Les Périchaux		TOTAL QPV		15 ^e arr.		PARIS	
--	---------------	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	2 643	100,0%	350 390	100,0%	225 467	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	634	24,0%	102 602	29,3%	54 157	24,0%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	251	9,5%	71 571	20,4%	24 790	11,0%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	308	11,7%	86 035	24,6%	32 459	14,4%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	312	100,0%	44 651	100,0%	26 768	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	19	6,1%	3 068	6,9%	631	2,4%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	356	100,0%	45 446	100,0%	24 660	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	124	34,8%	13 486	29,7%	5 969	24,2%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	1 267	100,0%	185 102	100,0%	120 516	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	147	11,6%	31 468	17,0%	10 627	8,8%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	1 352	100,0%	167 693	100,0%	123 195	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	69	5,1%	14 758	8,8%	3 742	3,0%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	2 643	100,0%	350 390	100,0%	225 467	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	411	15,6%	66 617	19,0%	13 758	6,1%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

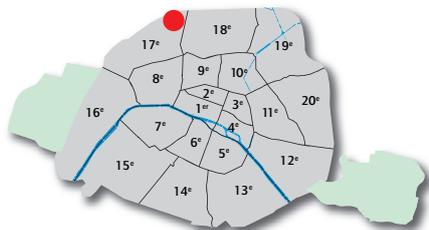
Nombre total d'élèves en primaire	106	100,0%	16 167	100,0%	6 873	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	20	18,9%	3 067	19,0%	544	7,9%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	1 352	100,0%	167 693	100,0%	123 195	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	1 041	77,0%	60 380	36,0%	14 598	11,8%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	39	2,9%	17 190	10,3%	8 631	7,0%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du nord-est du 17^e arrondissement se situe entre la petite ceinture et le boulevard périphérique, à la hauteur de Clichy et de Saint-Ouen, dans l'ancienne zone des fortifications. Sa superficie est de 56 ha et il regroupe 12 500 habitants. C'est un quartier d'habitat relativement récent, composé de plusieurs strates successives (36 % des logements y ont été construits entre 1915 et 1948, 39 % entre 1949 et 1981), avec 54 % de logements sociaux (36 % en moyenne pour les quartiers de la politique de la ville).

Au niveau démographique, le quartier se distingue par la présence de nombreuses familles monoparentales, qui représentent près de 35 % des familles avec enfants de moins de 25 ans, proportion atteignant près de 30 % pour la totalité des quartiers. La population vivant dans le secteur se compose d'une part d'étrangers et d'immigrés inférieure à la moyenne des quartiers prioritaires (17 % et 21 %, contre 20 % et 25 %).

Les indicateurs du chômage et des bas revenus confirment la présence d'une population modeste, avec des parts respectives de 19 % et 20 %, contre 17 % et 19 % pour l'ensemble des quar-

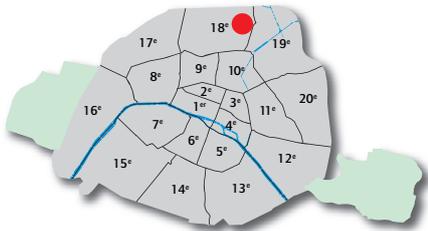


Rue Ernest-Roche.

tiers prioritaires. La part des allocataires du RMI est équivalente à celle des quartiers prioritaires, mais bien au-dessus de celle de la moyenne parisienne (8 % contre 5 %).

	Porte de Clichy Porte de Saint-Ouen		TOTAL QPV		17 ^e arr.		PARIS	
Démographie								
<i>données du RP 1999 (INSEE)</i>								
Population totale (sans double compte)	12 662	100,0%	350 390	100,0%	161 138	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	3 414	27,0%	102 602	29,3%	41 030	25,5%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	2 220	17,5%	71 571	20,4%	22 111	13,7%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	2 616	20,7%	86 035	24,6%	26 838	16,7%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	1 562	100,0%	44 651	100,0%	19 180	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	121	7,7%	3 068	6,9%	692	3,6%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	1 512	100,0%	45 446	100,0%	18 710	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	528	34,9%	13 486	29,7%	4 655	24,9%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	6 223	100,0%	185 102	100,0%	85 284	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	1 158	18,6%	31 468	17,0%	10 020	11,7%	135 759	12,0%
La précarité								
<i>données CAF 2004</i>								
Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	6 254	100,0%	167 693	100,0%	85 794	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	503	8,0%	14 758	8,8%	3 711	4,3%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	12 662	100,0%	350 390	100,0%	161 138	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	2 527	20,0%	66 617	19,0%	13 963	8,7%	228 731	10,8%
La petite enfance et l'éducation								
<i>données Ville de Paris - DASCO 2002</i>								
Nombre total d'élèves en primaire	587	100,0%	16 167	100,0%	5 690	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	100	17,0%	3 067	19,0%	614	10,8%	9 789	12,7%
Le logement et le cadre de vie								
<i>données du RP 1999 (INSEE)</i>								
Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	6 254	100,0%	167 693	100,0%	85 794	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	3 402	54,4%	60 380	36,0%	7 914	9,2%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	539	8,6%	17 190	10,3%	10 330	12,0%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier couvre la partie orientale du 18^e arrondissement, entre les voies de chemin de fer de la gare du Nord et la limite du 19^e arrondissement. C'est le plus vaste quartier de la politique de la ville, avec 162 ha et 34 600 habitants. L'habitat y est issu de différentes époques : 58 % des logements ont été construits avant 1948, 29 % entre 1949 et 1981, et 13 % entre 1982 et 1999. Moins d'un tiers des logements (31 %) sont gérés par des bailleurs sociaux, ce qui reste en deçà de la moyenne des quartiers, située à 36 %.

La population du quartier de la Chapelle déclare des revenus parmi les plus modestes de la capitale : plus de 23 % des habitants sont sous le seuil de bas revenu, alors que la moyenne des quartiers prioritaires se situe autour de 19 %. Toutefois, les bénéficiaires du RMI n'y sont pas surreprésentés par rapport à la moyenne des quartiers prioritaires et la part des chômeurs y est équivalente (19 % contre 17 %). La proportion de jeunes non diplômés y est importante et avoisine les 8 %, soit deux fois plus qu'à l'échelle de Paris.

À mi-chemin entre la porte Montmartre et le secteur de la



Impasse Raymond-Queneau.

Goutte-d'Or, le quartier de la Chapelle accueille enfin une population étrangère et immigrée nombreuse : elle représente près de 25 % de la population totale du secteur.

	La Chapelle	TOTAL QPV	18 ^e arr.	PARIS
--	-------------	-----------	----------------------	-------

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	34 627	100,0%	350 390	100,0%	184 581	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	10 763	31,1%	102 602	29,3%	46 519	25,2%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	8 607	24,9%	71 571	20,4%	35 213	19,1%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	9 665	27,9%	86 035	24,6%	40 839	22,1%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	4 235	100,0%	44 651	100,0%	19 740	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	329	7,8%	3 068	6,9%	1 321	6,7%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	4 684	100,0%	45 446	100,0%	20 916	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	1 420	30,3%	13 486	29,7%	6 269	30,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	18 443	100,0%	185 102	100,0%	102 589	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	3 526	19,1%	31 468	17,0%	17 358	16,9%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	15 802	100,0%	167 693	100,0%	99 689	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	1 597	10,1%	14 758	8,8%	8 460	8,5%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	34 627	100,0%	350 390	100,0%	184 581	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	8 040	23,2%	66 617	19,0%	32 782	17,8%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

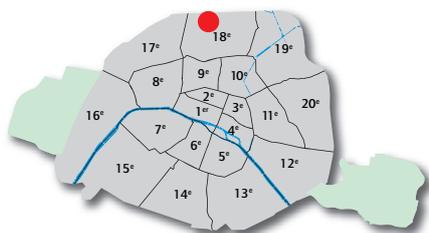
Nombre total d'élèves en primaire	1 720	100,0%	16 167	100,0%	7 511	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	385	22,4%	3 067	19,0%	1 393	18,5%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	15 802	100,0%	167 693	100,0%	99 689	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	4 919	31,1%	60 380	36,0%	16 966	17,0%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	1 894	12,0%	17 190	10,3%	12 029	12,1%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du nord du 18^e arrondissement se situe entre le boulevard Ney et le boulevard périphérique, à la hauteur de Saint-Ouen, dans l'ancienne zone des fortifications. Sa superficie est de 34,5 ha et il regroupe 9 000 habitants. C'est un quartier de l'entre-deux-guerres (70 % des logements y ont été construits avant 1948), composé exclusivement de logements sociaux.

La situation économique et sociale de ce secteur est particulièrement défavorable, comparativement aux autres quartiers prioritaires. Il concentre un nombre important de personnes vivant sous le seuil de bas revenu (33 %, contre 19 % dans l'ensemble des quartiers et 11 % pour Paris). La part des allocataires du RMI, en 2004, y était également plus élevée : ils représentaient 19 % des ménages contre 9 % dans l'ensemble des quartiers de la politique de la ville. Le poids des chômeurs y est tout aussi important, avec un taux de près de deux fois celui observé pour la moyenne parisienne (22 % contre 12 %). Environ un tiers de la population est âgé de moins de 25 ans et souvent non diplômé (8 %, soit deux fois plus que la moyenne parisienne).

La précarité se retrouve également au travers de la forte présence



Boulevard Ney.

de familles monoparentales (43 %, contre 30 % pour les quartiers prioritaires), mais aussi au niveau du retard scolaire observé en primaire (23 %, contre 13 % en moyenne à Paris).

	Porte Montmartre Porte de Clignancourt		TOTAL QPV		18 ^e arr.		PARIS	
--	---	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	8 795	100,0%	350 390	100,0%	184 581	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	2 883	32,8%	102 602	29,3%	46 519	25,2%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	1 519	17,3%	71 571	20,4%	35 213	19,1%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	1 758	20,0%	86 035	24,6%	40 839	22,1%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	1 379	100,0%	44 651	100,0%	19 740	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	115	8,3%	3 068	6,9%	1 321	6,7%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	1 264	100,0%	45 446	100,0%	20 916	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	546	43,2%	13 486	29,7%	6 269	30,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	3 905	100,0%	185 102	100,0%	102 589	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	876	22,4%	31 468	17,0%	17 358	16,9%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	3 661	100,0%	167 693	100,0%	99 689	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	691	18,9%	14 758	8,8%	8 460	8,5%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	8 795	100,0%	350 390	100,0%	184 581	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	2 864	32,6%	66 617	19,0%	32 782	17,8%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

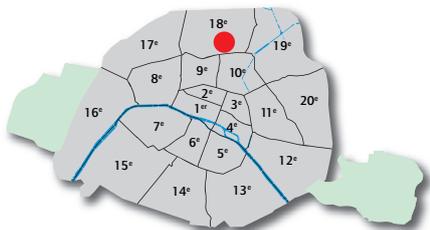
Nombre total d'élèves en primaire	482	100,0%	16 167	100,0%	7 511	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	112	23,2%	3 067	19,0%	1 393	18,5%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	3 661	100,0%	167 693	100,0%	99 689	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	3 985	108,9%	60 380	36,0%	16 966	17,0%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	61	1,7%	17 190	10,3%	12 029	12,1%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du sud du 18^e arrondissement forme un rectangle entre le boulevard de la Chapelle, le boulevard Barbès, la rue Ordener et les voies de chemin de fer de la gare du Nord. Sa superficie est de 38 ha et il regroupe 22 000 habitants. C'est un quartier d'habitat ancien, de l'entre-deux-guerres (81 % des logements y ont été construits avant 1948), avec 15 % de logements sociaux (36 % en moyenne pour les quartiers de la politique de la ville).

Le parc de logements y est essentiellement constitué de logements privés et largement concernés par l'inconfort (plus de 20 % des logements y sont jugés inconfortables, contre seulement 10 % pour les quartiers prioritaires).

Une part importante des habitants du quartier se trouve en situation de précarité: la proportion de chômeurs dépasse 23 % (contre 17 % dans les quartiers et 12 % à Paris) et le taux de jeunes non diplômés est le plus fort des quartiers prioritaires. La population percevant le RMI (12 %) ou ayant de bas revenus (27 %) est en proportion deux fois supérieure à celle constatée à l'échelle parisienne (respectivement 5 % et 11 %). Le retard sco-



Rue de Chartres.

laire y est également important : plus du quart des élèves sont déjà en retard à l'entrée en primaire (25 %, contre 13 % à Paris). Enfin, on notera la forte part d'immigrés et d'étrangers, qui représentent plus du tiers de la population totale.

	La Goutte-d'Or	TOTAL QPV	18 ^e arr.	PARIS
--	----------------	-----------	----------------------	-------

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	22 017	100,0%	350 390	100,0%	184 581	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	6 778	30,8%	102 602	29,3%	46 519	25,2%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	7 205	32,7%	71 571	20,4%	35 213	19,1%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	7 824	35,5%	86 035	24,6%	40 839	22,1%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	2 545	100,0%	44 651	100,0%	19 740	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	222	8,7%	3 068	6,9%	1 321	6,7%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	2 620	100,0%	45 446	100,0%	20 916	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	728	27,8%	13 486	29,7%	6 269	30,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	11 464	100,0%	185 102	100,0%	102 589	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	2 646	23,1%	31 468	17,0%	17 358	16,9%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	10 902	100,0%	167 693	100,0%	99 689	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	1 348	12,4%	14 758	8,8%	8 460	8,5%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	22 017	100,0%	350 390	100,0%	184 581	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	5 993	27,2%	66 617	19,0%	32 782	17,8%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

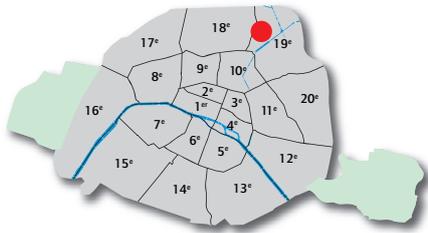
Nombre total d'élèves en primaire	1 035	100,0%	16 167	100,0%	7 511	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	267	25,8%	3 067	19,0%	1 393	18,5%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	10 902	100,0%	167 693	100,0%	99 689	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	1 663	15,3%	60 380	36,0%	16 966	17,0%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	2 202	20,2%	17 190	10,3%	12 029	12,1%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier couvre une partie du 19^e arrondissement située à l'ouest des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis, entre la rue du Maroc et les rues Curial et de Cambrai. Sa superficie est de 68 ha et il regroupe 34 600 habitants.

C'est un quartier d'habitat récent, composé de plusieurs strates successives (19 % des logements y ont été construits avant 1948, 70 % entre 1949 et 1981 et 10 % entre 1982 et 1989).

Le quartier Curial-Cambrai, Alphonse-Karr, Riquet se signale par la part importante de logements sociaux : ils représentent près de 57 % du nombre de résidences principales recensées sur le secteur, soit 21 points de plus que la moyenne observée dans l'ensemble des quartiers prioritaires. L'inconfort (5 %), souvent associé aux logements anciens, y est en conséquence moins fréquent. En revanche, le quartier se rapproche de la moyenne des quartiers prioritaires quant aux indicateurs de précarité observés. À noter toutefois la proportion plus élevée de foyers à bas revenus (23 %, contre 19 % pour l'ensemble des quartiers), mais aussi le poids considérable de jeunes de moins de 25 ans (un tiers de la population), dont une forte part ne sont pas diplômés (8 %).



HBM rue de Cambrai.

© Apur

	Curial-Cambrai Alphonse-Karr Riquet		TOTAL QPV		19 ^e arr.		PARIS	
--	---	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	34 628	100,0%	350 390	100,0%	172 587	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	11 495	33,2%	102 602	29,3%	52 370	30,3%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	6 224	18,0%	71 571	20,4%	29 753	17,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	8 915	25,7%	86 035	24,6%	38 769	22,5%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	4 807	100,0%	44 651	100,0%	21 029	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	373	7,8%	3 068	6,9%	1 373	6,5%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	5 213	100,0%	45 446	100,0%	23 483	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	1 480	28,4%	13 486	29,7%	6 395	27,2%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	17 093	100,0%	185 102	100,0%	88 719	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	3 031	17,7%	31 468	17,0%	14 485	16,3%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	14 287	100,0%	167 693	100,0%	79 022	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	1 320	9,2%	14 758	8,8%	6 808	8,6%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	34 628	100,0%	350 390	100,0%	172 587	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	7 853	22,7%	66 617	19,0%	33 244	19,3%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

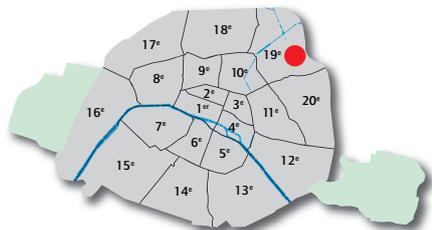
Nombre total d'élèves en primaire	1 958	100,0%	16 167	100,0%	9 040	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	333	17,0%	3 067	19,0%	1 576	17,4%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	14 287	100,0%	167 693	100,0%	79 022	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	8 119	56,8%	60 380	36,0%	26 923	34,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	654	4,6%	17 190	10,3%	5 364	6,8%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier de l'est du 19^e arrondissement forme un polygone entre les rues du Général-Brunet, David, Manin, et le boulevard Sérurier. Sa superficie est de 10,6 ha et il regroupe 5 300 habitants.

C'est un quartier d'habitat récent, composé de plusieurs strates successives (46 % des logements y ont été construits avant 1948 ; 51 % entre 1949), avec 84 % de logements sociaux (36 % en moyenne pour les quartiers de la politique de la ville).

Le quartier abrite une population connaissant des difficultés économiques et sociales particulièrement aiguës. Les familles monoparentales y représentent 40 % des familles avec enfants de moins de 25 ans (contre 30 % dans les quartiers), et la proportion de jeunes de moins de 25 ans est la plus élevée de tous les quartiers. La précarité y est très fortement présente et se traduit par des niveaux de revenus très modestes, un taux de chômage élevé et une forte proportion de bénéficiaires de minima sociaux. Le taux de chômage touche 22 % des habitants du secteur, contre 17 % dans les autres quartiers ; la part des foyers à bas revenus y est supérieure de 11 points (30 % contre 19 %), et les bénéficiaires du



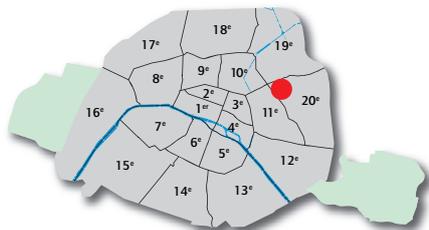
Rue Gaston-Pinot.

© Apur

RMI y sont proportionnellement deux fois plus nombreux que dans l'ensemble des quartiers prioritaires.

	Alsace-Lorraine Solidarité Prévoyance		TOTAL QPV		19 ^e arr.		PARIS	
Démographie								
<i>données du RP 1999 (INSEE)</i>								
Population totale (sans double compte)	5 342	100,0%	350 390	100,0%	172 587	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	1 998	37,4%	102 602	29,3%	52 370	30,3%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	991	18,6%	71 571	20,4%	29 753	17,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	1 304	24,4%	86 035	24,6%	38 769	22,5%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	797	100,0%	44 651	100,0%	21 029	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	64	8,0%	3 068	6,9%	1 373	6,5%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	828	100,0%	45 446	100,0%	23 483	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	332	40,1%	13 486	29,7%	6 395	27,2%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	2 471	100,0%	185 102	100,0%	88 719	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	540	21,9%	31 468	17,0%	14 485	16,3%	135 759	12,0%
La précarité								
<i>données CAF 2004</i>								
Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	2 135	100,0%	167 693	100,0%	79 022	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	328	15,4%	14 758	8,8%	6 808	8,6%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	5 342	100,0%	350 390	100,0%	172 587	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	1 583	29,6%	66 617	19,0%	33 244	19,3%	228 731	10,8%
La petite enfance et l'éducation								
<i>données Ville de Paris - DASCO 2002</i>								
Nombre total d'élèves en primaire	396	100,0%	16 167	100,0%	9 040	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	93	23,5%	3 067	19,0%	1 576	17,4%	9 789	12,7%
Le logement et le cadre de vie								
<i>données du RP 1999 (INSEE)</i>								
Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	2 135	100,0%	167 693	100,0%	79 022	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	1 788	83,7%	60 380	36,0%	26 923	34,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	84	3,9%	17 190	10,3%	5 364	6,8%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du nord-ouest du 20^e arrondissement jouxte les 19^e, 10^e et 11^e arrondissements. Sa superficie est de 86 ha et il regroupe 37 200 habitants.

Il est constitué de strates successives d'habitat (51 % des logements y ont été construits avant 1948, 27 % entre 1949 et 1981, et 21 % entre 1981 et 1999) et compte 36 % de logements sociaux.

Les caractéristiques socio-économiques des habitants du quartier sont le parfait reflet de la situation moyenne, mais non moins préoccupante, des quartiers prioritaires. Le chômage, les allocataires du RMI, la population vivant sous le seuil de bas revenu s'y retrouvent dans les mêmes proportions que pour l'ensemble des quartiers retenus au titre de la politique de la ville. La part des personnes vivant avec moins de 735 euros par mois et le nombre de chômeurs y sont très importants (respectivement 20 % et 8 %, contre 11 % et 5 % à l'échelle de Paris), et traduisent un niveau de précarité particulièrement aigu.

En matière d'habitat, la situation du secteur équivaut également aux moyennes des quartiers prioritaires, avec une proportion d'environ 36 % de logements gérés par des bailleurs sociaux et un



Vue depuis le jardin de Belleville.

taux d'inconfort avoisinant les 10 %. Le profil démographique du secteur se singularise toutefois avec une part de familles nombreuses légèrement moins marquée (27 % contre 30 %) et une plus forte proportion d'étrangers (23 % contre 20 %).

	Belleville Amandiers		TOTAL QPV		20 ^e arr.		PARIS	
--	-------------------------	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	37 275	100,0%	350 390	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	11 209	30,1%	102 602	29,3%	50 169	27,4%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	8 417	22,6%	71 571	20,4%	27 876	15,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	9 693	26,0%	86 035	24,6%	35 093	19,2%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	4 614	100,0%	44 651	100,0%	21 315	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	349	7,6%	3 068	6,9%	1 280	6,0%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	4 705	100,0%	45 446	100,0%	23 249	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	1 280	27,2%	13 486	29,7%	6 736	29,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	19 930	100,0%	185 102	100,0%	98 768	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	3 457	17,3%	31 468	17,0%	14 564	14,7%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	17 226	100,0%	167 693	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	1 542	9,0%	14 758	8,8%	7 061	7,8%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	37 275	100,0%	350 390	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	7 386	19,8%	66 617	19,0%	28 749	15,7%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

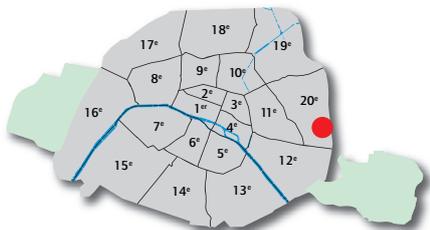
Nombre total d'élèves en primaire	1 809	100,0%	16 167	100,0%	8 197	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	327	18,1%	3 067	19,0%	1 308	16,0%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	17 226	100,0%	167 693	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	6 228	36,2%	60 380	36,0%	24 104	26,6%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	1 638	9,5%	17 190	10,3%	7 007	7,7%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Point de vue, rue de Bagnolet.

© Apur

Ce quartier de l'est du 20^e arrondissement est situé le long du boulevard Davout, au nord de la porte de Montreuil. Sa superficie est de 66 ha et il regroupe 27 000 habitants. C'est un quartier d'habitat récent (53 % des logements y ont été construits entre 1949 et 1999) avec 53 % de logements sociaux (36 % en moyenne pour les quartiers de la politique de la ville).

Le secteur porte de Montreuil – Saint-Blaise se signale par le poids important des familles monoparentales, qui représentent plus du tiers des familles avec enfants de moins de 25 ans (34 %, contre 26 % pour la moyenne parisienne). Il abrite une forte proportion de jeunes de moins de 25 ans (32 %, soit trois points de plus que la moyenne des quartiers prioritaires). Les indicateurs de précarité y sont élevés par rapport aux moyennes parisiennes et similaires aux moyennes des quartiers prioritaires : le chômage y avoisine les 17 %, contre 12 % à Paris ; la population des foyers à bas revenus est près de deux fois supérieure à celle constatée à l'échelle de la capitale (20 % contre 11 %), enfin le retard scolaire reste important avec près de 20 % d'élèves en difficulté à l'entrée en primaire.

	Porte de Montreuil Saint-Blaise		TOTAL QPV		20 ^e arr.		PARIS	
--	---------------------------------	--	-----------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	27 276	100,0%	350 390	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	8 739	32,0%	102 602	29,3%	50 169	27,4%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	3 924	14,4%	71 571	20,4%	27 876	15,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	5 084	18,6%	86 035	24,6%	35 093	19,2%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	3 742	100,0%	44 651	100,0%	21 315	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	236	6,3%	3 068	6,9%	1 280	6,0%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	4 068	100,0%	45 446	100,0%	23 249	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	1 400	34,4%	13 486	29,7%	6 736	29,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	13 729	100,0%	185 102	100,0%	98 768	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	2 294	16,7%	31 468	17,0%	14 564	14,7%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	12 335	100,0%	167 693	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	891	7,2%	14 758	8,8%	7 061	7,8%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	27 276	100,0%	350 390	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	5 386	19,7%	66 617	19,0%	28 749	15,7%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

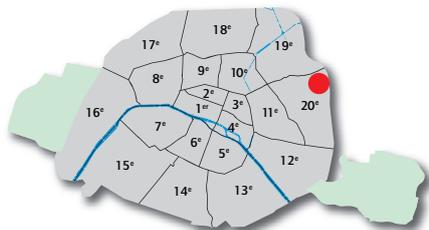
Nombre total d'élèves en primaire	1 502	100,0%	16 167	100,0%	8 197	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	295	19,6%	3 067	19,0%	1 308	16,0%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	12 335	100,0%	167 693	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	6 565	53,2%	60 380	36,0%	24 104	26,6%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	850	6,9%	17 190	10,3%	7 007	7,7%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier du nord-est du 20^e arrondissement est construit en bordure du périphérique, au sud de la porte des Lilas, dans l'ancienne zone de fortifications. Petit quartier de 4,2 ha, il regroupe 3 000 habitants. Il s'agit d'une ancienne cité d'urgence de l'après-guerre, démolie et reconstruite dans les années 1990. La part des logements sociaux y est de 95 % (36 % en moyenne pour les quartiers de la politique de la ville).

Le quartier se signale par la forte proportion de familles monoparentales (31 %, contre 26 % à Paris) et de jeunes de moins de 25 ans (plus de 34 % – deuxième chiffre le plus élevé des quartiers de la politique de la ville). Ces jeunes sont peu diplômés : 8 % d'entre eux n'ont aucun diplôme, contre moitié moins à Paris en moyenne.

Cette cité, quasiment exclusivement constituée de logements sociaux, connaît un faible taux d'inconfort (6 % contre 10 %). Les revenus de la population y sont très faibles ; près d'un tiers des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, contre seulement 11 % à Paris et 19 % dans l'ensemble des quartiers prioritaires. Le chômage est le même que celui constaté dans les quartiers de la poli-

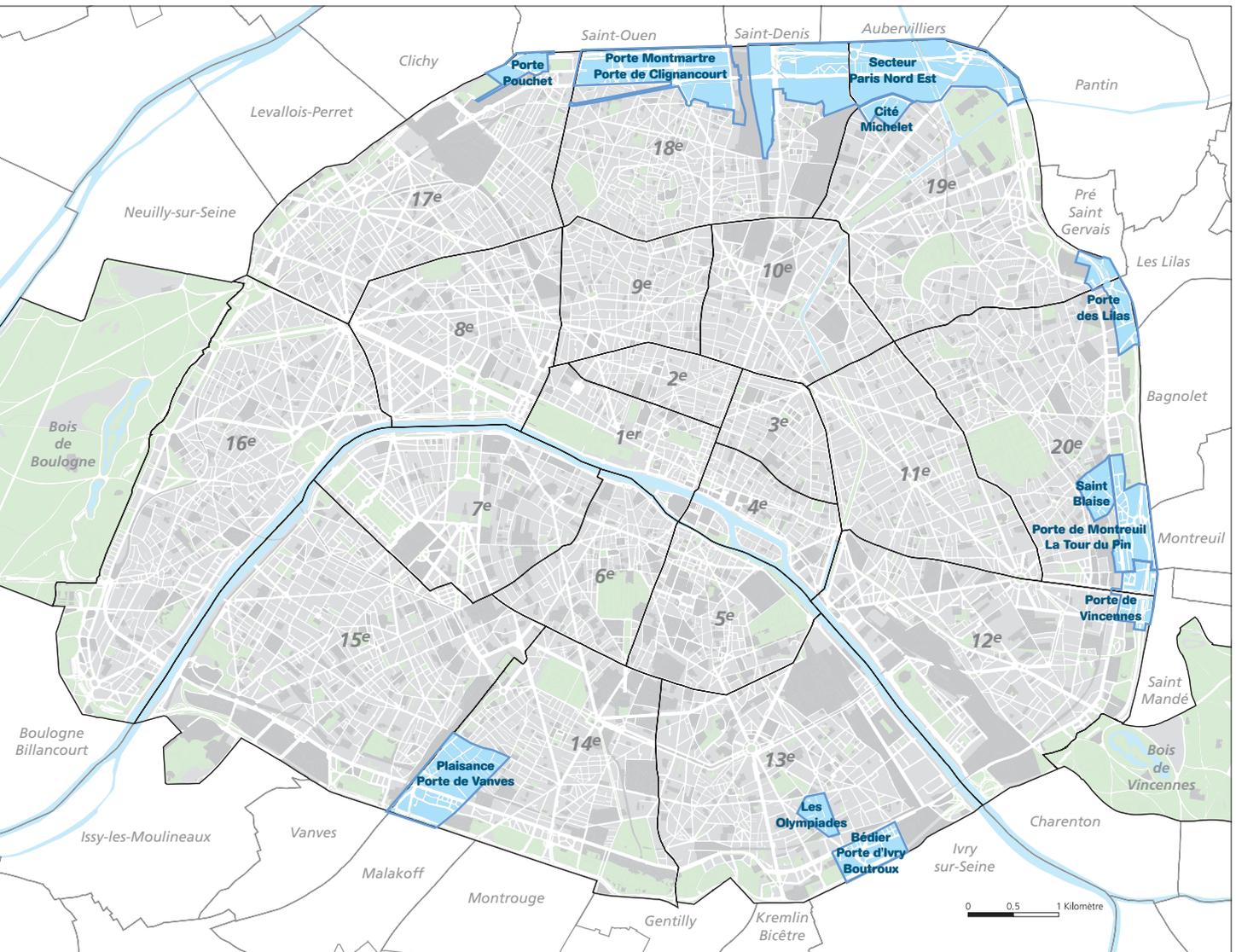


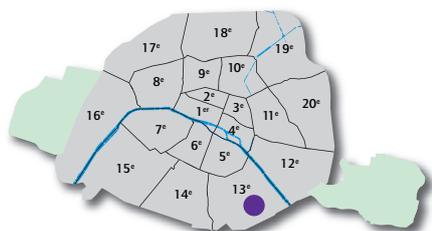
Angle de la rue des Fougères et de celle de Noisy-le-Sec.

tique de la ville : il touche près de 17 % de la population active, contre 12 % à l'échelle parisienne.

	Fougères		TOTAL QPV		20 ^e arr.		PARIS	
Démographie								
<i>données du RP 1999 (INSEE)</i>								
Population totale (sans double compte)	2 950	100,0%	350 390	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	1 007	34,1%	102 602	29,3%	50 169	27,4%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	392	13,3%	71 571	20,4%	27 876	15,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	488	16,5%	86 035	24,6%	35 093	19,2%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	422	100,0%	44 651	100,0%	21 315	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	36	8,5%	3 068	6,9%	1 280	6,0%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	420	100,0%	45 446	100,0%	23 249	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	132	31,4%	13 486	29,7%	6 736	29,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	1 364	100,0%	185 102	100,0%	98 768	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	224	16,4%	31 468	17,0%	14 564	14,7%	135 759	12,0%
La précarité								
<i>données CAF 2004</i>								
Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	1 180	100,0%	167 693	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	154	13,1%	14 758	8,8%	7 061	7,8%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	2 950	100,0%	350 390	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	910	30,8%	66 617	19,0%	28 749	15,7%	228 731	10,8%
La petite enfance et l'éducation								
<i>données Ville de Paris - DASCO 2002</i>								
Nombre total d'élèves en primaire	227	100,0%	16 167	100,0%	8 197	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	29	12,8%	3 067	19,0%	1 308	16,0%	9 789	12,7%
Le logement et le cadre de vie								
<i>données du RP 1999 (INSEE)</i>								
Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	1 180	100,0%	167 693	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	1 118	94,7%	60 380	36,0%	24 104	26,6%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	73	6,2%	17 190	10,3%	7 007	7,7%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers





Le quartier des Olympiades est un morceau de ville, construit sur dalle dans les années 1970, sur cinq niveaux superposés. Il comprend 3 100 logements, répartis dans des tours et des barres, dont 45 % de logements sociaux appartenant à l'Opac, et 55 % en copropriétés privées. Les espaces communs, dont la dalle et les infrastructures techniques, y sont gérés par une association syndicale soumise à la loi de 1865.

Le site rencontre de nombreuses difficultés, dues à sa configuration très particulière : des espaces ouverts au public, mal aménagés, anxieux, et difficiles à entretenir ; des équipements publics à requalifier ; la dégradation de la dalle et le poids des charges de copropriété en progression rapide.

Les enjeux principaux portent sur les modalités d'intervention de la collectivité sur la gestion de ce territoire, sur la définition des espaces libres d'accès à partir des pratiques et usages sociaux, et sur le maintien d'une mixité sociale.

Le projet de renouvellement urbain repose donc sur la requalification des accès et des liaisons entre la dalle et la ville, l'amélioration de la qualité résidentielle à travers une intervention sur l'ha-



Le quartier des Olympiades.

bitat, la requalification des équipements publics (écoles, crèches) ou la création de nouveaux équipements, la requalification sous la forme d'une opération publique du secteur du Stadium et le soutien au pôle commercial et économique.

	Les Olympiades	TOTAL GPRU	13 ^e arr.	PARIS
--	----------------	------------	----------------------	-------

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	8 419	100,0%	95 273	100,0%	171 577	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	2 438	29,0%	28 573	30,0%	45 985	26,8%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	1 125	13,4%	14 675	15,4%	20 363	11,9%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	1 920	22,8%	19 136	20,1%	29 186	17,0%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	1 106	100,0%	12 560	100,0%	22 081	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	46	4,2%	907	7,2%	764	3,5%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	1 260	100,0%	13 308	100,0%	21 032	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	328	26,0%	4 619	34,7%	6 054	28,8%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	4 436	100,0%	47 493	100,0%	90 777	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	507	11,4%	7 721	16,3%	10 302	11,3%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	3 690	100,0%	42 834	100,0%	84 564	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	234	6,3%	3 713	8,7%	4 367	5,2%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	8 419	100,0%	95 273	100,0%	171 577	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	1 112	13,2%	19 024	20,0%	18 724	10,9%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

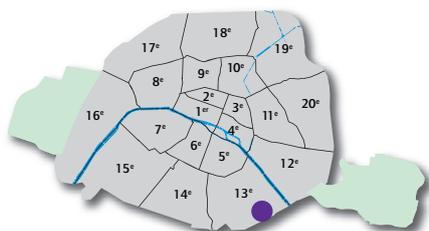
Nombre total d'élèves en primaire	461	100,0%	4 825	100,0%	7 077	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	63	13,7%	934	19,4%	842	11,9%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	3 690	100,0%	42 834	100,0%	84 564	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	2 015	54,6%	25 935	60,5%	26 369	31,2%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	53	1,4%	2 398	5,6%	5 315	6,3%	110 821	10,0%

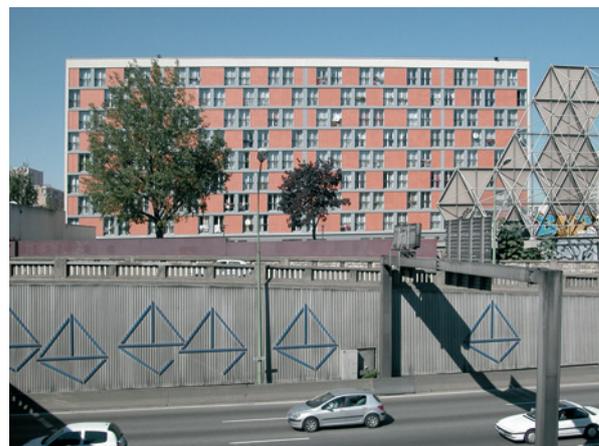
Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier de 4 000 habitants est situé entre le boulevard des Maréchaux et le périphérique, autour de la porte d'Ivry et jusqu'à la porte de Vitry. C'est un quartier excentré, d'habitat social (Opac et Sagi), connaissant d'importantes difficultés sociales.

Il présente cependant des atouts pour l'avenir : la réalisation du tramway sur les boulevards des Maréchaux en limite du quartier, des activités tertiaires et un pôle universitaire sur la ZAC Paris Rive Gauche, et une qualité paysagère qui mérite d'être confortée. Il est en même temps soumis à de fortes nuisances de bruit et de pollution liées à la proximité du boulevard périphérique.

Le projet de rénovation urbaine concerne plusieurs domaines d'intervention : la valorisation du caractère paysager du site, avec la restructuration et l'extension du square Boutroux ; le réaménagement de l'espace public en diminuant la place de la voiture ; le renforcement, l'adaptation et la création d'équipements en fonction des besoins sociaux (jardins partagés, création d'un espace jeune, d'un café associatif, amélioration de l'accès aux équipements sportifs, création d'une maison pour personnes âgées qui comprendrait une unité de soins à domicile) ; une opération de



Avenue de la Porte-d'Ivry.

construction-démolition de logements sociaux (tour T2, très exposée aux nuisances du boulevard périphérique) ; le renforcement des activités économiques et commerciales ; la construction d'une cinquantaine de logements en accession à la propriété, et le renforcement des liaisons avec Ivry.

	Bédier - Porte d'Ivry Boutroux		TOTAL GPRU		13 ^e arr.		PARIS	
--	-----------------------------------	--	------------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	4 044	100,0%	95 273	100,0%	171 577	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	1 049	25,9%	28 573	30,0%	45 985	26,8%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	524	13,0%	14 675	15,4%	20 363	11,9%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	744	18,4%	19 136	20,1%	29 186	17,0%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	521	100,0%	12 560	100,0%	22 081	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	33	6,3%	907	7,2%	764	3,5%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	464	100,0%	13 308	100,0%	21 032	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	176	37,9%	4 619	34,7%	6 054	28,8%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	2 073	100,0%	47 493	100,0%	90 777	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	328	15,8%	7 721	16,3%	10 302	11,3%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	2 005	100,0%	42 834	100,0%	84 564	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	138	6,9%	3 713	8,7%	4 367	5,2%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	4 044	100,0%	95 273	100,0%	171 577	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	597	14,8%	19 024	20,0%	18 724	10,9%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

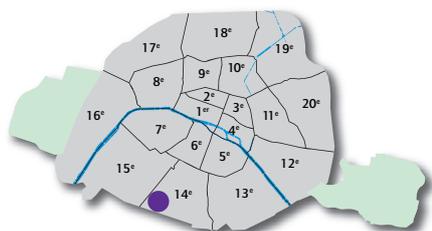
Nombre total d'élèves en primaire	136	100,0%	4 825	100,0%	7 077	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	28	20,6%	934	19,4%	842	11,9%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	2 005	100,0%	42 834	100,0%	84 564	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	994	49,6%	25 935	60,5%	26 369	31,2%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	251	12,5%	2 398	5,6%	5 315	6,3%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Secteur de la porte de Vanves.

© P. Guignard@images.net

Le site est marqué par d'importantes coupures urbaines : le boulevard périphérique, le boulevard Brune, le réseau ferré de la gare Montparnasse et les grandes emprises occupées par les hôpitaux Broussais et Saint-Joseph. Il présente plusieurs sous-secteurs socialement hétérogènes. Les projets structurants comme la couverture du périphérique, le tramway sur les boulevards des Maréchaux et la transformation du site hospitalier de Broussais constituent des éléments moteurs pour l'avenir de l'ensemble de ce quartier. Le projet de territoire, approuvé par le Conseil de Paris début 2004, porte sur la requalification des différents sous-secteurs. Il est prévu de créer un cœur de quartier à la porte de Vanves, passant par la création de nouvelles structures comme un centre social, un équipement de la petite enfance et des locaux d'activité. La réalisation d'une porte urbaine et paysagère sur la couverture du périphérique, avec l'aménagement d'un jardin public, et la construction en bordure de petits bâtiments permettront d'y créer un lieu d'animation et d'activités économiques, et de recoudre le tissu urbain entre Paris et la banlieue. Sont envisagées également la réalisation d'un hôtel d'activité (6 000 m²), la

création et l'amélioration d'équipements de proximité, ainsi que l'amélioration des ensembles de logements sociaux par des travaux de réhabilitation et la requalification des espaces extérieurs. Parallèlement, une dynamique sociale et culturelle est mise en place sur l'ensemble du quartier. Elle passe par l'adaptation de l'offre en matière de santé, le renforcement de services destinés aux personnes âgées, nombreuses sur ce quartier, l'amélioration de l'accès au droit et à la citoyenneté, et par des actions visant à l'insertion sociale et professionnelle des habitants.

	Plaisance Porte de Vanves		TOTAL GPRU		14 ^e arr.		PARIS	
--	------------------------------	--	------------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	19 198	100,0%	95 273	100,0%	132 822	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	4 810	25,1%	28 573	30,0%	33 480	25,2%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	2 258	11,8%	14 675	15,4%	16 581	12,5%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	3 252	16,9%	19 136	20,1%	21 260	16,0%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	2 216	100,0%	12 560	100,0%	18 021	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	148	6,7%	907	7,2%	560	3,1%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	2 588	100,0%	13 308	100,0%	14 428	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	956	36,9%	4 619	34,7%	4 256	29,5%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	9 989	100,0%	47 493	100,0%	68 213	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	1 262	12,6%	7 721	16,3%	6 436	9,4%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	9 712	100,0%	42 834	100,0%	67 941	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	523	5,4%	3 713	8,7%	2 585	3,8%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	19 198	100,0%	95 273	100,0%	132 822	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	2 458	12,8%	19 024	20,0%	10 086	7,6%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

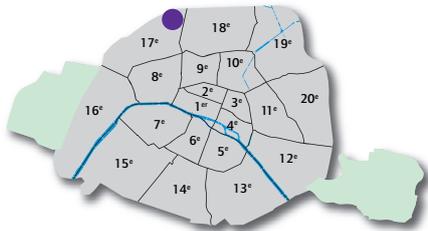
Nombre total d'élèves en primaire	635	100,0%	4 825	100,0%	4 351	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	127	20,0%	934	19,4%	458	10,5%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	9 712	100,0%	42 834	100,0%	67 941	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	5 232	53,9%	25 935	60,5%	14 345	21,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	385	4,0%	2 398	5,6%	5 000	7,4%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Secteur de la porte Pouchet.

Ce site couvre partiellement le quartier de la porte de Clichy/porte de Saint-Ouen, classé en zone urbaine sensible. Il est situé en bordure du boulevard périphérique et comprend trois immeubles de logements sociaux entourés de services urbains (ateliers municipaux, préfourrière, annexe d'une caserne de pompiers, laboratoire de la Direction de la voirie et des déplacements) et des équipements (école Bessières, collège et lycée Balzac, stade Max-Roussié et l'école Moshé-Sharet) peu ouverts sur le quartier. Les 326 logements sociaux appartiennent à l'Opac.

Le projet de territoire approuvé fin 2004 combine des programmes urbain, économique et social.

Il tient compte de l'articulation de deux échelles : celle des échanges périphériques et intercommunaux, et celle de la vie locale des habitants. Il prévoit une requalification générale du site (aménagement des espaces publics, espaces verts, création d'un mail permettant de mieux le relier aux communes voisines et une intervention importante sur le logement, fondée sur le maintien sur place des habitants : construction de 216 logements sociaux (140 logements sociaux pour le relogement, le reste en logements in-

termédiaires ou en accession à la propriété), démolition de la tour Borel (96 logements) et d'une partie de la barre du même nom de 44 logements – tour située à l'aplomb du périphérique et la partie de la barre la plus proche de celui-ci –, réhabilitation ambitieuse de la tour Bois-le-Prêtre. Le projet prévoit aussi la création d'équipements collectifs, la relocalisation des services urbains, ainsi que la libération d'emprises pour le développement économique et commercial du site, en synergie avec les implantations sur Saint-Ouen et sur Clichy.

L'opération de renouvellement urbain sera réalisée sous forme de ZAC.

	Porte Pouchet		TOTAL GPRU		17 ^e arr.		PARIS	
--	---------------	--	------------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	1 911	100,0%	95 273	100,0%	161 138	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	683	35,7%	28 573	30,0%	41 030	25,5%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	493	25,8%	14 675	15,4%	22 111	13,7%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	520	27,2%	19 136	20,1%	26 838	16,7%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	335	100,0%	12 560	100,0%	19 180	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	31	9,3%	907	7,2%	692	3,6%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	272	100,0%	13 308	100,0%	18 710	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	100	36,8%	4 619	34,7%	4 655	24,9%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	851	100,0%	47 493	100,0%	85 284	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	193	22,7%	7 721	16,3%	10 020	11,7%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	607	100,0%	42 834	100,0%	85 794	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	93	15,3%	3 713	8,7%	3 711	4,3%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	1 911	100,0%	95 273	100,0%	161 138	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	491	25,7%	19 024	20,0%	13 963	8,7%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

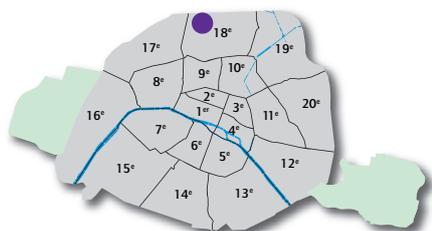
Nombre total d'élèves en primaire	116	100,0%	4 825	100,0%	5 690	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	23	19,8%	934	19,4%	614	10,8%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	607	100,0%	42 834	100,0%	85 794	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	669	110,2%	25 935	60,5%	7 914	9,2%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	22	3,6%	2 398	5,6%	10 330	12,0%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Le site GPRU des portes Montmartre, de Clignancourt et des Poissonniers correspond au quartier inscrit en politique de la ville depuis de nombreuses années. Il est marqué par de grandes coupures urbaines – le boulevard périphérique et le boulevard Ney, sources de nuisances et de bruit importants –, ainsi que par de grandes emprises occupées par l'hôpital Bichat, le ministère de la Défense et la RATP. La vie dans le secteur est également rythmée par l'activité des Puces trois jours par semaine. Le projet de territoire de ces secteurs a été approuvé par le Conseil de Paris en février 2004. Il a mobilisé plusieurs centaines d'acteurs de terrain (habitants, associations et institutions) sur l'ensemble des problématiques sociales (phénomènes de précarisation, santé, accès à l'emploi, situations scolaires, prévention et sécurité). Dans le domaine urbain, le projet identifie trois secteurs d'intervention sur chacune des portes où se pose la question du devenir des tours de logements sociaux. Les études sont en cours sur la porte de Clignancourt et celle des Poissonniers. S'agissant de la porte Montmartre, l'opération de renouvellement urbain vise, après démolition de la tour Montmartre (83 logements) et des équipe-



Immeubles du boulevard Ney.

ments publics existants, la recomposition globale de l'îlot Binet (reconstruction d'un ensemble d'équipements publics composé d'un centre d'animation, avec une salle polyvalente, d'une bibliothèque, d'un centre de santé), la construction de nouveaux logements sociaux (83 logements) pour le relogement et d'une quarantaine de logements intermédiaires et en accession à la propriété, et des programmes économiques. La réalisation de ce projet sera confiée à un aménageur. Sur les trois secteurs, le programme de réhabilitation et « résidentialisation » des HBM sera poursuivi, ainsi que la valorisation des espaces publics. Sur l'ensemble des programmes, une large place est laissée au développement économique.

	Porte Montmartre Porte de Clignancourt		TOTAL GPRU		18 ^e arr.		PARIS	
--	---	--	------------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	11 914	100,0%	95 273	100,0%	184 581	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	3 719	31,2%	28 573	30,0%	46 519	25,2%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	2 290	19,2%	14 675	15,4%	35 213	19,1%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	2 527	21,2%	19 136	20,1%	40 839	22,1%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	1 750	100,0%	12 560	100,0%	19 740	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	152	8,7%	907	7,2%	1 321	6,7%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	1 575	100,0%	13 308	100,0%	20 916	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	639	40,6%	4 619	34,7%	6 269	30,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	5 549	100,0%	47 493	100,0%	102 589	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	1 215	21,9%	7 721	16,3%	17 358	16,9%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	5 154	100,0%	42 834	100,0%	99 689	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	820	15,9%	3 713	8,7%	8 460	8,5%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	11 914	100,0%	95 273	100,0%	184 581	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	3 438	28,9%	19 024	20,0%	32 782	17,8%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

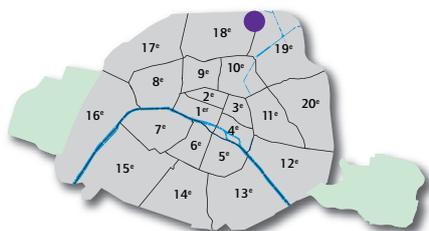
Nombre total d'élèves en primaire	609	100,0%	4 825	100,0%	7 511	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	136	22,3%	934	19,4%	1 393	18,5%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	5 154	100,0%	42 834	100,0%	99 689	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	4 188	81,3%	25 935	60,5%	16 966	17,0%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	252	4,9%	2 398	5,6%	12 029	12,1%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Le site de Paris Nord-Est est un vaste territoire (200 ha), entre la porte de la Chapelle et celle de la Villette, où alternent quartiers d'habitat social, vastes emprises ferroviaires, bâtiments d'activité et de logistique, et friches urbaines. Il inclut 2500 logements sociaux, dont plus de 1300 (logements HBM) sont situés dans le quartier Charles-Hermitte (18^e arrondissement), actuellement classé en ZUS.

Sur ce site, la Ville de Paris a engagé un vaste projet de redynamisation à la fois urbain, économique et social. Le projet global d'aménagement de l'ensemble du périmètre de Paris Nord-Est est en cours d'élaboration. Le projet urbain repose sur deux hypothèses de programmation (30 ou 34 % de logements) et deux hypothèses de densité (900 000 ou 1 100 000 m² de SHON). Un des objectifs majeurs poursuivis est de réintégrer les actuels isolats d'habitat dans la ville, tant côté Paris que côté Plaine-Commune. Parallèlement, pour améliorer les conditions de vie des habitants sans attendre la réalisation de ce projet de long terme, des actions de proximité sont mises en œuvre. Les principales opérations publiques sur le territoire de Paris Nord-Est portent sur des projets



Vue sur le boulevard Ney depuis les entrepôts Calberson.

de réhabilitation de logements sociaux existants ou à leurs abords, sur la construction de nouveaux logements sociaux – plus de 1 800 logements sociaux pourraient ainsi être construits d'ici à 2020 dans Paris Nord-Est –, sur la requalification des principaux espaces publics (avenue de la Porte-de-la-Chapelle, avenue de la Porte-d'Aubervilliers, berges du canal Saint-Denis), ainsi que sur la création d'espaces verts supplémentaires.

Une première ZAC a été créée sur le secteur Claude-Bernard.

	Secteur Paris Nord-Est		TOTAL GPRU		18 ^e + 19 ^e arr.		PARIS	
--	------------------------	--	------------	--	--	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	11 103	100,0%	95 273	100,0%	357 168	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	3 599	32,4%	28 573	30,0%	98 889	27,7%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	2 291	20,6%	14 675	15,4%	64 966	18,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	2 741	24,7%	19 136	20,1%	79 608	22,3%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	1 406	100,0%	12 560	100,0%	40 769	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	116	8,3%	907	7,2%	2 694	6,6%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	1 572	100,0%	13 308	100,0%	44 399	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	460	29,3%	4 619	34,7%	12 664	28,5%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	5 648	100,0%	47 493	100,0%	191 308	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	974	17,2%	7 721	16,3%	31 843	16,6%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	4 530	100,0%	42 834	100,0%	178 711	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	487	10,8%	3 713	8,7%	15 268	8,5%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	11 103	100,0%	95 273	100,0%	357 168	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	2 889	26,0%	19 024	20,0%	66 026	18,5%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

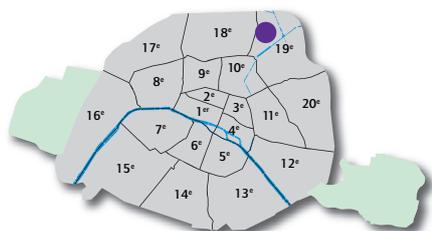
Nombre total d'élèves en primaire	673	100,0%	4 825	100,0%	16 551	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	153	22,7%	934	19,4%	2 969	17,9%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	4 530	100,0%	42 834	100,0%	178 711	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	2 979	65,8%	25 935	60,5%	43 889	24,6%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	245	5,4%	2 398	5,6%	17 393	9,7%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Composée de seize tours de dix-huit étages et d'une barre de huit étages pour un total de 1 783 logements et plus de 4 550 habitants, la cité Michelet constitue un des plus importants ensembles de logements sociaux de Paris. L'Opac est le bailleur unique et le propriétaire de la totalité du foncier, à l'exception des équipements publics. Isolée au nord et à l'ouest par le réseau SNCF, à l'est par de grands îlots fermés issus des emprises industrielles, la cité constitue un ensemble homogène, dense et enclavé. Elle présente des caractéristiques comparables à certaines banlieues : absence de diversité fonctionnelle et sociale, voies privées en impasses donnant accès aux équipements publics, absence de délimitation entre espaces privés et espaces publics.

Le projet de requalification de la cité, en cours de réalisation, porte sur la « résidentialisation » des immeubles de logements, la redéfinition des fonctions des espaces publics et privés entre les tours, la reconstruction, la création ou la reconstruction de tous les équipements publics, et la dynamisation du linéaire commercial existant et du marché forain. La réalisation de locaux d'activité en pied de tour et en front de rue permettra d'ouvrir la cité



École maternelle au pied de la cité Michelet.

sur l'extérieur et d'y créer de l'emploi.

Le projet de requalification est accompagné d'un volet social important. Les principales actions portent sur la lutte contre la précarité et le soutien à la création d'activités, la prévention sociale, en particulier en direction de la petite enfance et de la famille, les actions socioculturelles en faveur de la jeunesse, le soutien à la vie associative et la gestion urbaine de proximité.

	Cité Michelet		TOTAL GPRU		19 ^e arr.		PARIS	
--	---------------	--	------------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	7 055	100,0%	95 273	100,0%	172 587	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	2 327	33,0%	28 573	30,0%	52 370	30,3%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	1 215	17,2%	14 675	15,4%	29 753	17,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	1 672	23,7%	19 136	20,1%	38 769	22,5%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	960	100,0%	12 560	100,0%	21 029	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	92	9,6%	907	7,2%	1 373	6,5%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	993	100,0%	13 308	100,0%	23 483	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	356	35,9%	4 619	34,7%	6 395	27,2%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	3 294	100,0%	47 493	100,0%	88 719	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	654	19,9%	7 721	16,3%	14 485	16,3%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	2 879	100,0%	42 834	100,0%	79 022	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	293	10,2%	3 713	8,7%	6 808	8,6%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	7 055	100,0%	95 273	100,0%	172 587	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	1 806	25,6%	19 024	20,0%	33 244	19,3%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

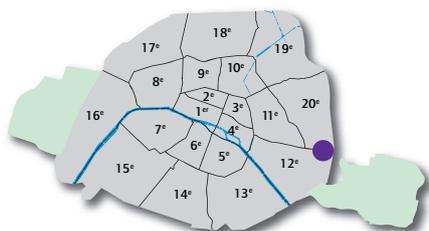
Nombre total d'élèves en primaire	458	100,0%	4 825	100,0%	9 040	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	92	20,1%	934	19,4%	1 576	17,4%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	2 879	100,0%	42 834	100,0%	79 022	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	2 356	81,8%	25 935	60,5%	26 923	34,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	146	5,1%	2 398	5,6%	5 364	6,8%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



La porte de Vincennes se situe en limite des 12^e et 20^e arrondissements, sur la ceinture parisienne. Ce secteur est traversé par trois infrastructures routières supportant de grands flux de circulation : le périphérique (avec l'un des échangeurs les plus importants de Paris), l'avenue de la Porte-de-Vincennes (axe majeur entre Paris et la banlieue) et le boulevard des Maréchaux. Il comporte un parc de plus de 800 logements sociaux, appartenant à la Rivp et à la Scic, de part et d'autre de l'avenue de la Porte-de-Vincennes. Cette disposition engendre des difficultés importantes d'ordre urbain et social : bruit, enclavement, délinquance (prostitution, trafic...), peu d'animation locale et d'activités commerciales. La Rivp et la Scic ont d'ores et déjà engagé des travaux d'amélioration de leur patrimoine. Des études approfondies ont été lancées pour définir le projet urbain et articuler des actions de court terme avec un projet de plus long terme. Les équipes d'urbanistes ont notamment réfléchi à l'évolution du site dans l'hypothèse de la couverture du périphérique au droit de la porte de Vincennes. À plus court terme, des actions concrètes doivent permettre de requalifier le quartier. Il



Vue aérienne de la porte de Vincennes.

s'agit du réaménagement des espaces publics de voirie (en particulier celui de l'avenue de la Porte-de-Vincennes), du maintien d'activités commerciales et de services avec la démolition des arcades, de la création de nouveaux équipements de proximité (la réalisation d'un équipement intergénérationnel est à l'étude), le réaménagement des squares et la « résidentialisation » des ensembles de logements sociaux.

	Porte de Vincennes		TOTAL GPRU		12 ^e + 20 ^e arr.		PARIS	
--	--------------------	--	------------	--	--	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	4 652	100,0%	95 273	100,0%	319 755	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	1 299	27,9%	28 573	30,0%	83 574	26,1%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	630	13,5%	14 675	15,4%	41 302	12,9%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	788	16,9%	19 136	20,1%	53 068	16,6%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	558	100,0%	12 560	100,0%	36 708	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	40	7,2%	907	7,2%	1 838	5,0%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	640	100,0%	13 308	100,0%	38 801	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	232	36,3%	4 619	34,7%	10 648	27,4%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	2 046	100,0%	47 493	100,0%	172 273	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	322	15,7%	7 721	16,3%	21 751	12,6%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	2 122	100,0%	42 834	100,0%	162 358	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	122	5,7%	3 713	8,7%	10 795	6,6%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	4 652	100,0%	95 273	100,0%	319 755	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	672	14,4%	19 024	20,0%	40 427	12,6%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

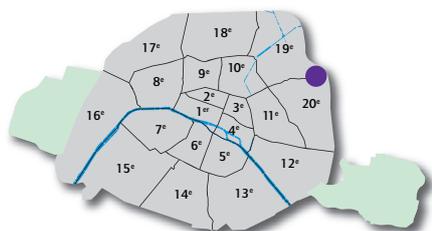
Nombre total d'élèves en primaire	217	100,0%	4 825	100,0%	13 052	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	42	19,4%	934	19,4%	1 826	14,0%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	2 122	100,0%	42 834	100,0%	162 358	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	416	19,6%	25 935	60,5%	34 611	21,3%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	181	8,5%	2 398	5,6%	12 674	7,8%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Ce quartier occupe une surface de 28,6 hectares, à cheval sur les 19^e et 20^e arrondissements, pour une population totale de 3 300 habitants. Le parc de logements est récent – la moitié des logements ont été construits après 1982 – et constitué d’une très forte part de logements sociaux (85 %).

Au niveau social, le quartier connaît d’importantes difficultés, à l’image des autres sites en GPRU. Près d’un habitant sur trois a des revenus mensuels inférieurs à 735 euros par mois (seuil de bas revenu) ; 12 % des habitants du quartier sont allocataires du RMI et 17 % sont demandeurs d’emploi.

Préparé en concertation avec les habitants et les acteurs de la vie locale, l’aménagement de la porte des Lilas est d’ores et déjà lancé. La couverture du périphérique permettra de créer un nouveau quartier mixte, composé de bureaux aux normes HQE (Haute Qualité Environnementale), d’activités et de commerces diversifiés, d’équipements sportifs et culturels publics et privés et de quelques logements. Quatre hectares d’espaces verts seront créés, et de nouvelles voies piétonnes et des pistes cyclables permettront de raccorder les communes du Pré-Saint-Gervais, des Lilas et de Bagnolet.



Porte des Lilas.

© Apur

	Porte des Lilas		TOTAL GPRU		19 ^e + 20 ^e arr.		PARIS	
--	-----------------	--	------------	--	--	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	3 280	100,0%	95 273	100,0%	355 680	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	1 101	33,6%	28 573	30,0%	102 539	28,8%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	418	12,7%	14 675	15,4%	57 629	16,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	520	15,9%	19 136	20,1%	73 862	20,8%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	468	100,0%	12 560	100,0%	42 344	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	45	9,6%	907	7,2%	2 653	6,3%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	448	100,0%	13 308	100,0%	46 732	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	136	30,4%	4 619	34,7%	13 131	28,1%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	1 509	100,0%	47 493	100,0%	187 487	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	257	17,0%	7 721	16,3%	29 049	15,5%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	1 312	100,0%	42 834	100,0%	169 471	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	161	12,3%	3 713	8,7%	13 869	8,2%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	3 280	100,0%	95 273	100,0%	355 680	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	1 003	30,6%	19 024	20,0%	61 993	17,4%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

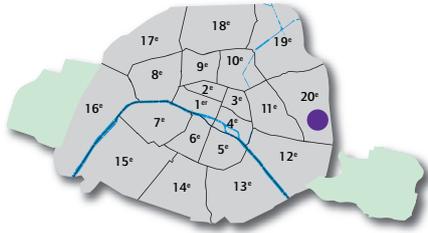
Nombre total d'élèves en primaire	234	100,0%	4 825	100,0%	17 237	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	32	13,7%	934	19,4%	2 884	16,7%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	1 312	100,0%	42 834	100,0%	169 471	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	1 120	85,4%	25 935	60,5%	51 027	30,1%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	75	5,7%	2 398	5,6%	12 371	7,3%	110 821	10,0%

Données extraites de l’Observatoire des quartiers



Le quartier Saint-Blaise, composé de grands îlots de logements, est un quartier très dense, peu mixte (l'activité et les commerces y sont peu présents) ; il est composé d'une majorité de logements sociaux gérés par plusieurs bailleurs (Opac, Sagi, Sageco et Ocil). Ses accès et ses liens avec les quartiers environnants sont particulièrement difficiles et la desserte en transports collectifs y est peu satisfaisante. Les équipements publics de ce quartier doivent faire l'objet de requalifications significatives (écoles, crèches, gymnases...).

Un projet de territoire articulant les aspects sociaux, économiques et urbains a été approuvé en mai 2005. Le projet urbain est en cours de concertation avec les habitants. Il vise à ouvrir le quartier sur son environnement, faciliter sa traversée, redynamiser les commerces et développer des services adaptés aux besoins sociaux et professionnels des habitants. Ainsi, des opérations structurantes devront être engagées dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, comme la requalification de la galerie commerciale, le percement d'une nouvelle voie accompagnée d'opérations de construction-démolition, la transformation de

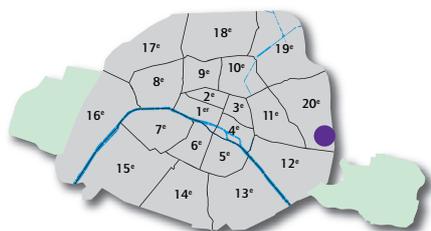


Intersection boulevard Davout, rue Saint-Blaise.

locaux à usage de parkings, actuellement vacants, en surfaces d'activité ou de commerce, et des opérations de réhabilitation, de « résidentialisation », de construction-démolition d'habitats, accompagnées d'une mutation des rez-de-chaussée.

	Saint-Blaise	TOTAL GPRU	20 ^e arr.	PARIS				
Démographie								
<i>données du RP 1999 (INSEE)</i>								
Population totale (sans double compte)	13 705	100,0%	95 273	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	4 626	33,8%	28 573	30,0%	50 169	27,4%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	1 995	14,6%	14 675	15,4%	27 876	15,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	2 756	20,1%	19 136	20,1%	35 093	19,2%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	1 960	100,0%	12 560	100,0%	21 315	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	103	5,3%	907	7,2%	1 280	6,0%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	2 176	100,0%	13 308	100,0%	23 249	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	700	32,2%	4 619	34,7%	6 736	29,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	7 346	100,0%	47 493	100,0%	98 768	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	1 172	16,0%	7 721	16,3%	14 564	14,7%	135 759	12,0%
La précarité								
<i>données CAF 2004</i>								
Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	5 958	100,0%	42 834	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	434	7,3%	3 713	8,7%	7 061	7,8%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	13 705	100,0%	95 273	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	2 309	16,8%	19 024	20,0%	28 749	15,7%	228 731	10,8%
La petite enfance et l'éducation								
<i>données Ville de Paris - DASCO 2002</i>								
Nombre total d'élèves en primaire	782	100,0%	4 825	100,0%	8 197	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	134	17,1%	934	19,4%	1 308	16,0%	9 789	12,7%
Le logement et le cadre de vie								
<i>données du RP 1999 (INSEE)</i>								
Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	5 958	100,0%	42 834	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	3 300	55,4%	25 935	60,5%	24 104	26,6%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	264	4,4%	2 398	5,6%	7 007	7,7%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers



Le quartier de la porte de Montreuil est situé sur la ceinture parisienne, dans le 20^e arrondissement, en limite des communes de Montreuil et de Bagnolet.

Il est caractérisé par un paysage urbain très composite, formé de plusieurs entités accueillant des fonctions diverses (habitat, équipements, activités, espaces publics). La forte présence des infrastructures routières y a distendu les liens avec les communes limitrophes et amplifié le caractère fragmenté du territoire. Le parc de logements du quartier est majoritairement constitué d'habitat social. La population de ce secteur est fragilisée par la précarité et le chômage, en particulier dans les cités Félix-Terrier et Patrice-de-la-Tour-du-Pin.

Un projet d'aménagement ambitieux est en cours de définition qui, outre l'amélioration des conditions de vie des habitants, vise à recréer une continuité urbaine avec les communes voisines de Montreuil et de Bagnolet (éventuellement en couvrant partiellement le boulevard périphérique), à déplacer et à requalifier le marché aux Puces, à valoriser et ouvrir aux habitants la ceinture verte et, enfin, à développer l'activité économique. Les réhabili-



Carrefour de la porte de Montreuil.

tations de logements y sont d'ores et déjà réalisées. Par ailleurs, des actions de court terme sont programmées et engagées, comme la gestion urbaine de proximité, la « résidentialisation » des logements de la cité Patrice-de-la-Tour-du-Pin (plus de 500 logements) et le réaménagement des avenues du Professeur André-Lemierre et Léon-Gaumont, en limite de Montreuil.

	Porte de Montreuil La Tour-du-Pin		TOTAL GPRU		20 ^e arr.		PARIS	
--	--------------------------------------	--	------------	--	----------------------	--	-------	--

Démographie

données du RP 1999 (INSEE)

Population totale (sans double compte)	9 992	100,0%	95 273	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Jeunes de moins de 25 ans (%)	2 922	29,2%	28 573	30,0%	50 169	27,4%	551 396	25,9%
Etrangers (%)	1 436	14,4%	14 675	15,4%	27 876	15,2%	308 266	14,5%
Immigrés (%)	1 696	17,0%	19 136	20,1%	35 093	19,2%	386 398	18,2%
Population totale de 15 à 24 ans	1 280	100,0%	12 560	100,0%	21 315	100,0%	263 760	100,0%
Jeunes de 15 à 24 ans sans diplôme (%)	101	7,9%	907	7,2%	1 280	6,0%	10 234	3,9%
Nb familles avec enfants de moins de 25 ans	1 320	100,0%	13 308	100,0%	23 249	100,0%	244 514	100,0%
Familles monoparentales (%)	536	40,6%	4 619	34,7%	6 736	29,0%	63 080	25,8%
Nombre d'actifs total	4 752	100,0%	47 493	100,0%	98 768	100,0%	1 126 762	100,0%
Chômeurs (%)	837	17,6%	7 721	16,3%	14 564	14,7%	135 759	12,0%

La précarité

données CAF 2004

Nombre de ménages (RP 1999 - INSEE)	4 865	100,0%	42 834	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Allocataires du RMI en 2004 (%)	408	8,4%	3 713	8,7%	7 061	7,8%	59 970	5,4%
Population totale (sans double compte)	9 992	100,0%	95 273	100,0%	183 093	100,0%	2 125 851	100,0%
Personnes vivant avec moins de 735 euros par mois en 2004 (%) (Pop Foyers bas revenus)	2 249	22,5%	19 024	20,0%	28 749	15,7%	228 731	10,8%

La petite enfance et l'éducation

données Ville de Paris - DASCO 2002

Nombre total d'élèves en primaire	504	100,0%	4 825	100,0%	8 197	100,0%	77 285	100,0%
Elèves en retard à l'école primaire (%)	104	20,6%	934	19,4%	1 308	16,0%	9 789	12,7%

Le logement et le cadre de vie

données du RP 1999 (INSEE)

Nombre de résidences principales (RP 1999 - INSEE)	4 865	100,0%	42 834	100,0%	90 449	100,0%	1 110 912	100,0%
Logements SRU en 2003 (%)	2 666	54,8%	25 935	60,5%	24 104	26,6%	161 309	14,5%
Logements sans confort (WC, baignoire ou douche) (%)	524	10,8%	2 398	5,6%	7 007	7,7%	110 821	10,0%

Données extraites de l'Observatoire des quartiers

LISTE DES INDICATEURS DE L'OBSERVATOIRE DES QUARTIERS

La démographie	Population totale dont étrangers dont immigrés	RP	1999		
	Population totale de 15 ans et plus dont population sans diplôme				
	Structure par âge de la population				
	Nombre total de familles Nombre de familles avec au moins un enfant de moins de 25 ans dont familles monoparentales dont familles comprenant un couple dont familles nombreuses (3 enfants et plus)				
	Nombre d'actifs total				
	Nombre de chômeurs				
	Nombre total d'actifs ayant un emploi dont salariés précaires (CDD, Intérim, Emploi jeunes, Apprentis...)				
	Structure des actifs				
La précarité	Nombre total d'allocataires de la CAF	CAF	2001, 2002, 2003, 2004		
	Population couverte par les prestations				
	Nombre de familles allocataires				
	Nombre de familles monoparentales allocataires				
	Nombre de familles nombreuses allocataires				
	Nombre d'allocataires du RMI				
	Population couverte par le RMI				
	Nombre de familles monoparentales percevant le RMI				
	Nombre de familles nombreuses percevant le RMI				
	Nombre d'allocataires de l'API (Allocation Parent Isolé)				
	Nombre d'allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé)				
	Nombre d'allocataires de l'AES (Allocation d'éducation spéciale)				
	Nombre d'allocataires logement				
	Population des foyers à bas revenus				
	Nombre de familles monoparentales à bas revenus				
	Nombre de familles nombreuses à bas revenus				
	Nombre d'enfants de 0 à 19 ans dans les foyers à bas revenus				
	Nombre d'allocataires étrangers				
	Population des foyers allocataires étrangers				
	Revenus moyens des ménages	DGI	2001,2002		
Foyers fiscaux					
Foyers fiscaux non imposables					
L'activité économique	Nombre d'établissements inscrits au fichier SIRENE	SIRENE	2000, 2002		
	Nombre d'établissements implantés depuis moins de 2 ans				
	Nombre total de salariés selon SIRENE				
	Nombre d'établissements et de salariés selon l'activité	ERE	1998, 2000		
	Nombre de salariés et d'emplois selon l'ERE dont emplois publics dont emplois privés				
	Nombre de commerces en activité			BDCOM (APUR)	2000, 2003
	Nombre de commerces alimentaires				
	Nombre de locaux vacants en rez-de-chaussée				
La petite enfance et l'éducation	Nombre total d'élèves en maternelle	DASCO	2002		
	Nombre total d'élèves en primaire				
	Nombre total d'élève en école maternelle Public dont élèves en enseignement spécialisé	Rectorat de Paris	2003, 2004		
	Nombre total de classes en école maternelle Public dont classes en enseignement spécialisé				

La petite enfance et l'éducation	Nombre total d'élèves en école élémentaire Public dont élèves en enseignement spécialisé	Rectorat de Paris	2003, 2004
	Nombre total de classes en école élémentaire Public dont classes en enseignement spécialisé		
	Nombre total d'élèves en école maternelle Privé sous contrat dont élèves en enseignement spécialisé		
	Nombre total d'élèves en école élémentaire Privé sous contrat dont élèves en enseignement spécialisé		
	Nombre total de classes en école élémentaire Privé sous contrat dont classes en enseignement spécialisé		
	Nombre total d'élèves en collège Public		
	Nombre total d'élèves en collège Privé sous contrat		
	Nombre total d'élèves en 6 ^e Public dont nombre d'élèves en retard de deux ans ou plus en 6 ^e Public		
	Nombre total d'élèves en 3 ^e Public dont nombre d'élèves en retard de deux ans ou plus en 3 ^e Public		
	Nombre d'élèves en 6 ^e Privé dont nombre d'élèves en retard de deux ans ou plus en 6 ^e Privé		
	Nombre total d'élèves en 3 ^e Privé dont nombre d'élèves en retard de deux ans ou plus en 3 ^e Privé		
	Nombre de candidats présents au DN du brevet des collèges Public dont nombre de reçus au diplôme national du baccalauréat Public		
Nombre total d'élèves en lycée (2nd cycle) Public dont élèves boursiers en lycée (2nd cycle) Public	Rectorat de Paris	2004	
La santé	Nombre de bilans de santé établis en 3 ^e année de maternelle dont signalement d'anomalies dentaires dont troubles de l'audition dont troubles de l'élocution dont troubles de la vision dont cas d'obésité	DASES	2003
	Nombre de bilans bucco-dentaires établis en 1 ^{ère} année de primaire dont signalement de caries dentaires en primaire		
	Nombre de médecins dont généralistes dont spécialistes	DASS	2005
Le logement et le cadre de vie	Nombre total de logements selon l'époque d'achèvement avant 1948 de 1949 à 1981 de 1982 à 1999	RP	1999
	Nombre de logements vacants		
	Nombre de résidences principales dont occupées par le propriétaire dont occupées par un locataire ou sous-locataire dont sans confort		
	Nombre d'immeubles en procédure d'insalubrité	OEHI	2004
	Nombre de logements SRU gérés par les bailleurs sociaux	DLH	2001, 2003
	Nombre de logements sociaux réhabilités en PALULOS après travaux	DULE	1999 à 2003
	Nombre d'opérations en AQS		
	Nombre de logements sociaux financés dont par année dont par type de financement	DLH	1998 à 2003
	Nombre de transactions immobilières Nombre d'équipements en faveur de la petite enfance et de la jeunesse	Ficher des notaires	2001 à 2003
	Nombre d'équipements sportifs	APUR	2003
	Nombre d'équipements culturels		
	Nombre d'équipements en faveur de l'emploi		
	Nombre de services (administratifs, sociaux, de Police)		
	Nombre d'équipements de santé		
	Nombre de lieux d'hébergement pour les personnes âgées		
Nombre de lieux d'hébergement pour les personnes en difficulté			
Nombre d'associations présentes sur le secteur			

Étude, conception, maquette Atelier Parisien d'Urbanisme – Apur

Délégation à la politique de la ville et à l'intégration

Janvier 2006



MAIRIE DE PARIS
DÉLÉGATION À LA POLITIQUE
DE LA VILLE ET À L'INTÉGRATION

paris
info Paris.fr
Le 3975*
Journal à Paris
Panneaux lumineux
mairie

*Prix d'un appel local à partir d'un poste fixe